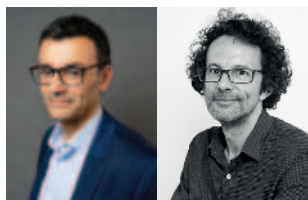


La Lettre

N°97 | Juillet 2026



Édito

CNRS Sciences humaines & sociales a placé au cœur de ses priorités la consolidation des liens entre la recherche et l'action publique. Rapprocher la recherche de l'action et des politiques publiques représente en effet un enjeu central : c'est une façon de réaffirmer l'identité du CNRS [p2]

NOUVELLES DE L'INSTITUT

- Une nouvelle collègue à l'institut [p3]
- Le langage, un voyage virtuel au cœur de ce qui nous relie [p4]

FOCUS

Interdisciplinarité et sciences participatives au cœur de la mine urbaine au Sénégal. Premier rapport du projet AirGeo (2021-2024) [p7]

PROGRAMMES NATIONAUX

- PEPR VDBI : le défi de l'acculturation mutuelle entre recherche et collectivités territoriales [p13]
- PEPR ICCARE : à vélo sur la Loire, enquête sur un théâtre en transition [p15]

OUTILS DE LA RECHERCHE

Plateforme Context : espace de découverte, outillage et accompagnement dans l'usage de méthodes computationnelles en SHS [p18]

INTERDISCIPLINARITÉS

STAY : Savoirs techniques pour l'autosuffisance, sur YouTube [p20]

SCIENCES PARTAGÉES

La Supérette des idées reçues : un dispositif art-science-société de lutte contre la désinformation [p23]

ANTHROPOLOGIE EN PARTAGE

Mettre en mouvements une démarche pluridisciplinaire
Anthropologie - cinéma - danse - robotique [p27]

LE LANGAGE EN COMMUN

Comment les Français ont appris leur langue [p31]

VALORISATION

Avec la chaire PÉPITE, penser la transition écologique à partir des territoires [p35]

À L'HORIZON

SAPRISQUI (Équateur-France-Colombie) : pour une recherche sur les risques intégrée et partenariale [p38]

ZOOM SUR...

Éducation : la recherche en action

Au sein du CNRS, les recherches sur l'éducation représentent une thématique prioritaire. Pour son COP 2019-2023, le CNRS a identifié les inégalités éducatives comme l'un de ses défis sociétaux interdisciplinaires [p42]

LIVRE



Femmes, soutiens-gorges et pattes de poulet. Le voyage du made in China, Béatrice Zani, Malou Allagnat, Valentine Boucq, Emy & Lou Herrmann, Presses de l'Université de Montréal, 2026

Pourquoi suivre le périple d'un soutien-gorge depuis l'usine du sud de la Chine qui le voit naître jusqu'aux rayons d'une petite boutique, sur l'île de

Taïwan? Parce que cet objet de consommation, comme il en transite des milliards chaque année à travers le monde, s'avère un puissant révélateur de notre époque [...]

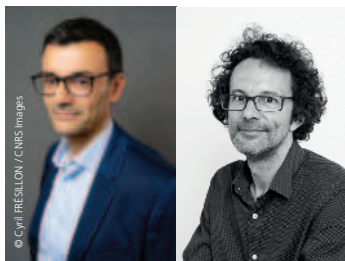
voir toutes les publications

REVUE

Fondée en 1950, la *Revue économique* est l'une des principales revues francophones en sciences économiques. En 2024, elle est passée en accès diamant avec le soutien de CNRS Sciences humaines & sociales, du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace et des Presses de Sciences Po. Pour prolonger la réflexion sur la science ouverte en économie, la revue a publié en 2025 un numéro spécial sur cette thématique (*Revue économique*, vol. 76) [...]

voir toutes les publications





ÉDITO

Fabrice Boudjaaba, directeur, & Emmanuel Henry, directeur adjoint scientifique Politique, pouvoir, organisation / Politiques publiques, CNRS Sciences humaines & sociales

Rapprocher la recherche de l'action et des politiques publiques : un enjeu central pour le CNRS et pour les sciences humaines et sociales

CNRS Sciences humaines & sociales a placé au cœur de ses priorités la consolidation des liens entre la recherche et l'action publique. Rapprocher la recherche de l'action et des politiques publiques représente en effet un enjeu central : c'est une façon de réaffirmer l'identité du CNRS qui a à cœur de « mettre la recherche fondamentale au service de la société ». Il s'agit pour la recherche d'éclairer le débat public, de contribuer à la définition des enjeux, car c'est bien de cette définition que découlent les politiques qui sont ensuite appliquées. Cela implique de s'assurer que les résultats scientifiques sont bien pris en compte dans l'action publique en construisant des points de passage plus réguliers entre recherche et politiques publiques, sans pour autant mélanger les rôles. Cela passe aussi par un travail plus direct avec les parties prenantes, en lien, à l'échelle de CNRS Sciences humaines & sociales, avec la priorité sciences/société et les observatoires de type SOSI¹, afin de rendre plus visibles et de faire émerger certains publics ou certains enjeux dont une partie peut être non ou mal prise en compte dans l'action publique.

Rapprocher recherche et action publique est aujourd'hui d'autant plus urgent que la polarisation politique et la radicalisation du débat public conduisent de plus en plus souvent à des attaques sur la légitimité de la science et de ses résultats. Les sciences, et notamment les sciences humaines et sociales, sont régulièrement mises en cause, et de façon parfois frontale, dans leur capacité à simplement produire des faits. Dans un contexte où certaines décisions publiques sont parfois prises sans toujours s'appuyer sur les résultats de la recherche, renforcer ce lien apparaît donc comme un enjeu important pour le CNRS.

La construction d'un lien plus dense entre recherche et décision publique est un travail de longue haleine, multiforme. Cela passe aussi bien par la construction de partenariats privilégiés avec certaines administrations (le groupement d'intérêt public Institut Robert Badinter avec le ministère de la Justice, par exemple) ou la consolidation du rôle joué par le CNRS en tant qu'organisme dans la construction de l'expertise scientifique avec la Mission pour l'expertise collective (MPES), que par l'accompagnement des chercheuses et chercheurs dans l'exercice de l'expertise. Écrire pour les décideurs (et s'assurer d'être lu) ne va pas de soi. CNRS Sciences humaines & sociales prend toute sa part à ce travail avec la volonté, d'une part, de ne pas réduire l'expertise à l'évaluation des politiques publiques mais, au contraire, de mettre en avant le potentiel de la recherche dans la conception et l'élaboration des politiques publiques et, d'autre part, de prendre appui sur la variété des disciplines et des approches présentes en son sein.

En amont de l'appel à projets ANR « Co-construire les politiques publiques par l'expertise scientifique », une journée Recherche et politiques publiques a été organisée en septembre 2025. L'objectif de cet événement était de construire un espace de rencontre entre chercheurs et chercheuses travaillant sur l'action publique, et acteurs des politiques publiques à ses différents niveaux, administratifs et politiques, national, local et européen. Il s'agissait de démontrer que les questions posées par la recherche permettent de déplacer le regard des acteurs de l'action publique, de comprendre différemment certains enjeux et donc de s'orienter vers des modalités différentes d'intervention publique, prenant mieux ou différemment en compte l'ensemble des questions en jeu. Cet événement visait également à communiquer sur l'importance de mobiliser l'expertise académique pour concevoir et mettre en œuvre les politiques publiques, à identifier les collaborations possibles à développer, à initier des projets de recherche co-construits et à renforcer les partenariats recherche-administration. Enfin, il a permis de préparer les communautés à répondre à de futurs appels à projets réunissant chercheurs et administrations. Dans le prolongement de cette première journée, CNRS Sciences humaines & sociales organisera chaque année une journée sur ce thème. La prochaine, qui devrait s'intituler « Toutes et tous experts ? », interrogera la façon dont la recherche et, en particulier, le CNRS se positionne sur les enjeux où de fortes attentes existent vis-à-vis du monde académique.

Une nouvelle initiative a également été engagée : la publication régulière de *policy briefs*, conçus pour rendre accessibles les travaux scientifiques afin d'éclairer les décisions publiques et les choix de société. La parution des *policy briefs* de l'institut, intitulés *Impacts*, s'accompagne d'un travail de publicisation auprès de la presse et d'identification des acteurs publics cible en lien avec le bureau de presse et le pôle Affaires publiques du CNRS. Le premier numéro de ces *policy briefs* a porté sur l'évaluation du dispositif Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) après dix ans d'expérimentation, alors que sa pérennisation était en débat au Sénat. Il présente les résultats consolidés des recherches menées par le réseau RESTEZ, soutenu par le CNRS. L'objectif est de publier quatre à cinq *policy briefs* par an et de répliquer ce dispositif à l'échelle des programmes nationaux de recherche portés par l'institut. Par ailleurs, un appel à contributions sera mis en ligne sur la page dédiée dès la rentrée académique. À terme, il s'agira pour CNRS Sciences humaines & sociales de proposer un espace qui soit à la fois un point de référence pour les décideurs désireux de s'appuyer sur la recherche pour concevoir leur action, et une chambre d'écho pour des travaux produits dans les unités mixtes de recherche susceptibles d'éclairer l'action publique.

1. Suivis ouverts des sociétés et de leurs interactions.

Derrière ces multiples initiatives, le but du CNRS n'est évidemment pas de se substituer aux politiques pour prendre les décisions. Son rôle est et a toujours été de produire des connaissances rigoureuses et indépendantes au service de la société. En tant que producteur de connaissances, le CNRS bénéficie du temps et de la liberté nécessaires pour explorer des enjeux peu ou mal couverts par le débat public. Il peut aussi développer des recherches sur le long terme pour sortir des représentations dominantes d'un enjeu, explorer des aspects méconnus ou faire émerger des voix habituellement peu entendues. L'enjeu est de faire en sorte que ces

connaissances originales puissent être débattues dans la société, et que ces débats soient éclairés par les résultats de la recherche scientifique. Ensuite, ce sera aux politiques, aux administrations et aux collectivités locales de prendre leurs décisions en intégrant des paramètres supplémentaires. Nous aurons en revanche rempli notre mission : mettre à disposition ces connaissances pour qu'elles irriguent le débat public et démocratique.

NOUVELLES DE L'INSTITUT

Une nouvelle collègue à l'institut



Ariane Bluteau

Ariane Bluteau a rejoint le pôle Europe et International de CNRS Sciences humaines & sociales en juin 2026 en tant que chargée d'études en administration scientifique (CEAS). Ses nouvelles missions à l'institut lui permettront notamment d'approfondir, par un appui administratif aux unités à l'étranger, les questions liées à

l'international et les enjeux de structuration des projets internationaux et transverses. Elle sera également en charge de l'animation du volet international du réseau des correspondants Europe et International au sein des unités.

Titulaire d'un Master en science politique, avec une spécialité en études africaines de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, elle est également diplômée en géographie et études du développement. Avant de rejoindre l'institut, elle a occupé les fonctions de chargée de partenariats et de valorisation au sein du Centre d'économie de Paris Nord (CEPN, Université Sorbonne Paris Nord), de chargée de mission scientifique et universitaire en sciences humaines et sociales à l'Institut français d'Afrique du Sud (IFAS-Recherche, composante de l'unité Afrique au Sud du Sahara, UAR3336, CNRS / MEAE) ainsi que de chargée de mission culturelle à l'Ambassade de France en Lituanie.

ariane.bluteau@cnrs.fr

Le langage, un voyage virtuel au cœur de ce qui nous relie



Voyage au centre du langage, une exposition virtuelle réalisée par Raphaël Benítez © R. Benítez, Robot sensible

Début 2025, CNRS Sciences humaines & sociales lançait une action intitulée *Le langage en commun*. Son objectif : donner davantage de visibilité aux sciences du langage, montrer la variété des travaux existants et l'importance de cette discipline dans notre compréhension du monde. L'exposition virtuelle *Voyage au centre du langage* est une des initiatives menées au sein de cette action. Avec cette exposition, CNRS Sciences humaines & sociales poursuit sa vocation de partager les acquis de la recherche auprès d'un public large, en associant images et animations, son et modules interactifs qui conduisent les visiteurs au plus près des activités quotidiennes des chercheurs et chercheuses. Cette exposition est née d'une conviction intime : les questions de science fondamentale que les chercheurs et chercheuses se posent autour du langage ne sont pas toujours éloignées de celles que n'importe quelle autre personne curieuse du langage humain peut se poser. Et quand elles ne se retrouvent pas dans ce socle d'interrogations commun, elles peuvent être expliquées de manière compréhensible, et ouvrir des horizons auxquels on n'avait pas songé. Les chercheurs et chercheuses d'aujourd'hui ont été autrefois les mêmes esprits curieux qui iront cliquer sur leur ordinateur pour découvrir à quoi les avancées scientifiques ont pu contribuer ces dernières décennies dans notre connaissance du langage humain.

La découverte de langues et de cultures inconnues lors des divers processus de colonisation, en Amérique notamment, favorisa une révision profonde des idées établies en Europe sur la nature des systèmes linguistiques. Un deuxième cap fut franchi par la découverte, à la fin du XVIII^e siècle, de ressemblances frappantes entre les langues européennes anciennes et les langues indo-aryennes. La linguistique

historique ouvrit la porte à des horizons temporels inouïs pour l'histoire des langues : les familles linguistiques européennes (à quelques exceptions près, dont la langue basque) devenaient liées à des langues appartenant à des mondes culturels et géographiques lointains. C'était un premier pas vers un dépaysement plus radical, qui résulte des travaux de la linguistique comparative de nos jours. Ces travaux ont dévoilé des affinités profondes entre les langues du monde. De nos jours, on décompte environ 7 000 langues vivantes dont une grande partie risque de disparaître dans les décennies qui suivent. Le travail des linguistes est donc très souvent aussi un travail réalisé contre la montre. Ce Voyage au centre du langage est donc un voyage à travers ses diverses manifestations, et également sur la manière dans laquelle les chercheurs et chercheuses se saisissent de la diversité : comment compte-t-on les langues ? Comment naissent-elles ou se renouvellent-elles ? Comment le cerveau des plurilingues arrive-t-il à jongler entre plusieurs langues ? Comment le langage arrive-t-il à se transmettre par le biais de deux modalités différentes, le signe et la parole ? L'exposition propose également une tournée à travers les 82 langues parlées aujourd'hui en territoire français.

Le langage est une faculté propre à l'espèce humaine qui se développe en société, et qui est façonnée par des interactions humaines réalisées au sein de groupes culturels donnés. Le langage constitue l'une des dimensions les plus importantes de la vie sociale, un espace de mémoire et de pouvoir en constante évolution, un moyen privilégié par les sociétés pour se penser et se raconter, un outil d'analyse et de compréhension. Le langage permet à chacun d'habiter le monde à sa façon.



Fiche de présentation du kymographe, l'un des outils d'enregistrement présenté dans la frise consacrée à l'histoire des instruments © R. Benitez, Robot sensible

Parler, écrire, raconter, nommer : toutes ces actions sont inscrites dans des contextes culturels précis. Les formes que prennent les langues lors de leur usage quotidien permettent non seulement la transmission des savoirs, mais aussi la construction ou la contestation des catégories sociales ou des hiérarchies interpersonnelles. En effet, le langage n'est pas un simple reflet des tensions ou des dynamiques sociales, il permet aussi de rendre visible ou d'invisibiliser, de stabiliser des traditions, de les transformer ou d'y mettre fin.

La diversité des langues à travers le monde témoigne de la pluralité des cultures humaines. Si toutes les communautés possèdent un système linguistique, chacune l'a façonné à sa façon, selon son histoire, son organisation sociale et sa culture. Étudier le langage en le remettant dans son contexte sociétal permet de mieux comprendre les logiques profondes structurant les groupes humains à l'intérieur de leurs sociétés respectives, donnant un accès à la richesse des expériences humaines dans toute leur complexité. Cette exposition est l'occasion de s'interroger à propos de divers sujets à la lisière du langage et de la société : les langues et leur rapport au genre, les processus de revitalisation linguistique, les rapports entre langue écrite et langue orale, les liens entre langues et changement climatique, et les liens intimes qui se tissent entre pratiques culturelles et langues.

Le très riche patrimoine sonore cumulé par la France — on peut songer au Fonds Charles Cros à la Bibliothèque nationale de France, ou aux Archives de la parole créés par Ferdinand Brunot au début du xx^e siècle — ne peut pas se comprendre sans la révolution technique associée à la maîtrise du son depuis la fin du xix^e siècle. La façon dont on produit la parole a depuis toujours intrigué les êtres humains : comment les sons sont-ils formés par la voix, comment se combinent-ils pour créer du sens, et comment peuvent-ils être transmis fidèlement d'une génération à l'autre ? Bien avant toute approche scientifique, ces questions ont nourri les réflexions de philosophes et de grammairiens. Au xix^e siècle,

l'étude des langues évolue profondément : les chercheurs ont désormais comme objectif de décrire les sons tels qu'ils sont réellement produits. L'invention de l'enregistrement sonore et le développement d'instruments d'analyse transforment alors cette recherche. C'est dans ce contexte qu'émerge la phonétique expérimentale, fondée sur l'observation instrumentale, la mesure et l'expérimentation. *Voyage au centre du langage* propose un espace de découverte sur les outils de la recherche, sous la forme d'une frise chronologique interactive qui retrace l'histoire des instruments qui ont permis — et permettent encore aujourd'hui — d'étudier la voix et la parole avec une précision croissante. Des premiers dispositifs mécaniques aux technologies numériques contemporaines, il montre comment les chercheurs et chercheuses rendent compte d'un phénomène par nature fugace : le son de la voix humaine.

Nées des premières études cliniques du xix^e siècle et enrichies par la révolution cognitive du xx^e siècle, les recherches en psycholinguistique et neurolinguistique étudient le langage à travers le prisme du cerveau et de la cognition, en utilisant des méthodes expérimentales variées : comportementales (chronométrie mentale, oculométrie), électrophysiologiques (EEG, SEEG) ou de neuroimagerie (IRMf, TMS). Ces méthodes combinent, selon les besoins, résolution spatiale ou temporelle, permet d'analyser de grandes quantités de données. Ces recherches s'appuient aujourd'hui sur des outils modernes pour étudier tous les niveaux du traitement langagier, du parlé ou signé à l'écrit, en passant par les spécificités inter-langues, en fonction des profils de locuteurs, et les mécanismes universels. À la croisée de la linguistique, des neurosciences, de la psychologie et des sciences cognitives, ces travaux reposent sur l'expérimentation et ont besoin de la participation de personnes issues de toute la société pour assurer la représentativité des résultats.

Expérimentations

/ekspeɾɪmɑ̃tasjɔ̃/



Le chapitre Expérimentations propose au visiteur de participer à des expériences en ligne. Les résultats obtenus permettront aux chercheurs d'enrichir leurs analyses © R. Benitez, Robot sensible

Et si vous pouviez y contribuer ? Au sein de l'exposition virtuelle trois expériences vous donneront un petit aperçu des tests qui peuvent être réalisés lors d'études scientifiques. Ainsi, vous pourrez constater que la lecture est irrépressible, et qu'il est très difficile de la contrôler ! Vous pourrez aussi vous rendre compte du temps que met votre cerveau à identifier un mot selon que vous le connaissez ou non... Votre cerveau traite-il ces informations à la même vitesse ? Enfin, dans une troisième expérience, vous pourrez contribuer à enrichir notre connaissance des langues et/ou des différentes variétés régionales de langue française.

Rejoignez-nous en participant à ces expériences en ligne, accessibles à tous, au fil de votre Voyage au centre du langage !

Voyage au centre du langage est une initiative collective, rassemblant une équipe composée de chercheurs, chercheuses et ingénieurs dskfiu CNRS, et du pôle communication de CNRS Sciences humaines & sociales. La réalisation graphique et la conception du site ont été assurées

par la société créative *Robot Sensible*. L'hébergement et la maintenance informatique du site web sont assurés par l'infrastructure de recherche étoile Huma-Num.

Ricardo Etxepare, directeur de recherche CNRS, Centre de recherche sur la langue et les textes basques (IKER, UMR5478, CNRS / Université Bordeaux Montaigne / Université de Pau et des pays de l'Adour) ; Serge Pinto, directeur de recherche CNRS, Laboratoire parole et langage (CNRS / AMU)

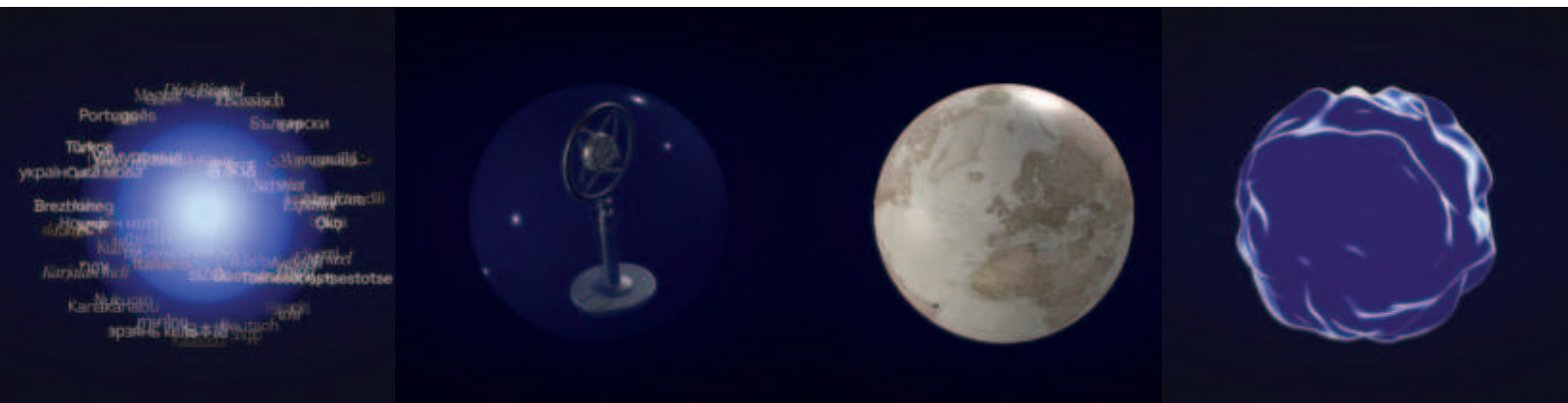
contact&info

► Équipe projet

cnrs-langage-en-commun@
cnrs.fr

► Pour en savoir plus

<https://voyage-au-centre-du-langage.huma-num.fr>



Interdisciplinarité et sciences participatives au cœur de la mine urbaine au Sénégal

Premier rapport du projet AirGeo (2021-2024)



Un siège sensoriel © Julien Hazemann, Sebi-Gare, 2023

« L'air a changé d'odeur, même dans les maisons. Ça sent l'acide des batteries ou un embrayage usé ». Ce témoignage d'un habitant du quartier de Dougar dans la région de Dakar au Sénégal, résume à lui seul la démarche : sans cette parole, jamais un capteur-écorce n'aurait été installé si loin de la source potentielle de la pollution. Par leur mise en récit, en chiffres et en cartes, les enquêtes interdisciplinaires, artistiques et participatives du projet AirGeo ont fait émerger de nouvelles manières de considérer l'habitabilité altérée de ce territoire. Ici, les pollutions industrielles sont non seulement mesurables, localisables précisément, mais leur compréhension est éclairée par les expériences et les connaissances sensibles des habitants.

Après quatre années d'enquêtes, le projet AirGeo produit son premier rapport de recherche sur la qualité du sol et de l'air

ainsi que sur la perception des pollutions par les habitants dans la zone Sebi Kotane-Diamniadio. Si les forums *Noyyindoo* (« Ensemble respirons ! ») de 2023 et 2025 avaient déjà permis de faire événement autour d'une première présentation des résultats et de leur interprétation, le rapport permet de les appréhender dans leur précision scientifique. Il invite aussi à prendre connaissance des recommandations qui en découlent. On y saisit l'importance des démarches participatives pour l'élaboration de connaissances scientifiques qui soient robustes et pertinentes pour les communautés de Sebi Kotane et Diamniadio. C'est tout l'intérêt de ce projet, prolongé aujourd'hui par l'Observatoire Écocitoyen *Peuftan*¹, dispositif SOSI - Suivi ouvert des sociétés et de leurs interactions mis en place par CNRS Sciences humaines & sociales, étendu à cinq communes. L'innovation scientifique et sociale est étroitement liée à la co-construction, terme englobant non seulement le

1. L'Observatoire écocitoyen a choisi pour nom le *Peuftan*, appellation locale du *Calotropis procera*, arbuste familier des sols de la zone Sebi Kotane-Diamniadio-Bargny. Ce choix n'est pas seulement symbolique : le *Peuftan* est une espèce bio-indicatrice reconnue des sols dégradés ou contaminés, capable de prospérer là où d'autres espèces disparaissent. Plante-sentinelle, sa présence renseigne sur l'état des milieux. En adoptant son nom vernaculaire plutôt qu'une dénomination savante ou un acronyme institutionnel, l'Observatoire inscrit sa démarche dans les savoirs et les mots du territoire qu'il documente. Le *Peuftan*, incarne ainsi la double vocation de l'Observatoire : observer un milieu altéré, et témoigner de ce qui, malgré tout, continue de vivre.



Présentation du projet aux Badianu Gox (« Mairaines de quartier ») de Sebi-Fass et Sebi-Gare, en charge de la santé communautaire

design participatif de la démarche et des connaissances, mais aussi la co-définition des actions à mener dans les points chauds de pollution, dans lesquelles habitants, chercheurs et artistes s'engagent.

AirGeo : un projet et une démarche

Financé par le Belmont Forum et l'Agence nationale de la recherche (ANR), le projet AirGeo a réuni chercheurs et chercheuses, habitants, mairie, associations, artistes et industriels dans un consortium hybride. En janvier 2022, une résidence arts-sciences-société à Sebikotane a permis d'assembler avec les habitants 200 capteurs passifs à base d'écorces d'arbres, puis de les déployer dans 190 maisons pendant six mois. Ce dispositif s'est articulé avec des mesures complémentaires — prélèvements de sols, prélèvements sur filtres atmosphériques, station fixe à l'hôpital de Diamniadio, pompes portatives tenues par des femmes vendeuses en bord de nationales — conjointement avec des enquêtes en sociologie, anthropologie, médecine, botanique et éco-poétique. La tenue d'une chronique en ligne dans un Carnet Hypothèses, l'exposition arts-sciences « Inspire et embarque », la compagnie de théâtre-forum Kër Gu Mag et l'Observatoire photographique du paysage ont joué un rôle artistique et documentaire structurant à chaque étape, contribuant à l'écologie des savoirs et à la réflexivité du projet. La démarche a été reconnue par le Prix national de la recherche participative, remis en juin 2024 et restitué à la commune de Sebikotane en janvier 2025.

La mine urbaine, une mine toxique ?

La commune de Sebikotane a vu sa population doubler en dix ans, passant de 27 000 à près de 43 000 habitants entre 2013 et 2023. Trois complexes industriels de recyclage des métaux s'y sont implantés depuis 2009 au milieu de champs et de vergers : deux usines de recyclage de fer et une fonderie de plomb à partir de batteries usagées. Après quinze ans d'expansion, maisons et murs d'enceinte d'usines se touchent. Sebikotane est devenue une « mine urbaine » : lieu de vie et d'extraction où habitants et travailleurs sont exposés aux risques de nombreuses pollutions cumulées.

Ce que disent les habitants

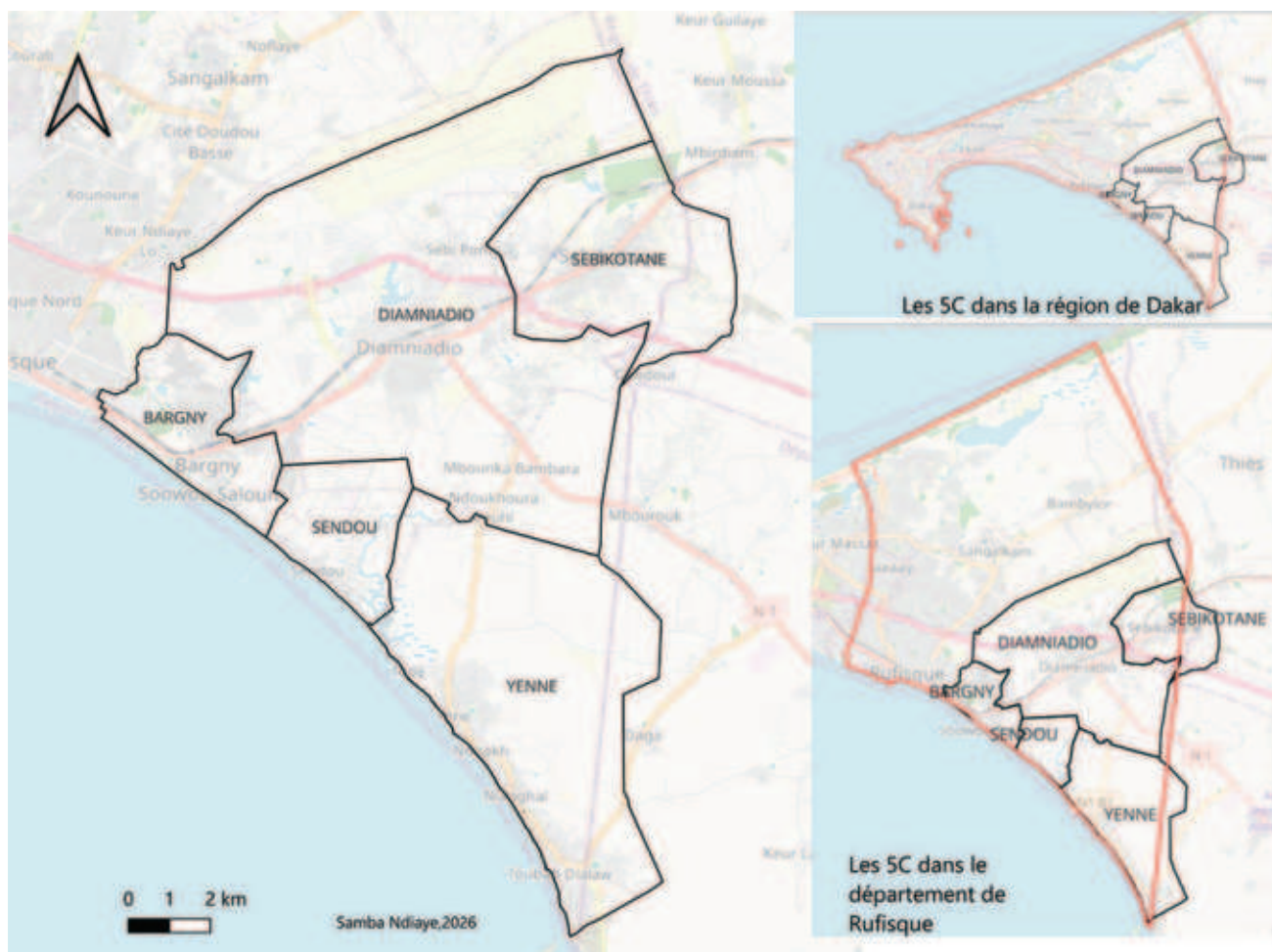
Un questionnaire administré à près de 200 habitants et 30 entretiens semi-directifs, menés en wolof par les médiateurs du projet, ont documenté les expériences, perceptions et savoirs des riverains en matière de pollution industrielle. Les résultats sont sans ambiguïté : 65 % des personnes interrogées estiment que la pollution de l'air est importante à très importante sur la commune, et 131 parmi les 200 habitants interrogés désignent les usines comme la principale source de pollution affectant leur maison. Les témoignages obtenus par entretien décrivent des épisodes récurrents et intenses de fumées noires venues des usines de recyclages d'acier, surtout le soir, qui envahissent les quartiers sous les vents dominants. L'impact est d'abord sensoriel : les femmes parlent d'amertume et d'odeur de désinfectant, les hommes



« Le Bintégné de Sorokh », troupe Kër Gu Mag, dir. Mamadou DIOL, Festival Noyyindoo © Moustapha Diop, 2025



Vivre à côté d'une fonderie © Christelle Gramaglia, Sebi-Gare, 2023



mobilisent plutôt un référentiel mécanique (« goût de batterie ou embrayage usé »). Deux tiers des habitants font un lien direct entre ces pollutions et leurs problèmes respiratoires : toux, crises d'asthme, troubles dermatologiques et cardiaques. Des fausses couches sont également rapportées par des femmes dans les entretiens. En effet, les problèmes de santé liés à la pollution industrielle sont souvent reliés à la santé respiratoire et cardiorespiratoire, et l'on oublie souvent les effets en santé périnatale. En l'absence de solution structurelle, les habitants recourent à des soins et remèdes issus de la pharmacopée traditionnelle : tisanes de *quinquilliba* ou de *nguer*, lait caillé donné aux enfants, crème mentholée. Ces ajustements ne sont en aucun cas des solutions : ils disent l'état d'abandon dans lequel se trouvent des populations qui cumulent déficit d'infrastructures de base et nouvelles pollutions industrielles, sans grand bénéfice économique en retour. Un point positif émerge néanmoins de ces enquêtes : 94 % des habitants des quartiers proches des usines relatent une bonne entente entre voisins, cohésion qui explique sans doute la réussite même de la recherche participative.

Le plomb : un problème du passé ?

Le cas du plomb révèle quant à lui les dimensions historiques, sanitaires et politiques des problèmes de pollution. En 2008, dix-huit enfants mouraient à Thiarye-sur-Mer, intoxiqués par le plomb de batteries recyclées artisanalement. Pour mettre fin à ces pratiques, l'activité a été délocalisée à trente kilomètres au sud, à Sebikotane, en plein champ, sans étude d'impact.

dans un bas-fond où convergent les eaux de pluie. En 2013, l'hôpital Mère-Enfant de Diamniadio était inauguré à moins de 800 mètres de cette fonderie. Trois ans plus tard, les premiers habitants de la Cité des fonctionnaires s'installaient sous le vent de l'usine. En 2021, un promoteur immobilier, filiale d'un groupe marocain, construisait même à moins de 100 mètres de son enfance.

Les mesures révèlent des teneurs en plomb dans le sol supérieures à 10 000 ppm au pied du mur de l'usine. Si ces concentrations diminuent rapidement sur 500 mètres en s'éloignant, cette zone est aujourd'hui habitée ou en pleine construction et les concentrations dépassent les seuils de référence internationaux (par exemple, 300 ppm en zone résidentielle pour la norme canadienne), en l'absence de normes sénégalaises². Il n'existe pas de seuil au-dessous duquel l'exposition au plomb n'aurait pas d'effets nocifs (OMS). Les mesures sur les filtres hebdomadaires prélevés à la station de l'hôpital ont démontré la présence de particules riches en zinc et en plomb certaines semaines, indiquant un transport éolien des particules émises par les usines. En 2023, AirGeo a alerté le Centre antipoison de Dakar, déclenchant une première campagne de dépistage. Les mesures de plombémie dans le sang réalisées sur 138 personnes ont identifié quatre cas dépassant le seuil d'intervention clinique de 100 µg/L, principalement dans le quartier de la Cité du Port où 80 % des personnes testées présentent une plombémie supérieure à la valeur de vigilance. Le plomb est un métal neurotoxique sans seuil d'innocuité connu : ses effets

2. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'établit pas de norme internationale unique et réglementaire pour le plomb dans le sol. Elle se fonde plutôt sur des plombémies (le taux de plomb dans le sang). Des recommandations de précaution sont émises au niveau local et national. Il existe en revanche une norme canadienne.

sur le développement cognitif des enfants et la fécondité des femmes sont documentés à de très faibles doses.

Si en mai 2023, l'usine a déménagé, ses fours, sa cheminée, son crassier et ses sols contaminés sont restés sur place. Les bâches de protection ne tiennent plus. Le risque de resuspension et de lessivage persiste.

Les recommandations formulées par l'équipe élargie du projet s'organisent autour de quatre axes :

- urgence de la remédiation du site de l'usine de recyclage de plomb ;
- application stricte des normes environnementales (selon les standards nord-américains) par les usines métallurgiques restantes et transparence sur les usages de l'eau ;
- création de zones tampons végétalisées entre habitations et industries, avec relogement pour les riverains les plus exposés ;
- institutionnalisation de la participation citoyenne adossée à un nouvel Observatoire écocitoyen en cours de formalisation, dont l'expertise devra être sollicitée pour toute nouvelle implantation industrielle.

Ce rapport ne clôt pas la recherche pour autant, il en ouvre une nouvelle phase. Les résultats d'AirGeo constituent le socle sur lequel s'appuie l'Observatoire écocitoyen *Peuftan* pour continuer à co-élaborer des attentions communes aux milieux de vie de la zone Sebikotane-Diamniadio-Bargny. Le cas du plomb illustre avec acuité ce que signifie cette continuité : sans normes nationales, sans obligation d'étude d'impact, sans dispositif de surveillance pérenne, la situation de Sebikotane, après Thiaroye, risque de se reproduire ailleurs, quelques kilomètres plus loin. C'est pour rompre cette logique de déplacement sans remédiation que l'Observatoire entend jouer un rôle de tiers de confiance sur le temps plus long, fort d'une légitimité qui tient autant à la rigueur scientifique de ses données qu'à son ancrage citoyen dans les milieux qu'il observe et qu'à ses dispositifs arts-sciences-société de concertation et de réflexivité. Cette vigilance ne s'arrêtera donc pas avec ce rapport. Elle se poursuit avec celles et ceux qui habitent ces milieux.

L'Observatoire écocitoyen incarne une méthode agile et réflexive, qui s'invente en marchant, et qui fait d'une approche interdisciplinaire et collaborative des sciences un moyen de traiter les enjeux d'habitabilité des territoires dans les transitions tout aussi rapides qu'actuelles, et d'y organiser les conditions de choix de trajectoires éclairées. La connaissance ainsi co-produite se révèle utile à trois égards :

- socialement, l'élaboration des savoirs noue des liens durables entre des acteurs aux horizons très divers, chercheurs et chercheuses, habitants, élus, artistes ;
- scientifiquement, l'hybridation des pratiques et des régimes de savoir permet de produire des connaissances à la fois situées, robustes et pertinentes pour ceux et celles qui vivent et transforment ces milieux ;
- politiquement, enfin, cette co-élaboration transforme un commun négatif, pollutions, altérations des milieux et accaparement des sols, en ressort d'une mobilisation collective capable d'habiter autrement un monde incertain.



Photographie © Julien Hazemann

► [Rapport à télécharger](#)

Pour le collectif AirGeo : Yann Philippe Tastevin, Environnement, Santé, Sociétés (ESS, IRL3189, CNRS / Université Cheikh Anta Diop de Dakar / Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal) ; Méлина Macouin ; Jean-François Léon, Laurence Delville, Laure Laffont, Mayoro Gueye, Moustapha Bassimbe Sagna, Claire Dutrait, Mathilde Cabral, Mor Diaw, Fatou Bintou Sarr, Christelle Gramaglia

contact&info

- Yann Philippe Tastevin, ESS
yann.tastevin@cnrs.fr

EN IMAGES

Dans le district de Karond, à Bhopal (Madhya Pradesh, Inde), des enfants jouent avec des cerfs-volants sur un ancien site de dépôt de déchets industriels produits par l'usine de pesticides d'Union Carbide. Malgré les actions menées par les militants à la suite de la catastrophe industrielle de 1984 et étudiées par Fabien Provost (Cesah, CNRS/EHESS) et Alfonso Pinto, aucun plan de dépollution n'a été mis en place.

© Alfonso Pinto, 2025 / CESAH



Vous êtes membre d'une unité rattachée à CNRS Sciences humaines & sociales et vous souhaitez contribuer à la rubrique, envoyez vos propositions à cnrs-shs.communication@cnrs.fr

PROGRAMMES NATIONAUX

PEPR VDBI : le défi de l'acculturation mutuelle entre recherche et collectivités territoriales

Le PEPR Ville durable et bâtiments innovants (VDBI) tient chaque année ses Journées Scientifiques. Cet événement constitue un temps fort permettant de mobiliser non seulement les participants directs au programme (chercheurs, chercheuses et ingénieurs des projets financés, équipes des centres opérationnels, etc.), mais aussi les acteurs de l'urbain intéressés par les sujets traités au sein de VDBI.

L'édition 2025 — qui s'est déroulée du 3 au 5 novembre 2025 a fait une large place à la mise en valeur de la recherche tirée par l'aval¹ et à la collaboration entre la recherche scientifique et les acteurs publics. Trois tables rondes se sont ainsi déroulées — préparées et animées par Laurent Meyer (responsable des événements culturels et scientifiques à l'université Gustave Eiffel) sous forme de « regards croisés » entre les projets déjà financés dans le cadre du PEPR VDBI et les collectivités partenaires. La restitution et l'analyse de ces tables rondes ont donné lieu à une publication détaillée disponible sur HAL. Une analyse lexicométrique a également été réalisée. Même si cet exercice de restitution présente des limites — en présentant les réflexions des porteurs et partenaires des huit projets de recherche financés dans le cadre du premier appel à projets du PEPR VDBI —, les similitudes exprimées par les intervenants laissent à penser que des pistes de réflexion peuvent en émerger.

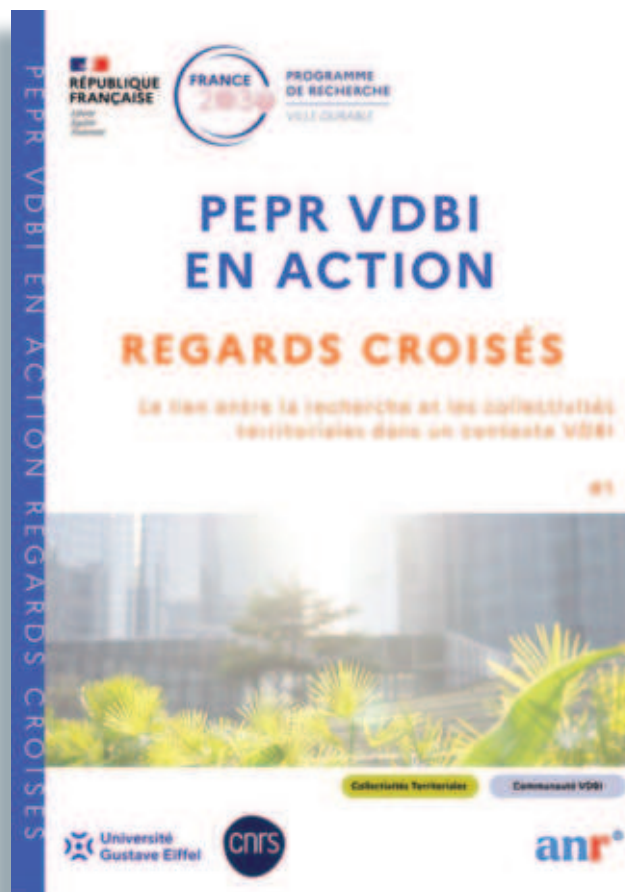
Comprendre les logiques de chacun

Un des principaux enseignements des tables rondes est la nécessité d'une acculturation mutuelle entre chercheurs et acteurs territoriaux. Les services des collectivités répondent à des enjeux techniques et politiques, tandis que les chercheurs et chercheuses visent des objectifs scientifiques. Pour que ces deux mondes se rencontrent et s'enrichissent, un temps long de connaissance réciproque est indispensable.

Les projets les plus aboutis s'appuient souvent sur une histoire de collaboration de plusieurs années, voire décennies, qui permet d'établir une relation de confiance. Cette confiance repose non seulement sur la rigueur scientifique, la qualité des résultats, mais aussi sur la participation commune à des projets locaux. La transversalité et l'implication de tous les services (aménagement, transition, mobilités...) sont essentielles pour une appropriation collective des enjeux.

Construire un langage commun

La constitution d'un vocabulaire partagé est un élément facilitateur majeur. Il s'agit de s'accorder sur le sens des mots et sur leur traduction concrète sur le terrain. Les chercheurs et chercheuses doivent aussi appréhender le langage et l'organisation des collectivités pour comprendre comment un territoire fonctionne. Des journées de co-construction,



des événements de restitution et la présence de « personnes frontières » (chercheurs ou agents connaissant les deux « mondes ») sont des leviers pour harmoniser les méthodes et les attentes.

Capitaliser et tendre vers la répliquabilité

Un des défis majeurs est de capitaliser les connaissances produites pour qu'elles puissent être réutilisées et adaptées à d'autres territoires. Chaque collectivité a sa propre structure et ses spécificités, mais la mémoire des projets et des méthodes employées permet de faciliter la répliquabilité des solutions.

Freins et leviers à la collaboration

Les collectivités territoriales sont composées à la fois de services administratifs et de la sphère politique : les interactions et le travail ne sont pas les mêmes avec ces deux composantes. Les enjeux et les échelles de temps ne sont pas les mêmes et les chercheurs et chercheuses — comme les praticiennes — doivent composer avec cette contrainte.

1. Le programme VDBI repose sur la recherche tirée par l'aval : celle-ci consiste à partir de l'action pour produire des connaissances : « faire pour connaître » ; en effet, l'action peut être observée comme résolution de problèmes. Elle implique nécessairement la mobilisation de tous les savoirs et connaissances disponibles, et de l'ensemble des disciplines scientifiques et techniques.

Plusieurs obstacles peuvent entraver la collaboration entre chercheurs et collectivités, au premier rang desquels la diversité des organisations territoriales. Chaque collectivité a sa propre structure, ses compétences et ses logiques. Par ailleurs, les temps politiques et le temps de la recherche sont différents : les élections, les évolutions politiques et les phasages des projets d'aménagement peuvent perturber la continuité des projets. Enfin, la complexité des enjeux et des interlocuteurs peut constituer un frein à la collaboration : la végétalisation urbaine, la santé environnementale ou la transition écologique impliquent de multiples acteurs et disciplines.

Pour surmonter ces freins, plusieurs leviers ont été identifiés : l'identification de « personnes frontières », des interlocuteurs (chercheurs et chercheuses, agents, associatifs) qui font le lien entre recherche et territoire, ou encore l'organisation d'événements de restitution auprès des habitants et des services pour favoriser une confiance mutuelle. Enfin, la constitution de réseaux, qui sont autant d'espaces d'échanges durables entre acteurs, facilitent les partenariats.

Enseignements et pistes de réflexion de ces « regards croisés »

Pour les collectivités, il s'agira de s'appuyer sur la recherche pour observer, évaluer et reproduire les projets pilotes, favoriser la transversalité entre services et disciplines et — dans la mesure du possible — associer les citoyennes. Pour les chercheurs et chercheuses, il s'agira d'adapter les formats de restitution (carnets de synthèse, notes d'aide à la décision, modélisations spatialisées), d'accepter une part de réactivité et flexibilité face aux demandes imprévues et de travailler sur le long terme en articulant recherche exploratoire et besoins opérationnels.

Pour les chercheurs et chercheuse comme pour les collectivités territoriales, on constate l'importance de créer des objets passerelles (langage commun, échelles temporelles/spatiales partagées) et de valoriser les résultats *via* des canaux adaptés (carnets, ateliers, retours d'expérience).

La collaboration entre recherche et collectivités est un processus d'apprentissage mutuel, riche mais long et exigeant. Les exemples présentés lors des Journées Scientifiques 2025 montrent que, malgré les freins, des méthodes et outils existent pour réussir. Les collectivités qui s'engagent dans cette voie gagnent en résilience, en innovation et en légitimité auprès de leurs habitants. Par son approche intégrée, le PEPR VDBI s'inscrit dans une nouvelle manière de « faire ville » et de « faire recherche », au service d'une urbanisation durable et inclusive.

Solène André, responsable éditorialisation CNRS, PEPR VDBI ; Diego Vinasco-Alvarez, responsable veille CNRS, PEPR VDBI

Aller plus loin :

► Regarder l'interview réalisée lors des journées scientifiques du PEPR VDBI le 4 novembre à Marseille

Appel à projets interdisciplinaires et trios de thèses

Le PEPR Ville durable et Bâtiments innovants (VDBI) a lancé en novembre 2025 un second appel à projets intitulé PITT pour Projets interdisciplinaires et Trios de Thèses, débats et controverses. À l'issue de la période de candidature, ce sont quarante-deux dossiers qui ont été déposés : 26 trios de thèses et 16 projets interdisciplinaires.

Après les évaluations par les instances scientifiques du PEPR VDBI, 14 projets sont retenus, pour un montant total de l'appel à projet de 8 M€.

Les projets lauréats — 6 projets interdisciplinaires et 8 trios de thèses — couvrent des thématiques clés telles que : le bâti et les matériaux dans une approche de confort thermique et de rénovation, les nouvelles infrastructures, la planification urbaine et les mobilités sous l'angle de la sobriété énergétique, la pollution, la santé et la qualité de vie...

Les sujets de l'économie circulaire et des risques naturels entrent également dans le périmètre du PEPR VDBI et, pour la première fois, des territoires ultra-marins (terrains d'étude et équipes de recherche) seront l'objet des recherches s'intégrant dans le programme.

L'originalité de cet appel à projets réside dans le principe des « trios de thèses » qui permettront de faire dialoguer des disciplines différentes sur un même sujet de recherche, ainsi que sur des « projets interdisciplinaires » mettant en avant des questions de recherche émergentes ou peu financées actuellement.

La volonté de la gouvernance du PEPR a été de laisser une place importante aux disciplines relevant des sciences humaines et sociales, qui devraient désormais représenter près de 50 % des disciplines présentes au sein des nouveaux projets financés dans le programme dans le cadre de cet appel à projets.

Ces projets seront officiellement présentés lors des Journées scientifiques du programme qui se dérouleront les 29-30 septembre et 1er octobre 2026 à Rennes.

La liste des projets lauréats est à retrouver [ici](#).

contact&info

► Solène André
Diego Vinasco-Alvarez
contact@pepr-vdbi.fr
► Pour en savoir plus
<https://pepr-vdbi.fr>

PEPR ICCARE : à vélo sur la Loire, enquête sur un théâtre en transition

Depuis plus d'un an, Manuel Roux, chercheur postdoctorant au sein du projet ciblé DEDALE (Alternatives culturelles et créatives) du PEPR ICCARE, étudie ces pratiques encore peu documentées du spectacle vivant. Afin d'en saisir les effets concrets sur le travail artistique, il a choisi une immersion prolongée auprès d'une compagnie de théâtre en tournée à vélo le long de la Loire. Pendant tout ce mois de juillet, il partage son quotidien, de représentation en représentation. Une enquête de terrain menée au rythme du déplacement, littéralement en pédalant.



Départ de la Bernière © Manuel Roux

Rejoindre une tournée à vélo, monter et démonter le décor, dormir sous la tente : telle est la méthode retenue pour cette recherche. Plutôt que d'observer les artistes à distance, le chercheur partage leur condition, leurs trajets et leurs contraintes. Cette posture du « chercheur embarqué » hérite d'une longue tradition des sciences sociales, illustrée notamment par le sociologue Loïc Wacquant, qui s'était inscrit dans une salle de boxe d'un quartier de Chicago et avait fini par monter lui-même sur le ring pour comprendre, de l'intérieur, le métier de boxeur¹. Le principe est le même : pour saisir une pratique, il faut l'éprouver dans son corps plutôt que l'observer à distance.

Le terrain choisi a ceci de singulier qu'il redouble son objet. La compagnie Wonderkaline, dirigée par Nolwenn Jézéquel et Vincent Pensuet, joue *Le fleuve ambulant*, une comédie familiale et écologique. Le spectacle raconte une famille descendant la Loire à vélo pour résoudre ses conflits. Mais la particularité de cette création tient au fait que la fiction et la réalité se rejoignent : la troupe descend elle-même le fleuve, sur près de 1 200 kilomètres. Le déplacement devient ainsi partie intégrante de l'œuvre. Il n'est plus seulement un moyen de production, mais un élément de narration et de

fabrication artistique. Cette continuité entre vie de tournée et récit théâtral donne à voir une forme d'expérimentation où la contrainte logistique devient matière artistique.

Une enquête au long cours

Cette tournée s'inscrit dans une enquête plus large et au long cours sur les alternatives culturelles et créatives face aux enjeux écologiques. Le point de départ de ce périple artistique prend en compte un paradoxe : alors que les appels à la transition écologique se multiplient, portés aussi par les artistes eux-mêmes, la situation continue de s'aggraver. Cette tension est particulièrement vive dans le spectacle vivant. Contrairement au cinéma ou à l'édition, dont les œuvres circulent sans leurs auteurs et acteurs, la scène vivante repose par nature sur le déplacement : il faut que les artistes aillent vers les publics, ou que les publics viennent à eux. Or la mobilité des spectateurs constitue le premier poste d'émissions de gaz à effet de serre du secteur². À mesure que l'économie se concentre, quelques grands opérateurs imposent des jauges toujours plus importantes, au détriment des petits événements qui essaient d'engager une transition du secteur.

1. Wacquant L. 2002, *Corps et âme : carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Agone.

2. The Shift Project, 2021, *Décarbonons la culture !* ; Ministère de la Culture, 2023, *Transition écologique de la culture. Guide d'orientation et d'inspiration*.

À cette logique de concentration, un ensemble d'artistes réunis notamment au sein du réseau Armodo (pour « Arts à mode doux ») oppose un renversement : non plus faire converger les publics en un lieu unique, mais aller vers eux avec des spectacles de proximité. Le terme de « mode doux » dépasse d'ailleurs le seul choix d'un moyen de transport. Il engage une transformation plus large des façons de produire et de diffuser, où se mêlent sobriété des déplacements, respect du vivant et ancrage dans les territoires.

La tournée n'est qu'un volet d'une enquête plus vaste, déjà engagée à l'échelle nationale. Celle-ci repose non seulement sur une trentaine d'entretiens approfondis, menés auprès d'artistes en mode doux et de ceux qui animent les réseaux, les festivals et les politiques culturelles locales, mais aussi sur un [questionnaire en ligne](#) à destination des artistes du spectacle vivant. Elle mobilise aussi une observation de l'intérieur, le chercheur étant lui-même membre cotisant du réseau étudié, position précieuse mais inconfortable, entre engagement et distance critique. Cette démarche prolonge un travail plus ancien sur les scènes punk *Do it yourself*, dans le cadre du projet PIND, *Punk is not dead*, une histoire de la scène punk en France (1976-2016)³ où s'inventaient déjà des manières autonomes de produire de la culture⁴.

Une hypothèse guide l'ensemble. L'engagement en mode doux pourrait fonctionner comme une manière, pour ces artistes, de requalifier une position fragile dans le monde culturel, en transformant une contrainte d'abord économique en choix éthique de sobriété. Mais l'expérience ne se réduit pas à ce calcul : elle le déborde, par les rencontres qu'elle suscite et les manières d'habiter le métier qu'elle invente. Tenir ensemble ces deux dimensions, ce que la situation sociale détermine et l'expérience qui lui échappe, constitue la principale difficulté de cette recherche.

La tournée permet de mesurer, de façon qualitative, ce que des géographes appellent l'« empreinte territoriale »⁵ du mode doux : l'ensemble des traces qu'un passage en mode doux laisse sur un territoire, qu'elles soient culturelles, sociales ou écologiques, sans oublier la réciprocité de l'échange, puisque le territoire agit lui aussi sur les artistes. Mesurer cette empreinte ne revient pas à compter des entrées. La billetterie ne dit rien des représentations données là où personne ne tient de comptes, dans une cour d'école ou sur une place de village. Il s'agit d'aller observer ces publics que la diffusion classique ignore.

3. Pour aller plus loin, voir le [site du projet de recherche](#) co-porté par Luc Robène et Solveig Serre.

4. Roux M. 2023, *Faire « carrière » dans le punk : La scène DIY*, Riveneuve.

5. Auclair É., Hertzog A. 2023, *L'empreinte des lieux culturels sur les territoires : observer, représenter, évaluer*, Éditions Le Manuscrit.



Carnet de terrain : une date emportée par la canicule

À Saint-Satur, au bord de la Loire, la compagnie arrive en pleine vague de chaleur. La salle des fêtes mise à disposition par la commune n'offre qu'un refuge trompeur : sa climatisation cesse de fonctionner au-dessus de trente degrés. Le département est placé en alerte rouge, et le préfet impose l'annulation. Le maire, contractuellement engagé, annule à son tour et propose un report. Mais ce report soulève un problème d'argent, un surcoût estimé à mille cinq cents euros, et une question de principe : faut-il revenir pour une seule date, en camion, au mépris du mode doux ? La réponse fuse, unanime : « Ben non, ça n'aurait pas de sens pour le projet ! » Le spectacle parle de la Loire, de ses barrages et du vivant qui s'épuise ; au même moment, l'équipe éprouve dans son corps les effets de cette dégradation. La coïncidence est presque trop parfaite. Elle dit aussi le défaut d'anticipation des pouvoirs publics face à des chaleurs qui deviennent la règle, et pose, en creux, non seulement la question d'un « droit à la fraîcheur »¹, mais aussi plus généralement celle des conditions de travail artistique face à l'impératif écologique.

1. Ginsburger M. 2026, Le droit à la fraîcheur, *La Vie des idées*.

Que documente, au fond, cette descente de la Loire ?

Au-delà de l'expérience vécue, cette descente met en lumière trois dimensions de la transition en cours dans le spectacle vivant. D'abord, une dimension écologique, liée à la réduction des déplacements motorisés. Ensuite, une dimension sociale, qui transforme les manières de travailler et de vivre ensemble les tournées. Enfin, une dimension territoriale, fondée sur des relations plus directes avec les communes et les publics rencontrés. Mais cette expérimentation soulève aussi des tensions. Le refus de recourir ponctuellement à des modes de transport conventionnels peut fragiliser les conditions économiques des compagnies. Plus largement, la transition repose encore sur des initiatives individuelles, alors qu'elle supposerait des cadres institutionnels stabilisés. Entre invention artistique, contrainte économique et injonction écologique, le mode doux apparaît ainsi comme un espace d'expérimentation fragile. Il ouvre des possibles réels, tout en révélant les limites structurelles de la transformation en cours.

Manuel Roux, CESR, manuel.roux@cnrs.fr

contact&info

- Solveig Serre, CESR
solveig.serre@cnrs.fr
- David Cœurjolly, LIRIS
david.coeurjolly@cnrs.fr
- Pour en savoir plus
<https://pepr-icare.fr>



Montage © Manuel Roux

OUTILS DE LA RECHERCHE

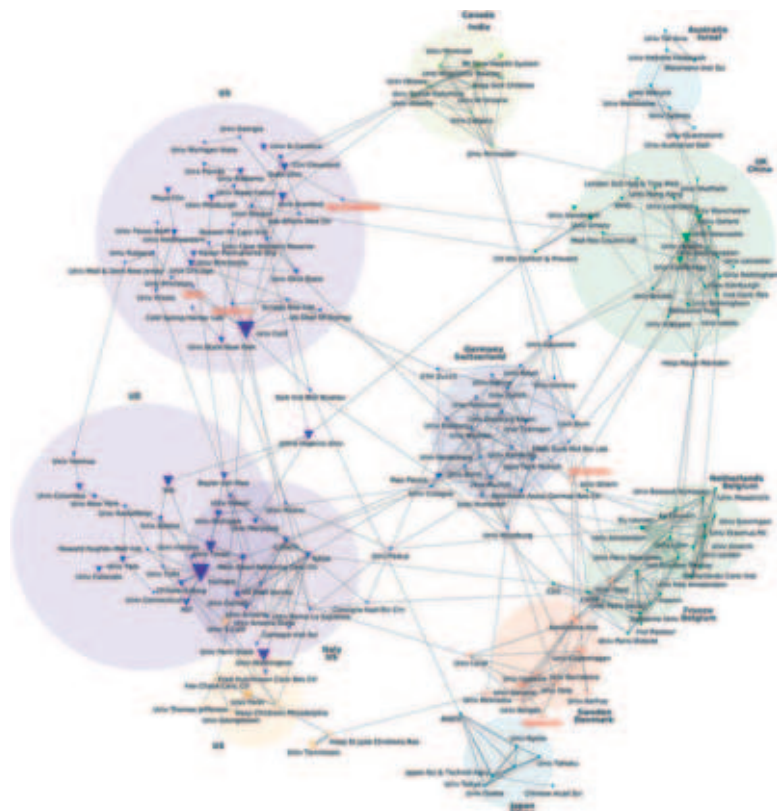
Plateforme Cortext : espace de découverte, outillage et accompagnement dans l'usage de méthodes computationnelles en SHS

Compter des choses et énumérer leurs relations — on le fera pour orienter l'exploration des choses que l'on étudie, pour les mettre en contexte, pour saisir leurs contours ou même pour en faire des statistiques. Un geste familier aux sciences humaines et sociales, mais qui se prête aussi bien à des modélisations informatiques pouvant contribuer à rendre compte de la diversité de choses et relations que l'on rencontre et à connecter leurs échelles d'action.

était d'assurer que les explorations méthodologiques ayant lieu dans les travaux de recherche de l'institut fussent mutualisées, à côté de quelques méthodes consacrées, sous la forme d'un catalogue de méthodes mobilisables via un outil ergonomique, sans prérequis informatique. La plateforme a depuis été pérennisée au sein du [Laboratoire Interdisciplinaire Sciences Innovations Sociétés \(LISIS, UMR9003, CNRS / Inrae / Université Gustave Eiffel\)](#), avec la recherche méthodologique intégrée au cœur de sa mission.

Atteignant donc sa « majorité » en 2026, la plateforme Cortext met toujours à disposition gratuitement et en libre-service cet outil, actuellement appelé Cortext Manager. Elle organise des formations aux méthodes computationnelles, et offre des services tels que l'accompagnement de projets, des résidences scientifiques, et des prestations institutionnelles de recherche stratégique.

Les méthodes d'analyse développées par la plateforme et proposées dans l'outil Cortext Manager permettent de combiner des opérations telles que le traitement automatique de textes pour en extraire des mots ou phrases significatifs et des entités nommées ; la statistique descriptive, comparative et longitudinale ; l'analyse de réseaux sémantiques (mots, expressions), sociaux (personnes, organisations) et socio-sémantiques (hétérogènes) ; l'inférence, à partir de leurs relations, de groupes de ces éléments et de groupes de documents où ils occurrent ; la détection de périodes à



Vue en réseau des relations les plus significatives de co-publication académique entre organisations dans les domaines biomédical et de la santé dont, en rouge, les compagnies pharmaceutiques. Des groupes identifiés à partir des relations du réseau sont représentés par des cercles, et les pays les plus associés à chaque groupe apparaissent en gras.

Source : Testoni F. E., García Carrillo M., Gagnon M. A., Rikap C., Blaustein M. 2021, Whose shoulders is health research standing on? Determining the key actors and contents of the prevailing biomedical research agenda, PLOS ONE 16(4): e0249661. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0249661>. Licence: CC-BY-SA.

À l'heure d'une explosion d'archives et d'informations numérisées — publications, entretiens, récits, sondages, ressources médiatiques, ainsi que d'autres sources institutionnelles comme individuelles — pourquoi alors ne pas fournir aux chercheurs, chercheuses et citoyennes les moyens de s'emparer de ces méthodes computationnelles ? Et, en même temps, explorer de nouveaux assemblages méthodologiques adaptés à différentes questions, objets ou approches disciplinaires ?

C'est la mission qui, en 2008, au sein de l'Institut Francilien Recherche Innovation Société (IFRIS), a été confiée à une nouvelle plateforme de recherche, Cortext. Son but premier

Global Semantic Network of IOM and UNHCR Media Releases
5 January 2006 - 27 November 2020

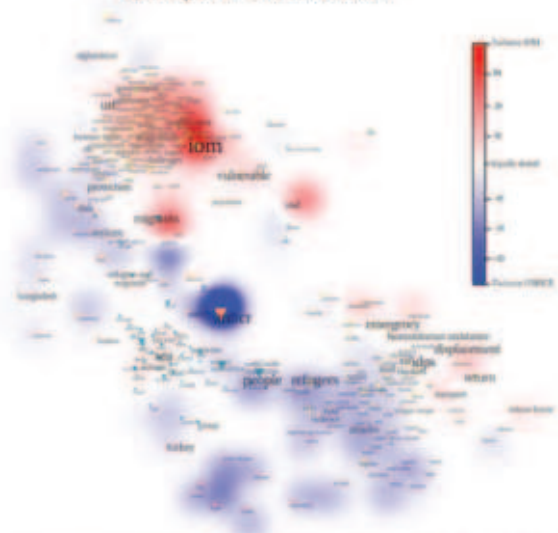


Figure 1. Global semantic network, full time period, with overlaid heatmap (IOM/red and UNHCR/blue)

Spatialisation du vocabulaire utilisé dans les communiqués de presse de deux organisations internationales phares liées aux questions de migration, l'Organisation internationale pour les migrations (IOM) en rouge et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) en bleu, permettant de comparer leurs approches du sujet.

Source : Green B., Pécoud A. 2022, How does the UN talk about human mobility? A textual analysis of narratives by IOM and UNHCR on migrants and refugees, Working Papers Series, Toronto Metropolitan University. <https://doi.org/10.32920/31629457>. Licence : CC BY-NC-ND.



Documents (carrés rouges), auteurs (hexagones verts) et groupes respectifs (formes larges) qui les rassemblent par similarité thématique à partir du texte des documents. Ce réseau présente des données combinées de sources bibliographiques et ethnographiques, permettant de positionner des chercheurs impliqués dans un mouvement social en fonction de leurs contributions à un champ scientifique d'intérêt pour ce mouvement.
 Source : Arancibia F., Frickel S., Hannud Abdo A. 2024, The political shaping of scientific fields in Argentina's Pesticide Conflict. Présenté à EASST-4S Joint Meeting 2024, Amsterdam, Pays-Bas. <https://easst.net/conference/easst4s2024/easst4s-2024-conference-programme/#14227.84266>. Licence : CC-BY-SA.

partir de l'évolution de ces réseaux ; le géocodage et la géovisualisation de densités et de flux à plusieurs niveaux territoriaux.

Chaque année les méthodes éditées par la plateforme sont utilisées par plus d'un millier de personnes dans des dizaines de pays, et les formations organisées s'adressent à des publics divers, des membres d'unités de recherche aux personnels d'agences gouvernementales, tant en France qu'à l'étranger.

Pour mieux connaître la plateforme Cortex, accéder à l'outil *Cortex Manager*, prendre contact pour organiser une formation ou discuter de vos projets, rendez-vous sur le site web du projet.

contact&info

► Alexandre Hannud Abdo,
LISIS

alexandre.hannud-abdo@cnrs.fr

► Pour en savoir plus
www.cortext.net



Densité d'inventeurs associés à des brevets agroalimentaires en Italie. Les adresses trouvées dans les documents ont été géocodées, distribuées selon le découpage territorial européen NUTS (Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques), et classées par zones rurales et urbaines.

Source : Toma P., Laurens P. 2024, Regional development and intellectual capital: Unveiling the innovation-tradition dilemma, *Socio-Economic Planning Sciences*, 96, 102087. <https://doi.org/10.1016/j.seps.2024.102087>. Licence : CC-BY-NC-ND.

STAY : Savoirs techniques pour l'autosuffisance, sur YouTube

Lauréat de l'appel à projets « Ressources et sobriété 2024 » proposé par la Mission pour les initiatives transverses et interdisciplinaires (MITI) du CNRS, le projet « Savoirs techniques pour l'autosuffisance, sur YouTube » (STAY), coordonné par la chercheuse Laura Maxim¹, est parti d'un constat : celui de l'existence de plusieurs chaînes YouTube dédiées à la question de l'autosuffisance. Ce terme fait référence à une démarche individuelle réunissant l'autoproduction de nourriture, d'eau et d'énergie, souvent associée à l'autoconstruction ou l'auto-rénovation du bâti. Vu le nombre important d'abonnés (482k abonnés pour la chaîne « Permaculture agroécologie etc. », 465k pour « L'ArchiPelle », 292k pour « Vivre sans argent », etc.), on peut se poser la question des raisons de leur succès : le nombre de chaînes et d'abonnés dédiés à l'autosuffisance a-t-il enregistré une augmentation significative lors de ces dernières années, et notamment après les crises successives du Covid, de la guerre en Ukraine et de l'inflation ? L'audience de ces chaînes a-t-elle également augmenté, au point de pouvoir suspecter un intérêt croissant pour l'autosuffisance dans la population française, dont YouTube serait un révélateur ? De quelles évolutions sociologiques cet intérêt serait-il la manifestation ? S'agit-il d'évolutions récentes ou d'un phénomène plus ancien que son existence sur YouTube ?

Pour y répondre, il est nécessaire de traiter les grandes masses de données de YouTube, et donc une approche pluridisciplinaire alliant sociologie, fouille de textes et traitement automatique des langues.

La littérature scientifique indique déjà que l'autosuffisance est, à court terme, une réponse à la remise en cause profonde d'un style de vie organisé autour du travail salarié, qui peut être vécu comme étant dénué de sens, dans des environnements managériaux impactant l'état psychologique, et motivé par le seul souci de pouvoir « payer ses factures ». Le tout serait accompagné d'une dépendance aux marchés et aux institutions pour la satisfaction des besoins de base, et d'un moindre temps consacré à soi et à sa famille. Ces conditions définissent plus généralement un mode de vie en « roue de hamster »², concept qui se rapproche du terme consacré d'« aliénation »³. À moyen ou long terme, l'horizon d'un potentiel effondrement généralisé des économies et

des sociétés modernes peut constituer un référentiel d'action plausible⁴.

Il n'en reste pas moins que la typologie des personnes s'engageant dans l'autosuffisance n'est pas stabilisée dans la littérature scientifique. Le terme anglo-saxon le plus proche est *homesteader*, faisant référence à des personnes « qui refont leur vie quotidienne sur le modèle des traditions (...) de bricolage, d'auto-provisionnement et d'autoproduction »⁵. Ils sont à différencier d'une part des *preppers*, qui « aspirent à être autosuffisants en cas de catastrophe ou d'effondrement de la société, ce qu'ils anticipent vivement », d'autre part des survivalistes, qui mènent « un mode de vie dans lequel les gens se préparent intentionnellement à un désastre anticipé, souvent en se retirant de la société et en vivant dans des zones rurales »⁶.

Le phénomène du retour à la terre, motivé entre autres par des objectifs d'autosuffisance, est généralisé dans les pays européens ; des cas finement documentés étant publiés pour la Grande-Bretagne, la Suède, la Finlande, l'Espagne, l'Italie ou encore la Grèce. En France, la sociologie s'est intéressée très tôt aux communautés néorurales⁷. Analysé plus récemment sous l'angle de l'activisme anticipateur — à savoir la mise en pratique dans sa propre vie des changements qu'on souhaite pour l'ensemble de la société — le mouvement néorural est porteur d'un projet de transformation sociale à grande échelle⁸. La sobriété associée à l'autoproduction serait tout autant une alternative économique pour les familles, fondée dans une nouvelle conception de la richesse et de la pauvreté⁹.

Pour traiter les grandes masses de données YouTube, Laura Maxim et son équipe ont collectivement acté le besoin de construire un outil adapté, appelé Agro-STAY. Il permet de rassembler des vidéos et les commentaires associés afin d'en faciliter l'exploration et l'analyse. Les vidéos sont traitées par une chaîne de transcription enrichie, combinant extraction audio, transcription automatique et post-traitements linguistiques, produisant des textes plus lisibles et adaptés aux traitements automatiques. Ces transcriptions servent ensuite à une classification thématique qui mobilisent des modèles d'IA adaptés pour le français. Les ajustements fins

1. Chargée de recherche CNRS au sein du Laboratoire Interdisciplinaire Sciences, Innovations, Sociétés (LISIS, UMR9003, CNRS / Inrae / Université Gustave Eiffel).

2. Sørensen M.J. 2020, Resisting the rat race. Self-sufficiency as a search for resonance in rural Sweden, *Sociologisk Forskning*, 57(2) : 121–140.

3. Lefebvre H. 2024 (1958, 1961, 1981), *Critique de la vie quotidienne*, L'Arche Éditions.

4. Sevigne P., Stevens R. 2015, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Seuil.

5. Ford A. 2021, Emotional landscapes of risk: emotion and culture in American self-sufficiency movements, *Qualitative Sociology*, 44 : 125–150.

6. Imel-Hartford L.D. 2012, The Preppers: a multiple case study of individuals who choose a moderate survivalist lifestyle, *Dissertation manuscript*, Northcentral University, Prescott Valley, Arizona.

7. Hervieu B., Hervieu-Léger D. 2023 (1979, 1981, 2016), *Le retour à la nature en vue des temps difficiles. L'utopie néorurale en France*, Éditions de L'Aube.

8. Pruvost G. 2015, Faire village autrement. Des communautés introuvables aux réseaux d'habitats légers, *Socio-anthropologie*, 32 : 21–39.

Sallustio M. 2021, Collectifs utopiques en milieu rural — Introduction, *Civilisations* 70(1) : 9–26.

Leblay M. 2020, La néo-autochtonie comme ressort de l'activisme anticipateur : observation de trois lieux d'habitat rural, coopératif et écolo-gique, *Pôle Sud* n°52 : 95–112.

9. Pruvost G. 2016, Dépenser moins pour vivre mieux. Le cas de boulangers paysans vivant en yourte, *Revue des politiques sociales et familiales*, 123(1) : 105–119.

des modèles de langue pour les tâches de classification thématique sont réalisés à partir d'un corpus original qui a été annoté manuellement selon quatre thématiques : eau, sol, maladies/ravageurs et plantes indésirables au jardin.



Agro-STAY : Interface de recherche et de consultation des transcriptions de vidéos

Agro-STAY permet également d'analyser plus de 280 000 commentaires, afin d'identifier de manière automatique les controverses qu'ils peuvent véhiculer. L'entraînement de l'IA nécessitant des données annotées conséquentes, et l'annotation manuelle étant très chronophage, des méthodes d'augmentation automatique de données ont été développées.

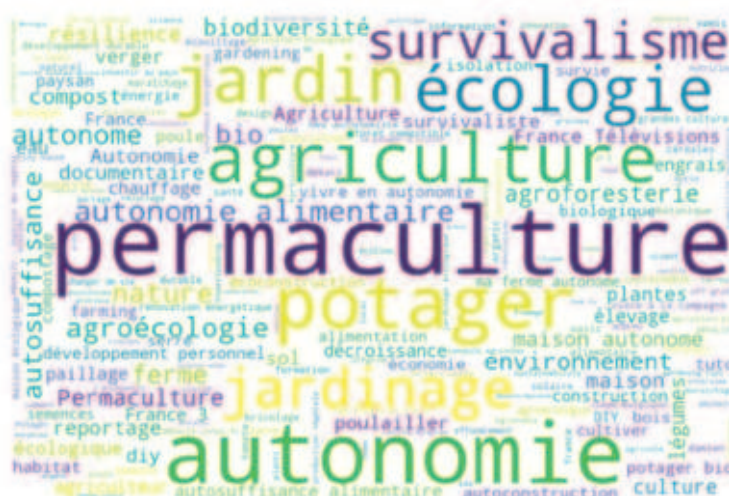
Parallèlement à la construction de l'outil Agro-STAY, deux autres approches ont été engagées. Une première consiste en l'analyse thématique manuelle des transcriptions de vidéos choisies sur une des chaînes les plus populaires sur la question de l'autosuffisance, *L'ArchiPelle*. Le corpus comprend 46 vidéos, pour un total de 63 heures et 17 minutes. Ce travail a abouti à une typologie des attitudes vis-à-vis de l'autosuffisance, selon le degré de désengagement du système socio-économique et de rupture avec l'aliénation perçue associée :

1. « Hors système », attitude qui revendique une mise à l'écart de l'organisation politique et économique capitaliste, considérée déshumanisante. Autosuffisance rime avec le non-emploi choisi et une redéfinition des besoins, limitant la consommation marchande.
2. « Promoteur », synonyme d'activisme anticipateur, critique du « système » accompagnée de la conviction profonde qu'il ne peut durer et est donc voué à s'effondrer. L'autosuffisance va de pair avec la préparation, pour disposer de tous les éléments essentiels pour l'adaptation aux conditions post-effondrement.
3. « Pragmatique », permettant de vivre dans les interstices du capitalisme, tout en mobilisant des ressources du « système » pour la construction d'une vie alternative. Le pragmatisme rythme avec une profession adaptée à la vie rurale (agriculteur, artisan, YouTubeur, travailleur à distance).
4. « Jardinier », synonyme d'intégration au système capitaliste, d'emploi salarié et d'une position critique modérée. C'est le père ou la mère de famille qui jardine

pendant son temps libre pour « s'évader » d'un monde professionnel physiquement ou psychologiquement exigeant et pour produire des fruits et légumes sains pour leur famille.

Une deuxième approche, développée dans le cadre du stage en informatique de Nourredine Saidi, s'est appuyée sur l'exploitation des métadonnées de vidéos YouTube afin de caractériser la présence et la structuration des thématiques liées à l'autosuffisance sur la plateforme. Ce travail a conduit à la constitution d'une base de données dédiée, à la mise en place d'une chaîne de traitement permettant de sélectionner les contenus pertinents, à la collecte et à l'enrichissement des métadonnées associées, ainsi qu'au développement d'une interface interactive facilitant l'exploration, l'analyse et la visualisation des données recueillies. Cette démarche a permis de produire plusieurs résultats significatifs, parmi lesquels :

- un nuage de tags sur l'ensemble des vidéos collectées ;



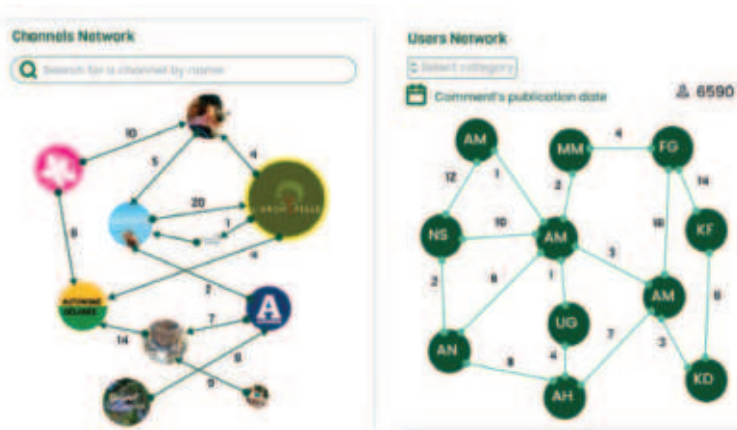
- une interface pour explorer les contenus YouTube collectés, permettant de naviguer soit par chaîne soit par vidéo ;



► la représentation de l'évolution du nombre de chaînes, de vidéos et de commentaires dans le temps, qui confirme l'hypothèse initiale d'une augmentation significative au moment de la crise du Covid ;



► une représentation graphique du réseau d'interactions entre les chaînes dédiées à l'autosuffisance ;



► une représentation de l'évolution temporelle des techniques associées à l'autosuffisance ;



Ce travail soulève de nouvelles questions de recherche. Il s'agira notamment d'améliorer les modèles de classification et de segmentation, notamment par l'enrichissement du corpus annoté et l'intégration des retours d'experts. Aussi, la question de l'élargissement du projet aux données YouTube des chaînes anglophones permettrait d'explorer les influences sur les chaînes francophones et de comprendre si les dynamiques françaises se retrouvent dans d'autres pays.

Laura Maxim, Laboratoire Interdisciplinaire Sciences, Innovations, Sociétés (LISIS, UMR9003, CNRS / Inrae / Université Gustave Eiffel) ; **Jean-Marc Douguet**, laboratoire Écologie Société Évolution (ESE, UMR8079, CNRS / Université Paris Saclay / AgroParisTech Paris Saclay) ; **Natalia Grabar**, laboratoire Savoirs, Textes, Langage (STL, UMR8163, CNRS / Université de Lille) ; **Julien Rabatel**, Développeur web indépendant et data scientist ; **Landy Rajaonarivo**, laboratoire Territoires, environnement, télédétection et information spatiale (TETIS, UMR9000, Cirad / Inrae / AgroParisTech Paris Saclay) ; **Mathieu Roche**, TETIS ; **Maguelonne Teisseire**, TETIS

contact&info

► Laura Maxim,
LISIS

laura.maxim@cnrs.fr

SCIENCES PARTAGÉES

La Supérette des idées reçues : un dispositif art-science-société de lutte contre la désinformation



Bienvenue à la Supérette des idées reçues @ Elea Ropiot

Dans un contexte marqué par la circulation accrue des informations mais aussi des idées reçues, la question de l'accès à une information de référence, de la transmission des savoirs et du développement de l'esprit critique apparaît plus centrale que jamais pour garantir les conditions d'une démocratie éclairée, fondée sur la connaissance et non sur l'opinion.

Pour sensibiliser au rôle essentiel des sciences dans la perception et la compréhension des enjeux contemporains (histoire des civilisations, changement climatique, habitabilité, mobilités, lutte contre les discriminations, décryptage de l'information...), tous les champs scientifiques sont potentiellement convoqués dans le projet en cours : sciences humaines et sociales au premier chef, avec des incursions en direction des sciences de la vie et de la terre, des sciences de la santé, et bien sûr des sciences de l'information. Convaincue de la nécessité de croiser les regards, l'équipe-projet — composée à 85 % de chercheurs et chercheuses de la *Maison méditerranéenne des sciences humaines et sociales* (MMSH, UAR3125, CNRS / AMU) — reste profondément attachée à cette dimension interdisciplinaire et intersectorielle et à sa vocation de sensibilisation tout public.

Cette mission nous place face à un autre défi : celui de repenser nos modalités de médiation « face-à-face » et numériques, en direction notamment du jeune public, pour aborder des questions complexes en se déparant d'un

discours surplombant, et en convoquant la curiosité, la réflexion, le débat, la créativité et la participation au projet par l'expérimentation et la production de contenus. Il s'agit également de transmettre des outils méthodologiques et de décryptage, susceptibles d'opérer comme une boîte à outil d'aide à la déconstruction des idées reçues et préjugés.

À partir d'une réflexion partagée autour des dispositifs pédagogiques, l'équipe développe ce projet adossé aux sciences dans une approche interdisciplinaire et intersectorielle en y associant également des acteurs du monde éducatif (encadrants et public), de la sphère culturelle et artistique et de la vie associative.

Le dispositif « La Supérette des idées reçues » par son caractère décalé, son ton humoristique parfois satirique, son jeu d'illusion par le détournement des codes commerciaux, se révèle, en même temps qu'une installation artistique jubilatoire, un merveilleux outil pour chatouiller les sens et la raison : un outil de médiation accessible à toutes et tous.

Ce projet de recherche-crédation est né en 2025 à l'initiative du service communication et valorisation de la MMSH. Avec comme point de mire le livrable de la supérette sous forme d'installation immersive, prolongée par une plateforme en ligne, un dialogue s'est engagé, avec une ferveur peu coutumière, entre ingénieurs initiateurs du projet, artistes designers (collectif D.DAL Centre d'art hybride), chercheurs,

Catalogue des rayons et produits proposés dans la Supérette

Identités fluides (stéréotypes sur genre, migration, altérité)

► Shampoing L'Irréel : Blonde Bimbo Boost ; Shampoing L'Irréel : Get-Away Grey ; Pack Pare-Woke ; Bébé Format : Force Masculine ; Bébé Format : Douceur Féminine

Grégoire Dessaint, Lina Dorel, Juliette Espié, Alice Iacono, Perrine Lachenal, *Maison méditerranéenne des sciences humaines et sociales (MMSH, UAR3125, CNRS / AMU) / Centre Norbert Elias (CNE, UMR8562, CNRS / AMU / Avignon Université)*

► Fiesta fluide ; Stick ton genre ; Mix & Match ton genre ; Tag-Tax

Karine Lambert et Mélanie Gourarier, *Temps, espaces, langages, Europe méridionale, Méditerranée (TELEMMe, UMR7303, CNRS / AMU)*

► Déclat Express

Laurence Hérault, *Institut d'ethnologie et d'anthropologie sociale (IDEAS, UMR7307, CNRS / AMU)*

Peurs collectives - Produits exploitant L'anxiété sociale

► Pur moule

Céline Regnard, *TELEMMe*

► Gel douche Fairplay Clean

Stéphane Mourlane, *TELEMMe*

► Mini Gaulois

Mélissa Blanchard, Thales Speroni, *CNE*

► Thé-ni

Brian Sandberg, *Institut d'études avancées d'Aix Marseille Université (Iméra) / TELEMMe*

► Front-ière Sud

Fabrizio Ducato, *Centre Camille Jullian - Archéologie méditerranéenne et africaine (CCJ, UMR7299, CNRS / AMU)*

► Fabrique ton complot

Katell Berthelot, *Textes et documents de la Méditerranée antique et médiévale, Centre Paul-Albert Février (TDMAM, UMR7297, CNRS / AMU)*

Science douteuse (objets pseudoscientifiques ou charlatanesques)

► Fortune Science ; Scientific Ball

Émilie Couraud, *Institut méditerranéen des sciences de l'information et de la communication (IMSIC)*

► LobbyPops

Sheralyn Fernandez-Yeo, *IMSIC*

► Primal Balance

Gwenaëlle Goude, *Laboratoire méditerranéen de préhistoire Europe-Afrique (LAMPEA, UMR7269, CNRS / AMU / Ministère de la Culture)*

► Parc-cel à posséder ; Parc-cel commun ; Parc-cel rare ; Parc-cel légendaire

Émilie Kohlmann, *Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (Gresec)*

Mémoire altérée (réécriture historique ; Nostalgie falsifiée)

► Trône de poche

Jean-Pierre Bracco, *LAMPEA*

► Fake Roast

Fabrizio Ducati, *CCJ*

► Dévoile ton camp

Maud Saint-Lary, *Institut des mondes africains (IMAf, UMR8171, CNRS / AMU / EHESS / IRD / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)*

► Mix & Twist Falafel

Katell Berthelot, *TDMAM*

► Tapis Déni

Marie-Laure Lambert, *Laboratoire interdisciplinaire en urbanisme (LIEU)*

► Bourse d'Or ; Sticky Therapy

Anne Montenach, *TELEMMe*

► Gomme Originelle ; Primal Balance ; Food print

Gwenaëlle Goude, *LAMPEA*

IDENTITÉ FLUIDE



Au rayon Identités fluides de la Supérette des idées reçues @ Elea Ropiot

chercheuses et doctorantes issus pour une majeure partie de la communauté des sciences humaines et sociales. L'association *Voyons voir* apporte son expertise et contribue à sa production, à sa médiation et à sa diffusion dans le champ de l'art contemporain, en lien avec les collectivités (festivals). Le projet a rapidement obtenu l'adhésion et le soutien de nombreuses structures scientifiques, territoriales et culturelles.

Le public visé est large, avec une attention particulière toutefois portée au jeune public. La démarche s'inscrit en effet dans une volonté de mener des actions éducatives dans le champ de la prévention des discriminations, de la défense et de la promotion des droits de la personne humaine et des principes fondamentaux de la démocratie. Au centre de ce défi : la lutte contre la désinformation galopante et la promotion de l'exercice de l'esprit critique dès le plus jeune âge et parmi les adolescents. Des actions de terrain sont déjà menées dans ce sens, en partenariat avec des acteurs clé du monde de l'éducation (rectorat, établissements scolaires, Instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation - Inspé...).

Parmi les soutiens de la première heure, comptent six des onze laboratoires associés de la MMSH, le CNRS, Aix Marseille Université, l'association *Voyons voir*, le Cancéropôle PACA, l'Observatoire des sciences de l'univers (OSU) Pythéas, le Mucem, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du Rhône, la Ville d'Aix-en-Provence, la Ville de Marseille, le rectorat de l'académie d'Aix-Marseille, l'École supérieure d'art d'Aix-en-Provence...

Mais au fait, à quoi ressemble la Supérette des idées reçues ? Imaginez que vous évoluez parmi les rayons d'une supérette, organisée en quatre rayons aux intitulés évocateurs : Mémoire altérée ; Identité fluide ; Peurs collectives ; Sciences douteuses. Vous découvrez des produits colorés et engageants, aux intitulés tout aussi intrigants que les slogans qui les accompagnent : par exemple, « La seule invasion est dans votre café ! ». La manipulation des objets réserve quelques surprises, dont l'indispensable et bref décryptage issu de l'argumentaire scientifique, argumentaire à retrouver *in extenso* sur la plateforme sous la rubrique « L'avis des experts ». Pour (re)revivre ou faire partager cette expérience en ligne, et aussi pour aller plus loin, vous pourrez consulter la e-boutique éponyme, qui ouvrira ses portes virtuelles à l'automne 2026, pour la Fête de la science, la Biennale d'Art d'Aix 2026 et le festival de design Tangible. Plus d'une trentaine de produits figurent actuellement au « catalogue » de cette objet hybride.

Les ateliers de médiation participatifs sont en cours de conception pour une mise en œuvre lors des temps événementiels : à destination des jeunes (jeu de rôle, questionnaire 11-19 ans élaboré avec le concours d'élèves du secondaire, production de contenus, initiation au design critique...) ; à destination des formations en art plastique (*workshops*, débats). Enfin, un programme est en cours d'élaboration avec l'équipe pédagogique de l'Inspé, pour une valorisation dans le cadre du dispositif de formation auprès des jeunes enseignants au cours de l'année 2026-2027.

Qui dit projet de médiation dit diffusion.

Mobile et modulable, l'installation est pensée pour investir aussi bien les lieux de diffusion des savoirs que l'espace public sous divers formats. Le lancement de la Supérette des idées reçues s'est tenu en septembre 2025 à l'occasion du festival des sciences et des arts d'Aix Marseille Université, consacré au thème « Science et croyance » (le mardi 16 septembre à la MMSH, puis les 18 et 19 septembre au Mucem). Sa diffusion se poursuivra à l'automne 2026 lors de grands événements publics soutenus par les collectivités : Biennale d'art d'Aix, deuxième volet (septembre à décembre) ; Fête de la science (2, 3, 4 et 9 septembre) ; Festival Tangible (9-25 octobre, Aix et Marseille).

L'objectif est non seulement de toucher un public nombreux mais également susciter de nouvelles adhésions au projet parmi la communauté scientifique.

► Participer à la Supérette des idées reçues

contact&info

- Sylvie Laurens, MMSH
Sylvie.laurens@univ-amu.fr
- Patricia Zuntow, TDMAM
patricia.zuntow@univ-amu.fr
- Pour en savoir plus
<https://www.mmsh.fr/la-supe-rette-des-idees-recues>



Produits proposés dans la Supérette des idées reçues @ Elea Ropiot

ANTHROPOLOGIE EN PARTAGE

Mettre en mouvements une démarche pluridisciplinaire Anthropologie - cinéma - danse - robotique



Un danseur et trois robots, Laboratoire RoBioSS, Institut PPrime, Université de Poitiers, 23 avril 2025. Photogramme David Gamet

Intégrer le volet SHS du Programme et équipement prioritaire de recherche (PEPR) O2R - Robotique organique — et spécifiquement l'action structurante « Mouvement en interaction physique et socialement adapté »¹ —, a conduit à se poser un certain nombre de questions qui ont servi de gouvernail à la démarche de Céline Rosselin-Bareille et de ses collègues.

Outre la définition d'un objet de recherche commun, il a fallu penser une possible cohabitation avec les robots à partir de l'étude du mouvement et réfléchir à comment se mettre concrètement autour de la table et construire ensemble des questionnements, savoirs, méthodes et lectures du mouvement. L'ambition était d'échapper à une division « traditionnelle » du travail scientifique qui voit les sciences humaines et sociales occuper le terrain en amont de la définition de « besoins » ou en aval de « l'acceptabilité » des produits d'une science qui serait appliquée. L'objectif était par ailleurs d'éviter, de part et d'autre, les postures de surplomb, les « stéréotypes de sciences ». Comment faire « cohabiter » dans un même espace intellectuel les différentes démarches ?

Ces questions ont été mises au travail au cours d'une expérimentation que l'on peut qualifier ici de « faible » et dont il sera difficile de rendre compte intégralement dans

l'espace imparti de cet article². Afin de saisir des mouvements que contribuent à éclairer des situations de rencontres avec des robots dans le cadre (social et matériel) d'un laboratoire de robotique, les porteurs du projet ont sollicité un collègue pour danser avec des robots. Cette observation provoquée a été co-construite par une anthropologue (Céline Rosselin-Bareille), un cinéaste-anthropologue (David Gamet), deux roboticiens (Jean-Pierre Gazeau et Pascal Seguin), une psychologue expérimentale (Kathleen Belhassein), une biomécanicienne (Camille Arnault) — membres de l'équipe Robotique, biomécanique, sport, santé - RoBioSS (Institut PPrime, université de Poitiers) — et un danseur (Marceau Chenault, également anthropologue et pratiquant de Qi Gong).

L'intégralité de cette mise en mouvements d'une démarche pluridisciplinaire a été filmée³.

Des liens entre robotique, danse et film

Loin d'être un objet neutre, le film est déjà exploité par les laboratoires de robotiques à des fins de « valo[r]isation » des réalisations techniques. Il accompagne, en outre, les nombreuses occasions où robotique et danse se rencontrent — dès les années 1950⁴ : faire danser des robots humanoïdes

1. Ce travail a été soutenu par l'AS2 (ANR-22-EXOD-0006).

2. L'expérimentation par la danse était collectivement considérée comme un premier pas vers la sélection d'un geste, d'une posture ou d'un mouvement qui fasse sens pour l'ensemble des collègues impliqués et ouvriraient ensuite à de nouveaux travaux de recherche pluridisciplinaires pour participer à documenter les mouvements avec les robots. À ce jour, il n'a pas été possible de financer cette deuxième étape.

3. *De fer et de faire* (57 minutes) rend compte notamment de l'expérimentation.

4. À ce sujet, voir : Bardiot C., 2026, *Théâtre des opérations. Les arts de la scène à l'épreuve du numérique*, CNRS Sciences humaines & sociales — La Lettre n°96 : 54-56.

ou danser avec eux s'illustrent aujourd'hui dans de nombreuses vidéos produites autour de la conception de robots dits « sociaux ». Les réseaux du même nom diffusent des images de danseurs humains qui imitent remarquablement les mouvements robotiques. Tayeb Benamara (2012) danse le hip-hop avec le robot HRP-2 du *Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes* (LAAS, UPR8001, CNRS), tandis que des collègues recourent au système de notation du chorégraphe Laban pour décrire le mouvement robotique⁵. Aussi, cette approche devait-elle trouver sa place dans un environnement saturé d'images où domine l'idée de performance au sens compétitif du terme.

L'approche des chercheurs était davantage proche du travail de Villard et Lapeyre qui, à travers la danse, ont cherché à rendre compte de ce « qui se trame au sujet du mouvement entre l'utilisateur et Poppy [un robot humanoïde] »⁶. Elle s'en distinguait cependant à plusieurs égards : les robots sélectionnés ne l'ont pas été parce qu'ils étaient androïdes ; il ne s'agissait ni d'une recherche-crédation, ni de produire d'abord une expérience esthétique, mais bien de considérer le corps du danseur comme un « super capteur » pour observer, documenter et comprendre, de façon pluridisciplinaire, sa rencontre tout en mouvement avec des robots. Trois objets robotiques ont été choisis par les collègues de RoBioSS : ORHRO, un humanoïde des années 2000 — un tronc avec « jambes » qui ne se déplace pas —, un « bras » articulé (Kuka LWR pour *lightweight robot*) susceptible de reproduire un mouvement configuré par manipulation directe de ses différents segments, et un exosquelette de main.

« On va faire des choses qu'on n'a jamais faites »

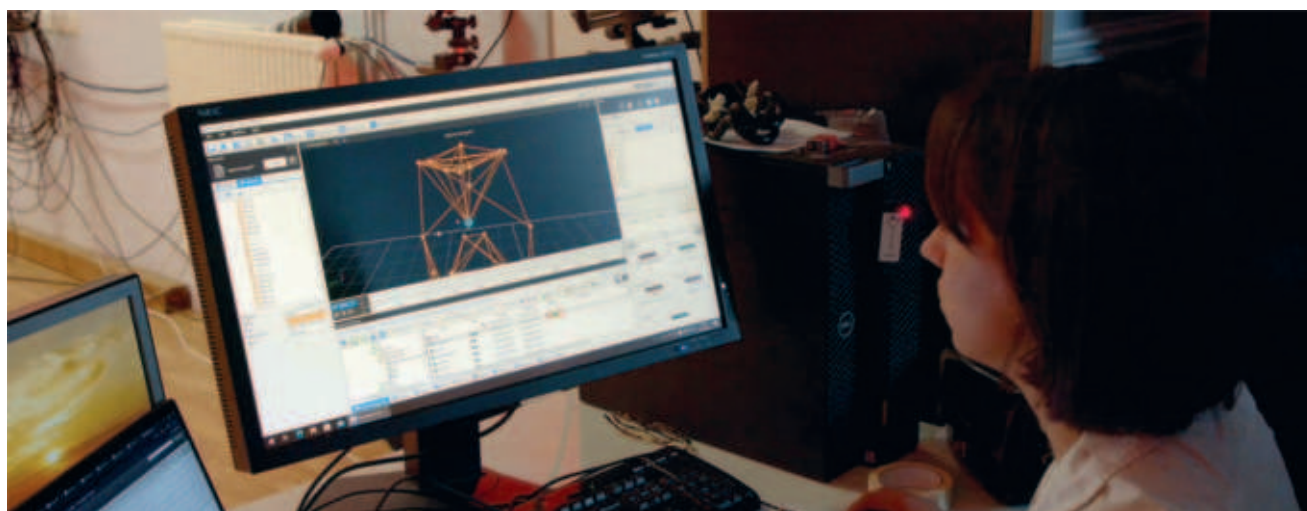
À l'invitation de Jean-Pierre Gazeau, l'anthropologue et le cinéaste ont commencé par réaliser plusieurs observations dans le laboratoire poitevin où le mouvement robotique était d'abord une histoire de cinétique, de répétitions, de récréation, de tâches et de lignes de codes. Si ce premier

temps a facilité une habitude progressive et réciproque entre les membres du projet, pour observer le mouvement entre robots et corps humains, il allait falloir créer les conditions de la rencontre. Proposition fut donc faite aux collègues de RoBioSS de mobiliser un danseur ; elles et ils s'en sont immédiatement emparés tout en étant décontenancés : comment rendre scientifique l'observation d'une danse avec des robots ? Pascal Seguin régule alors les réticences de Camille Arnault confrontée à une mise en cause de son outillage tant conceptuel que méthodologique : « on va faire des choses qu'on n'a jamais faites », se réjouit-il embarquant ainsi l'ensemble du collectif.

La gageure était d'accepter un lâcher-prise : pas de définition *a priori* de qui était entendu par mouvement, pas de présélection de ce qui était important à observer et de ce qui ne l'était pas, pas de formulation d'hypothèses. Admettre que l'expérimentation soit non pas lieu de vérification, mais lieu d'émergence et se faire confiance.

Le choix des trois robots a reposé sur des arguments en lien avec les biographies des chercheurs et chercheuses : nommés leurs « bébés » ou « Madeleine de Proust », se révélaient ainsi les dimensions d'attachement affectif à leurs partenaires ou productions robotiques. Il fallut ensuite trouver un espace pouvant accueillir l'activité. Les discussions autour des personnages du film et de la scène sont ainsi devenues l'affaire des collègues de RoBioSS.

Faut-il que le caméraman soit visible dans le film ? Quel est le « type de danse » du danseur, doit-il porter ses vêtements habituels, faut-il un fond musical ? Réponse fut apportée en visionnant collectivement le blog du danseur qui montrait des danses aux mouvements lents et amples. Soulagement de l'équipe : à défaut de saisir le mouvement dans sa répétitivité, l'œil aura le temps d'observer, la plateforme d'analyse du mouvement (*motion capture technology*) de l'enregistrer. En revanche, les vêtements amples devront rester au vestiaire.



Visualisation de la reconstruction cinématique du danseur dans l'environnement logiciel de capture du mouvement, Laboratoire RoBioSS, Institut PPrime, Université de Poitiers, 23 avril 2025. Photogramme David Gamet

5. Salaris P., Abe N., Laumond J.-P. 2017, Robot Choreography. The Use of the Kinetography Laban System to Notate Robot Action and Motion, *IEEE Robotics and Automation Magazine*, 24 (3) : 30-40.

6. Villard M.-A., Lapeyre M. 2016, À propos d'une expérience de mouvement partagé avec un robot humanoïde : l'entre-deux comme maintien du vivant, *Iris*, 37 : 194.



Installation des marqueurs passifs sur les membres du danseur en vue de la captation du mouvement par le système multi-caméras.
Laboratoire RoBioSS, Institut PPrime, Université de Poitiers, 23 avril 2025. Photogramme David Gamet

« Expérimenter » le corps

La veille de la venue du danseur, les roboticiens ont installé les entités robotiques dans « la salle qui ressemble à une salle de danse ». Les compromis, entre des contraintes techniques, scientifiques, esthétiques et de mises en scène telles qu'elles importaient aux différents collègues, interviendront dans les façons de danser et de filmer. Le bipède ORHRO est maintenu par une suspension fixée au plafond, ses larges « pieds » reposant au sol ; l'exosquelette de main est posé sur un tabouret en bois ; quant au bras robotique, monté sur un meuble contenant l'ensemble du dispositif lui permettant de se mouvoir et d'être mu, il a été positionné à proximité de la plateforme d'analyse du mouvement dotée de caméras et d'un éclairage infrarouge en prévision de la captation des gestes du danseur.

Marceau est accueilli à la gare de Poitiers par l'ensemble du collectif qui se rend directement dans un magasin de sport. Leurs premiers échanges se concentrent sur la recherche d'une tenue adaptée à la pose des capteurs nécessaires à l'étude biomécanique et qui soit, secondairement, assez confortable pour se mouvoir : entre le souci d'adhésion des capteurs au textile proche des segments du corps et l'élasticité du vêtement préservant une aisance du geste, l'offre du magasin oriente l'équipe vers une tenue noire, unie, moulante, qui fera office de costume.

À cette étape, le danseur ignore tout des robots, ce qu'avait confirmé un entretien pré-expérimental qui visait à mettre en évidence les possibles imaginaires et représentations qu'il en avait. Sans répertoire préalable d'engagements corporels avec ces « machines », « bidules », « engins », il s'est alors donné pour consigne d'improviser à partir de ce qu'allaient produire sur lui les premiers contacts avec ces objets.

Les distances entre les entités et la mise en scène proposée définiront un périmètre de jeu contraint aussi temporellement par la mesure biomécanique : le mouvement devra rester suspendu toutes les deux minutes pour le recalage du dispositif de mesure. L'ensemble contribue, au moins partiellement, à « expérimenter » le corps.

Salle d'expérimentation ou espace scénique ?

L'agencement du matériel expérimental, la situation de danse et le dispositif filmique articulent exigence expérimentale et perspective scénique. Dès les premières interactions de Marceau avec les robots, les chercheurs et chercheuses constatent qu'il n'y a aucune évidence à se mouvoir, *a fortiori* à danser, avec des robots ; il n'y a pas d'évidence non plus dans les modalités d'observation. C'est alors jouée une remise en scène : une respatialisation qui réponde aux critères mesurables, aux déplacements du danseur et de la caméra dans l'espace filmé, en somme, qui laisse place aux mouvements, aux hésitations, aux apprentissages et ajustements nécessaires, de tous et toutes.

Si le choix d'éteindre les néons blancs pour garder les lumières rouges installe une atmosphère plus adaptée à la danse, elle impose de nouvelles contraintes au cinéaste. La luminosité plus feutrée accompagne la situation performative du danseur dans un dévoilement progressif de sa rencontre avec les robots. L'ambiance sonore est dominée par le silence : la concentration sur les mouvements du danseur ou de la machine, et celui, imposant, d'ORHRO immobile devant les gestes dansés. Régulièrement émergent toutefois le bruit du bras articulé qui sanctionne le mouvement trop rapide que le danseur lui impose par un « clac » bref et incisif lorsqu'il se bloque ; ou le grincement du tabouret en bois lorsque Marceau s'y appuie avec la main articulée.

Le dispositif scénique, préparé sans être pleinement contrôlé, contribue à la dramaturgie de la performance : la tension est nourrie, pour le danseur comme pour les observateurs-spectateurs, par la crainte du blocage du bras ; par le suspense autour de l'équilibre d'ORHRO contre lequel s'appuie le danseur ; par la peur d'une accélération subite liée à une toujours possible erreur d'écriture du code. La forme improvisée alimente l'imprévisibilité du processus, est porteuse d'émotions et de connaissances ; elle impressionne, rend visible la part de subjectivité engagée dans la mise en œuvre de la science, éclaire des endroits difficilement mesurables ou peu contrôlables. Le dispositif rend ainsi poreux la vulnérabilité des acteurs et entités filmés. Des



Mise en place de l'expérimentation avant captation, Laboratoire RoBioSS, Institut PPrime, Université de Poitiers, 22 avril 2025. Photogramme David Gamet

entretiens d'explicitation réalisés avec le danseur inviteront à penser que le point de rencontre le plus significatif entre le danseur et chacun des robots apparaît lorsque leurs limites de fonctionnement respectives sont atteintes.

La tension performative de la situation filmée témoigne d'une accumulation d'attentions, d'ajustements à (puis de) la main en fer, de recalibrage des articulations du bras dans un dialogue entre danseur et roboticien pour « modifier un peu la raideur d'amortissement », comme l'indique Jean-Pierre Gazeau, et offrir la possibilité de nouveaux mouvements ; entre danseur et capteurs, qui peuvent se décoller et avec lesquels il faut bien danser aussi, comme le souligne Camille Arnault ; entre cinéaste, situations à choisir et à filmer, et corps de Marceau ; entre chacun et chacune des observateurs dans le cadre de l'expérimentation tantôt sur scène, tantôt derrière.

La reconnaissance des contraintes et potentialités de chaque entité engagée installe une familiarisation avec le système mis en place : l'équipe discerne mieux ce qui peut entraver la réalisation du projet et ce qui peut le favoriser, mais aussi ce qui dans les pratiques respectives pousse à adopter tel ou tel protocole pour adapter les corps aux outils de mesure ou inversement à travailler la captation pour qu'elle suive le danseur.

Filmer et danser : cheminer ensemble

L'épreuve de pluridisciplinarité a déplacé, au sens propre comme figuré, l'ensemble des membres du collectif. « Ça change ta perception », commente Jean-Pierre Gazeau lors d'une réunion post-expérimentation. Suite à la danse de Marceau avec le statique ORHRO, Kathleen Belhassein, en psychologue expérimentaliste, revisite sa conception de l'interaction. Le cinéaste, sans première note de réalisation pour le guider, prend conscience de ce qui est à l'œuvre dans la capture de l'inconnu à une granularité très fine du mouvement. L'anthropologue crée, dans le cadre du laboratoire, une situation sociale maîtrisée. Camille Arnault doit reconstruire un modèle biomécanique du danseur et analyser cette situation sans référence disponible sur lesquelles s'appuyer. L'activité de recalibrage de Kuka invite Jean-Pierre Gazeau à penser autrement le processus de conception des

robots et la production de mouvements : *bottom-up* et non *top-down*. Sans aucun doute cinéma-carrefour⁷ et danse ont-ils permis cela : en créant du plaisir à être là et à participer à l'intégralité du processus d'expérimentation ; en situant les chercheurs dans des activités qui ne se posaient pas comme scientifiquement concurrentielles. Par la construction d'espace-temps originaux, tout cela favorise, sur des registres différents mais complémentaires, la rencontre et le projet commun, et rappelle la valeur heuristique du détour, cher aux anthropologues. Mettre en œuvre une démarche pluridisciplinaire, c'est peut-être moins se mettre autour de la table que d'accepter de cheminer ensemble sur une voie dont les contours ne sont pas encore tracés.

Camille Arnault, université de Poitiers, ISAE-ENSMA, Institut PPrime : physique et ingénierie en matériaux, mécanique et énergétique (Institut PPrime, UPR3346, CNRS) ; **Kathleen Belhassein**, université de Poitiers, ISAE-ENSMA, Institut PPrime ; **Marceau Chenault**, université Claude Bernard Lyon 1 ; **David Gamet**, université de Picardie Jules Verne ; **Jean-Pierre Gazeau**, Institut PPrime ; **Céline Rosselin-Bareille**, université de Picardie Jules Verne, Laboratoire Habiter le Monde ; **Pascal Seguin**, université de Poitiers, Institut PPrime

contact&info

► Céline Rosselin-Bareille,
Habiter le Monde

celine.rosselin.bareille@u-picardie.fr

7. Colley J.-P. 2012, Champ et hors champ de l'anthropologie visuelle, *L'Homme*, 203-204 : 457-480.

LE LANGAGE EN COMMUN

Comment les Français ont appris leur langue



La Tache noire ou La leçon de géographie, Albert Bettannier

Dans ce qui correspond aujourd'hui au territoire métropolitain, le français s'est diffusé de façon continue depuis le Moyen-Âge à partir de l'Île-de-France, un pôle d'échange économique majeur où le pouvoir royal avait son siège. Les tentatives d'extension vers le Moyen-Orient (les Croisades) et l'Angleterre au ^{xii}^e siècle, vers l'Italie aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, vers l'Allemagne et les Pays-Bas au tournant du ^{xviii}^e et du ^{xix}^e siècle n'ont pas survécu face à la résistance des populations.

L'extension du domaine royal entraînait un contrôle fiscal et juridique où l'emploi du français s'imposait. De son côté, l'Église pérennisait un enseignement en latin ; l'administration et la formation utilisaient des langues distinctes. Pour leur part, les sujets conservaient le libre exercice de leur langue dans les territoires qui relevaient de la couronne. Aux différents dialectes d'oïl (gallo, normand, picard, bourguignon...), à l'arpitan (ou franco-provençal) et à l'occitan concernés dès avant la Renaissance s'étaient ajoutés le breton et le basque au ^{xv}^e siècle, le dialecte alémanique d'Alsace, le flamand et le catalan au ^{xviii}^e, le francique de Lorraine et le corse au ^{xviii}^e. La fin de l'Ancien Régime a marqué un tournant.

La Révolution française, les langues et la nation

Avec la Révolution française, la connaissance de la langue « nationale » par tous les citoyens est apparue comme un impératif, seule à même d'assurer l'unité du pays et la diffusion du savoir. Le 4 juin 1794, l'Abbé Grégoire l'affirme devant l'Assemblée nationale :

Nous n'avons plus de provinces et nous avons encore 30 Patois qui en rappellent les noms. [...] On peut assurer sans exagération qu'au moins 6 millions de Français, surtout dans les campagnes, ignorent la langue nationale ; qu'un nombre égal est à peu près incapable de soutenir une conversation suivie ; qu'en dernier résultat, le nombre de ceux qui la parlent purement n'excède pas 3 millions, et probablement le nombre de ceux qui l'écrivent correctement est encore moindre. [...] Tout ce qu'on vient de dire appelle la conclusion que, pour extirper tous les préjugés, développer toutes les vérités, tous les talents, toutes les vertus, fondre tous les citoyens dans la masse nationale, simplifier le mécanisme et faciliter le jeu de la machine politique, il faut identité de langage.

Une telle situation était courante à cette époque ; les royaumes et les empires étaient constitués de possessions, souvent dispersées, acquises par le souverain. Au ^{xix}^e siècle, « l'éveil des nationalités » en Europe récuse cette fragmentation. L'unité allemande et l'unité italienne, conclues en 1871, ont répondu au principe de rassembler dans un seul État tous les locuteurs qui s'accordaient sur une même représentation écrite de leur parler. La langue officielle transcendait des différences dialectales considérables mais un Bava­rois ou un Sicilien n'en reconnaissaient pas moins la suprématie du haut allemand ou du toscan. En France, la situation était inverse. L'unité territoriale était acquise mais elle ne correspondait pas à une communauté linguistique.

Le tracé des frontières issu des traités de paix à la fin de la Première Guerre mondiale a entériné le principe du « droit des peuples ». Quatre grands empires qui comptaient d'importantes minorités allophones ont été soit resserrés (Russie et Turquie), soit réduits aux régions où se parlait la langue de la capitale (Allemagne et Autriche-Hongrie). D'autres langues, par exemple le lituanien, le polonais, le tchèque, le serbo-croate, entre autres, accédaient au statut de langue nationale. La France est le seul pays où les allophones natifs — probablement la moitié de la population encore au milieu du ^{xix}^e siècle — n'ont pas fait sécession sans que leurs langues bénéficient aujourd'hui d'une reconnaissance au niveau national comme en Irlande (gaélique) ou en Finlande (suédois), ou régional comme en Espagne (catalan, basque, galicien) ou au Royaume-Uni (gallois, gaélique écossais).

Le choix entre le plurilinguisme (la Belgique) et le monolingue d'un État dont tous les habitants parlent la langue à la naissance (la Pologne) a été ignoré au profit d'une doctrine politique fondée sur la « souveraineté populaire », sans considération géographique ni linguistique. Il n'était pas tenu compte des langues, encore moins d'un monarque — seules la Suisse et la France étaient des républiques entre 1871 et 1917. Les paroles du « Chant de guerre pour l'armée du Rhin », renommé « La Marseillaise », ne font référence à aucune entité naturelle (fleuves, montagnes) ou régionale (ethnonyme, localité) sauf dans le titre, deux régions où, au demeurant, le français était très minoritaire. La « patrie » est mentionnée sans être localisée et les « citoyens » ne sont pas identifiés à leur pays.

Un troisième terme, la « nation », dissociait la qualité de Français de la maîtrise de la langue, en désignant une collectivité constituée en dehors de tout critère culturel ou religieux. En 1792, Goethe, qui accompagnait le duc de Saxe-Weimar à Valmy, s'était étonné d'entendre les soldats, des volontaires désormais et non des mercenaires, crier : « Vive la nation ! ». Le concept, hérité des Lumières, fondait sur le « contrat social » une réunion volontaire de citoyens consacrée par la Fête de la Fédération le 14 juillet 1790. Communauté d'histoire et de destin, pas de langue ni de croyance.

Vingt ans plus tard, en 1813, les troupes françaises étaient défaites à Leipzig lors de la « Bataille des Nations », *Völkerschlacht bei Leipzig*. Au cours de l'affrontement, les régiments des états allemands alliés de Napoléon s'étaient retournés contre lui en rejoignant les armées prussienne et autrichienne dont ils parlaient la langue. À partir de ce moment, la « nation », concept politique, devenait synonyme de communauté linguistique, voire génétique ; une des traductions de *Volk*, à côté de *peuple* et de *nation*, est *race*.

La francisation par l'école

Le concept révolutionnaire de *nation* a prouvé son efficacité puisqu'aucune province du territoire français redessiné par l'Acte final du Congrès de Vienne (1815) n'a manifesté de velléité séparatiste. Le monopole administratif de la langue officielle n'était pas disputé alors que les langues d'usage des différentes régions restaient d'emploi quotidien. Partout, le français restait perçu comme l'apanage des classes supérieures, une langue dont l'apprentissage ne s'imposait qu'en cas d'installation en ville ou de promotion sociale.

Vers 1800, il y a un partage entre la langue de l'État qui tendait à se substituer au latin dans l'éducation et les « patois », une appellation dévalorisante et purement négative. Le terme s'appliquait aussi bien aux dialectes d'oïl qu'au basque, à l'occitan ou au breton. Pourtant, à partir des années 1830, avec le Romantisme, une autre façon de les considérer se dessine. Un nombre croissant d'écrivains, d'historiens et de linguistes se réfèrent à des « parlers de France ». Les romans d'inspiration régionale, *Les Travailleurs de la mer* de Victor Hugo pour le normand (1866) ou *Les Lettres de mon*



De gauche à droite : Portrait de l'abbé Henri Grégoire par Jacques-Louis David ; François Guizot par Jean-Georges Vibert ; Jules Ferry par Léon Bonnat

moulin d'Alphonse Daudet pour le provençal (1869), rédimment ces témoins du passé, dans un élan de nostalgie inoffensive au moment où leur sort était scellé par la généralisation de l'alphabétisation.

Chaque citoyen se trouvait confronté au monopole scriptural du français. Bien que les langues régionales s'écrivent, certaines depuis mille ans, l'alphabétisation se faisait exclusivement dans la langue de l'État. La loi Guizot (1833), qui imposait l'ouverture d'une école primaire dans les communes de plus de cinq cents habitants et la création d'une école normale par département, accroissait mécaniquement la part des francophones dans les jeunes générations. Victor Duruy (1868) a prolongé cette initiative en obligeant les communes à ouvrir des écoles de filles et en augmentant le nombre d'élèves accueillis gratuitement. Parallèlement, d'autres éléments concouraient à l'élargissement des usages du français : les échanges commerciaux, l'exogamie, la conscription et le service militaire, le développement des chemins de fer et les migrations internes (maçons du Limousins, bournats d'Auvergne). La progression, lente et régulière, est devenue proportionnellement plus importante après la cession de l'Alsace-Moselle à l'Empire allemand (Traité de Francfort, 1871).

L'annexion des provinces germanophones au nom du Volk, décidée contre leur volonté, a rappelé l'hétérogénéité du territoire national. En quête de repères, Ernest Renan, dans *La Réforme intellectuelle et morale de la France* (1871), prenait acte que l'unité ne trouverait de garantie ni dans la personne du souverain, ni dans la religion, ni dans des traditions culturelles très éloignées les unes des autres. En dehors de l'état-civil, qu'avaient en commun un tisserand de Hazebrouck et un berger de Saint-Jean-Pied-de-Port, un ouvrier des conserveries de Quimper et un marin de Bonifacio ? En tout cas, pas leur langue. La solution s'imposait : l'école se devait de franciser tous les Français, linguistiquement et culturellement.

L'école de Jules Ferry

Les lois Jules Ferry (1881-1882) ont institué l'école laïque, publique et obligatoire. Elles confiaient à l'État l'essentiel de la formation primaire avec pour programme : « lire, écrire, compter ». L'apprentissage scolaire était assimilé à la maîtrise de la notation graphique sans que rien ne signale que, pour nombre d'élèves, il leur reviendrait avant tout d'apprendre la langue. Tous les programmes étaient uniformisés, pas seulement l'orthographe et la grammaire. Les leçons d'histoire traitaient de « Nos ancêtres les Gaulois » jusque dans les colonies. Aucune latitude n'était laissée aux particularismes.

La question se posait alors : à qui devait être confié l'enseignement du français dans les régions allophones ? Missionner des instituteurs issus des régions d'oïl exposait à de graves déconvenues, autant de la part des habitants qui n'apprécieraient pas de voir leurs enfants confiés à des « étrangers » que pour des maîtres isolés dans des communautés dont ils ne maîtrisaient pas la langue. La solution a nécessité une profonde refonte du système de recrutement des maîtres et des maîtresses. Les meilleurs

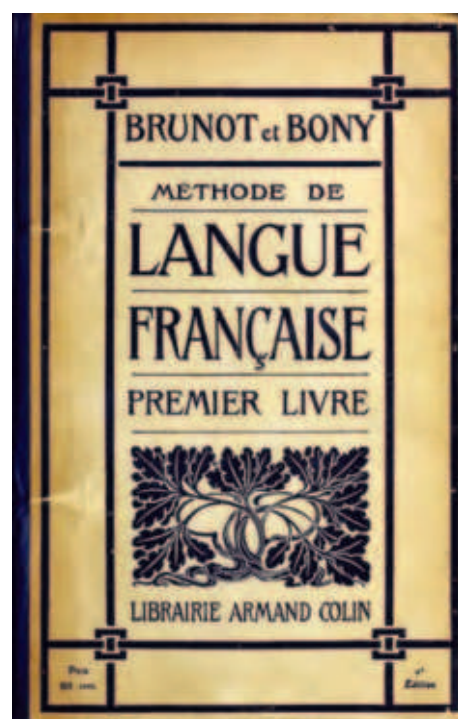
élèves, en particulier ceux issus des écoles de campagne, étaient recrutés sur concours après l'obtention du Certificat d'études primaires. Leurs études étaient gratuites jusqu'à l'obtention du brevet supérieur. Dans leur premier poste, le plus souvent un village, ils initiaient à la langue française des enfants qui étaient comme eux quinze ans auparavant.

Ferdinand Brunot (auteur d'une magistrale *Histoire de la langue française*) et Nicolas Bony ouvrent en première année d'école primaire la première leçon de leur *Méthode de langue française*¹ :

Jean et Louise.

Louise est déjà une fillette : elle a huit ans. Sa famille parle patois. Mais la langue de notre pays est le français. Louise est française : elle veut parler français. Son frère Jean a six ans. Il a été élevé en ville par son oncle, il parle déjà français ; mais il veut savoir parler et écrire aussi bien que son oncle, il va à l'école. Les deux enfants étudieront bien leur leçon chaque jour ; ils feront avec soin les exercices de leur livre de langue française. Un jour, ils sauront parler et écrire sans faire de fautes.

Les « hussards noirs de la République », ainsi dénommés par Péguy à cause de l'uniforme porté pendant leur formation, étaient disposés à se dévouer tout entier à l'institution scolaire. En rupture sociale avec leur milieu d'origine, ils se sont faits les propagandistes du français, de la morale laïque, de la littérature scolaire (les fables de La Fontaine, Victor Hugo) et d'un roman national indifférent au contexte régional. Même si les « patois » étaient ignorés dans les textes de lois, les décrets et les circulaires officielles, le rectorat des Basses-Pyrénées (Pyrénées-Atlantiques) s'assurait qu'il n'envoyait pas des Béarnais chez les Basques et réciproquement.



1. Brunot F., Bony N. 1905, *Méthode de langue française*, Paris, Armand Colin.

De l'écrit à l'oral

La suite du processus s'est accomplie avec la mobilisation générale et l'hécatombe de la Première Guerre mondiale qui s'est révélée particulièrement meurtrière pour les paysans et les instituteurs. Dans l'entre-deux-guerres, il ne serait plus resté que des personnes âgées en zone rurale dans les régions périphériques pour ne pas maîtriser le français si l'immigration n'avait pas accru le nombre de langues présentes dans le pays. Aux langues juives (judéo-provençal et yiddish) et au romani présents de longue date, les flux migratoires ajoutaient les parlers des travailleurs venus de toute l'Europe, surtout de l'Italie avant 1920 et de la Pologne ensuite.

L'expansion du français s'était réalisée à l'écrit, que ce soit à l'école ou dans les livres et les journaux. Les tournures grammaticales et le vocabulaire régionaux, peu présents dans l'imprimé, sont finalement assez rares en sorte que la principale variation concernait l'accent. À compter des années 1930, la radio et le cinéma parlant, accessibles partout, le téléphone également, ont confronté l'ensemble de la population à une norme orale de prestige. Dans les années 1950, un exode rural massif et l'urbanisation ont parachevé la francisation avec l'entrée de la télévision dans les foyers. À présent, l'enjeu n'est plus régional mais international avec l'accueil des migrants.

Conclusion

La francisation correspond au processus de changement de langue imposé en France à des citoyens allophones par l'État. Cette conversion s'est imposée au nom de la nation avec le consentement des populations concernées, conscientes de l'inégalité des conditions économique et culturelle. Il n'y a pas eu de véritable résistance, un cas unique en Europe. Les parents acceptaient une rupture de la transmission linguistique afin d'assurer un meilleur avenir à leurs enfants.

L'unité du pays a été fondée sur une construction symbolique inculquée par l'école. La rétraction des langues régionales était compensée par l'accès à une culture qui, dans la lignée des Lumières, se voulait universelle. Aujourd'hui, la question se pose de la transférabilité d'un tel modèle dans les pays francophones de l'Afrique subsaharienne.

Gabriel Bergounioux, linguiste, professeur émérite à l'université d'Orléans

► Aller plus loin

Gusdorf G. 1987, Le cri de Valmy, *Communications*, 45 : 117-155.

Furet F., Ozouf J. 1977, *Lire et écrire*, Minuit.

Kremnitz G., Broudic F. 2013, *Histoire sociale des langues de France*, PUR.

Lodge A. 1999, *Le français : histoire d'un dialecte devenu langue*, Fayard.

Thiesse A-M. 1999, *La Création des identités nationales. Europe, XVIII^e-XX^e siècle*, Le Seuil.

contact&info

► Gabriel Bergounioux
gabriel.bergounioux@
univ-orleans.fr

Avec la chaire PÉPITe, penser la transition écologique à partir des territoires

Comment concilier transition écologique, réindustrialisation et cohésion territoriale ? C'est à cette question la chaire PÉPITe (Planification écologique, politiques industrielles et territoires) cherche à répondre. Portée par des chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales et développée en lien étroit avec des acteurs publics et économiques, elle entend éclairer l'un des grands défis contemporains : organiser les transformations nécessaires à la décarbonation et la sobriété de l'économie tout en renforçant les capacités productives des territoires. À travers une approche croisant économie, géographie, action publique et innovation, la chaire ambitionne de produire des connaissances utiles à la recherche comme à la décision publique.



Image by Bernhard Jaeck from Pixabay

Un moment charnière

Rarement les questions de transition écologique et de développement économique auront été aussi étroitement liées. Les objectifs de neutralité carbone, la montée des risques climatiques, les tensions géopolitiques sur les ressources stratégiques ou encore les ambitions de réindustrialisation conduisent aujourd'hui les pouvoirs publics à repenser les conditions du développement économique. Longtemps envisagées séparément, les politiques environnementales et les politiques industrielles tendent désormais à converger autour d'une même interrogation : comment transformer les systèmes productifs sans fragiliser les territoires ni accroître les inégalités sociales et spatiales ?

Cette question se pose avec une acuité particulière en France. Les besoins d'investissement liés à la transition écologique sont considérables. Ils concernent l'industrie, l'énergie,

les transports, le bâtiment ou encore l'agriculture. Dans le même temps, les stratégies de relocalisation industrielle et de souveraineté économique remettent au premier plan les enjeux productifs. Or ces transformations ne se déploient jamais dans un espace abstrait. Elles prennent forme dans des territoires dotés d'histoires, de ressources, de spécialisations et de capacités d'action différentes. Certaines régions disposent d'écosystèmes d'innovation particulièrement dynamiques, de filières industrielles robustes ou d'institutions capables de coordonner les acteurs locaux. D'autres se trouvent confrontées à des fragilités économiques plus importantes ou à des dépendances productives qui compliquent les processus de transition. Comprendre les transitions dans ces contextes différents est devenu un enjeu scientifique majeur.

C'est précisément dans cette perspective qu'a été créée la chaire PÉPITe. Son ambition est de mieux comprendre

comment s'articulent planification écologique, transformations industrielles et dynamiques territoriales. Elle repose sur la conviction que les transitions ne pourront être menées avec succès qu'à condition d'intégrer pleinement leur dimension territoriale.

Une alliance originale

La chaire est codirigée par Nadine Levratto, directrice de recherche CNRS en économie à l'[Institut interdisciplinaire de l'innovation](#)¹ et présidente de la section 40 — Économie et gestion au Comité national de la recherche scientifique, et Nicolas Portier, professeur affilié à l'École urbaine de Sciences Po. Leur collaboration reflète la volonté de croiser expertise académique et connaissance des politiques territoriales afin d'aborder les transformations contemporaines dans toute leur complexité.

Hébergée par l'Institut Louis Bachelier, la chaire bénéficie du soutien de l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts, son partenaire fondateur. Elle réunit également un réseau de chercheurs et chercheuses issus de plusieurs établissements et disciplines : économistes, géographes, spécialistes de l'action publique, de l'innovation ou du développement territorial sont mobilisés autour d'un objet commun, comprendre les conditions territoriales de la transition écologique et productive. Cette diversité constitue l'une des forces du projet. Les transformations étudiées ne relèvent en effet d'aucune discipline unique. Elles mobilisent des dimensions économiques, sociales, institutionnelles, politiques et spatiales qui exigent une approche résolument interdisciplinaire.

La chaire entend également développer un dialogue permanent avec les acteurs concernés par ces mutations. Collectivités territoriales, entreprises, agences publiques, opérateurs financiers, organisations professionnelles ou structures de développement économique sont associés à la réflexion. L'objectif n'est pas seulement de diffuser les résultats de la recherche, mais aussi d'enrichir les questionnements scientifiques à partir des besoins exprimés sur le terrain.

Cette articulation entre recherche fondamentale, expertise et dialogue avec les acteurs constitue l'une des caractéristiques majeures de PÉPITE. Elle doit permettre de faire émerger des connaissances à la fois robustes scientifiquement et directement mobilisables dans l'action publique.

Explorer les transitions

Le programme scientifique de la chaire s'organise autour d'un ensemble de travaux destinés à mieux comprendre les mécanismes territoriaux des transformations en cours.

Un premier axe concerne les trajectoires territoriales de transition écologique. Les chercheurs et chercheuses s'intéressent à la manière dont les territoires élaborent leurs stratégies de décarbonation, mobilisent leurs ressources et construisent des formes de coordination entre acteurs publics et privés. Pourquoi certaines initiatives locales parviennent-elles à produire des effets durables quand d'autres peinent à s'inscrire dans le temps ? Quels facteurs favorisent l'émergence de nouvelles trajectoires de développement ?

Comment les institutions territoriales influencent-elles les capacités d'adaptation des territoires ? Ces interrogations conduisent à analyser les formes de gouvernance mises en œuvre à différentes échelles, les modalités de coopération entre collectivités et entreprises, ou encore les effets des politiques nationales sur les dynamiques locales.

Un deuxième chantier porte sur les transformations industrielles. Les objectifs de décarbonation imposent aux entreprises des adaptations parfois profondes de leurs procédés de production, de leurs chaînes d'approvisionnement ou de leurs stratégies d'innovation. Les travaux de la chaire visent à comprendre comment ces évolutions s'inscrivent dans les territoires et quelles conséquences elles produisent sur l'emploi, les qualifications et les systèmes productifs locaux. Cette réflexion conduit notamment à examiner le rôle des filières industrielles, des réseaux d'entreprises et des écosystèmes d'innovation dans la diffusion des technologies vertes. Elle permet également d'interroger les conditions territoriales de la réindustrialisation aujourd'hui encouragée par les politiques publiques nationales et européennes.

Un troisième axe est consacré aux capacités d'innovation des territoires. Les chercheurs et chercheuses visent à identifier les ressources qui permettent à certains espaces de s'adapter plus rapidement que d'autres aux nouvelles contraintes environnementales. Les compétences disponibles, les infrastructures de recherche, les systèmes de formation, les spécialisations industrielles ou encore la qualité des coopérations locales figurent parmi les dimensions étudiées. Ces travaux s'inscrivent dans une longue tradition de recherche sur les systèmes productifs territoriaux, les milieux innovateurs et les dynamiques régionales de développement. Ils permettent de renouveler ces approches à la lumière des enjeux écologiques contemporains.

Enfin, la chaire explore les questions de financement. La transition écologique nécessite des investissements massifs dont les effets territoriaux restent encore insuffisamment documentés. Quels territoires bénéficient des financements disponibles ? Quels projets sont soutenus ? Comment articuler financement public et investissement privé ? Dans quelle mesure les dispositifs existants contribuent-ils à réduire ou, au contraire, à accentuer les disparités territoriales ?

À travers ces différents chantiers, la chaire entend produire des outils d'observation et d'analyse permettant d'éclairer les choix publics. Cartographies, indicateurs, études de cas, analyses comparatives ou travaux prospectifs contribueront à constituer un socle de connaissances sur les transformations territoriales en cours.

Analyser les transitions

L'intérêt de PÉPITE dépasse largement la seule création d'un nouvel espace de recherche partenariale. La chaire se situe à l'intersection de plusieurs questions scientifiques qui traversent aujourd'hui les sciences humaines et sociales.

Elle participe d'abord au renouvellement des recherches sur les transitions écologiques. Si les dimensions technologiques ou énergétiques de ces transformations sont largement étudiées, leurs dimensions économiques, territoriales et

1. I3, UMR9217, CNRS / École polytechnique / Mines Paris — PSL / Télécom Paris.

institutionnelles demeurent encore insuffisamment explorées. Or les transitions ne résultent pas uniquement d'innovations techniques. Elles dépendent également des formes de coordination collective, des structures économiques locales, des capacités institutionnelles et des choix de gouvernance.

La chaire contribue également à réactualiser les recherches sur les politiques industrielles. Longtemps reléguée au second plan, la question industrielle est revenue au cœur des débats publics sous l'effet des crises sanitaires, énergétiques et géopolitiques récentes. Les enjeux de souveraineté, de résilience et de décarbonation conduisent aujourd'hui à repenser les liens entre compétitivité économique et transition écologique. PÉPITe offre un cadre pertinent pour analyser ces recompositions. Les travaux engagés s'inscrivent aussi dans les recherches conduites depuis plusieurs décennies sur les territoires, les inégalités spatiales et les dynamiques régionales de développement. Ils permettent d'interroger les effets territoriaux des grandes transformations contemporaines et d'identifier les facteurs qui favorisent ou freinent les capacités d'adaptation locales.

Plus largement, la chaire illustre la contribution spécifique des sciences humaines et sociales à la compréhension des défis environnementaux. Là où certaines approches se concentrent sur les solutions techniques, les SHS permettent de saisir les conditions sociales, économiques et institutionnelles de leur mise en œuvre. Elles éclairent les comportements des acteurs, les formes de coopération, les mécanismes de décision et les effets différenciés des politiques publiques.

Cette capacité à articuler plusieurs niveaux d'analyse constitue l'une des principales contributions de la chaire au paysage scientifique. Elle répond également à l'une des missions fondamentales du CNRS : produire des connaissances susceptibles d'éclairer les transformations majeures de nos sociétés.

Eclairer les décideurs publics

Les enjeux auxquels s'intéresse PÉPITe dépassent le champ académique. Ils touchent à plusieurs préoccupations majeures des sociétés contemporaines.

La première concerne la lutte contre le changement climatique. Les transitions supposent des transformations rapides des modes de production. Comprendre comment ces changements peuvent être mis en œuvre dans des contextes territoriaux variés représente une condition essentielle de leur réussite.

Le deuxième enjeu est celui de la cohésion territoriale. Les effets de la transition écologique ne seront pas uniformes. Certains territoires disposent d'atouts importants pour tirer parti des nouvelles opportunités économiques tandis que d'autres risquent de subir plus fortement les coûts de l'adaptation. Produire des connaissances sur ces écarts constitue une étape indispensable pour concevoir des politiques plus équitables.

La question de l'emploi et des compétences apparaît également centrale. Les transformations industrielles en cours créent de nouveaux besoins de qualification et modifient profondément certains métiers. Les travaux de la chaire permettent de mieux comprendre les dynamiques de création, de transformation ou de disparition des activités économiques à l'échelle territoriale.

Enfin, les recherches menées contribuent à éclairer les débats sur la gouvernance des transitions. Comment articuler planification nationale et initiatives locales ? Comment coordonner les multiples acteurs concernés ? Quels instruments mobiliser pour concilier objectifs environnementaux, développement économique et justice sociale ?

En plaçant les territoires au cœur de ces interrogations, la chaire PÉPITe propose une lecture originale des transformations actuelles. Elle rappelle que la transition écologique ne peut être pensée indépendamment des réalités économiques et sociales dans lesquelles elle s'inscrit. Elle souligne également que les territoires ne sont pas de simples espaces d'application des politiques publiques : ils en sont des acteurs à part entière.

À l'heure où la planification écologique s'impose comme un horizon d'action collective, comprendre les capacités de transformation des territoires devient une nécessité scientifique autant qu'un enjeu démocratique. C'est à cette ambition que répond la chaire PÉPITe, en mettant les sciences humaines et sociales au service de l'intelligence des transitions.

contact&info

► Nadine Levratto,
I3

nadine.levratto@cnrs.fr

► Pour en savoir plus
<https://chaire-pepите.org>

SAPRISQUI (Équateur-France-Colombie) : pour une recherche sur les risques intégrée et partenariale



Une ville sur le fil : vue plongeante sur la faille de Quito et le quartier Guápulo © IRD - Nicolás Riofrio Pastor

En 2026, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) lance le Laboratoire mixte international (LMI) SAPRISQUI (Science et action pour la réduction des risques à Quito et dans la région transfrontalière colombo-équatorienne) pour une décennie. Son ambition ? Structurer une communauté internationale et interdisciplinaire de recherche et d'action autour des risques, de leur connaissance et de leur gestion sur des territoires particulièrement exposés : Quito, capitale de l'Équateur, et la région frontalière colombo-équatorienne.

Le CNRS participe activement à cette dynamique structurante dans la région andine. au travers de CNRS Sciences humaines & sociales, de l'Institut français d'études andines (IFEA)¹, du laboratoire Transitions énergétiques et environnementales (TREE, UMR6031, CNRS / Université de Pau et des pays de l'Adour), du Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG, UMR8586, CNRS / IRD / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne /

Université Paris Cité / AgroParisTech Paris-Saclay), mais aussi du laboratoire GéoAzur (UMR7329, CNRS / IRD / Observatoire de la Côte d'Azur / Université Côte d'Azur), de l'Institut des sciences de la Terre (ISTERRE, UMR5275, CNRS / IRD / Université Grenoble Alpes / Université Savoie Mont Blanc) et du Laboratoire magmas et volcans (LMV, UMR6524, CNRS / IRD / Université Clermont Auvergne), relevant tous trois de CNRS Terre & Univers.

40 ans de coopération franco-équatorienne : un héritage solide

Ce sont au moins deux générations de chercheurs et chercheuses qui sont impliquées dans des relations de longue durée, soutenues par la présence de l'IRD en Équateur, en lien avec l'IFEA pour son antenne équatorienne. À la suite de données pionnières produites sur la ville de Quito dans les années 1980², d'importants travaux en géographie

1. L'IFEA, Umifre 17, est une composante de l'unité Amérique latine (UAR3337, CNRS / MEAE).

2. IGM-IPHG-ORSTOM, 1998, *Atlas infographique de Quito : socio-dynamique de l'espace et politique urbaine*, IRD-Éditions, 291p.



Terrains d'étude privilégiés par le LMI SAPRISQUI, aux échelles régionales (binational) et locales (ville de Quito, région côtière Esmeraldas - Nariño, couloir andin de Tulcán)
© Arthur Miramont

ciblent la vulnérabilité³ comme concept clé⁴ dans un travail partenarial, déjà, avec la Mairie de Quito⁵. En parallèle se structure la coopération entre les géosciences, avec l'Institut de géophysique de l'École Polytechnique nationale à Quito, autour de la compréhension des processus physiques (notamment volcaniques et sismiques) associés aux principaux risques sur place. Ces efforts continus ont donné lieu à des dispositifs longs (un précédent LMI intitulé *Séismes et Volcans dans les Andes du Nord* - SVAN, entre 2012 et 2022) ou encore un programme ANR autour du risque sismique (ANR Remake, 2015-2022).

C'est cette communauté de recherche plurielle et solide qui a fait le choix d'évaluer en confiance la portée de son travail, et de se positionner au sein d'enjeux socio-environnementaux contemporains. Le travail de bilan et le repositionnement des stratégies de recherche sur les risques ont duré près de trois ans. Ils ont débouché sur la publication d'un ouvrage collectif pluridisciplinaire qui reprend les avancées, limites et défis auxquels la recherche se trouve confrontée⁶. C'est là le socle de la proposition de recherche intégrée, située et transformatrice portée par le LMI SAPRISQUI.

Vers des stratégies de recherche et d'action innovantes

SAPRISQUI défend une recherche intégrée

Le LMI associe des acteurs porteurs de connaissances souvent dispersés. Les chercheurs et chercheuses en géosciences et en sciences sociales, les décideurs et

techniciens impliqués dans l'action, les habitants et parties prenantes de la société civile sont engagés à différents titres dans la chaîne de production de connaissance. Le premier défi est double : interdisciplinarité (ouverture aux différents champs disciplinaires) et transdisciplinarité (ouverture au champ extra-académique). Autour d'un trinôme de base associant sciences sociales, géosciences et porteurs de l'action, un éventail d'acteurs est associé au sein de processus de concertation, de construction de problématiques, de dispositifs de diffusion et de valorisation.

SAPRISQUI défend une recherche située

Alors que les sciences sociales sont familières des savoirs situés, les géosciences adoptent plus aisément des stratégies de connaissance plus normatives, descendantes et formalisées par une communauté. Or l'expérience montre que toutes les connaissances sur les risques ne sont pas également utiles. À quoi bon cartographier l'exposition très localement si l'on ne compte pas de cadastre ? Pourquoi établir des seuils d'alerte basés sur les processus physiques sans cadre institutionnel fonctionnel (diffusion, protocoles de réponse, etc.) ? Tant les opportunités que les contraintes des territoires étudiés ont vocation à orienter les stratégies de recherche. C'est pourquoi SAPRISQUI s'emploie aussi à penser une science des désastres à la frontière colombo-équatorienne, dans un contexte bien différent de celui de Quito. L'agenda de travail est le fruit de la concertation des membres du LMI et des acteurs des territoires concernés.

3. D'Ercole R., 1991, *Vulnérabilité des populations face au risque volcanique. Le cas de la région du volcan Cotopaxi (Équateur)*, Thèse de doctorat en géographie, Grenoble, 459p.

4. D'Ercole R., Hardy S., Metzger P., Robert J., 2009, Vulnerabilidades urbanas en los países andinos, *Bulletin de l'IFEA*, Tome 38, n° 3.

5. D'Ercole et Metzger, 2004, *La vulnerabilidad del Distrito Metropolitano de Quito*, IRD-Éditions, MDMQ, 496p.

6. Carrión A., Rebotier J., Metzger P., Puente-Sotomayor F., 2024, *Gestión de riesgos en Quito. Balance y perspectivas de 30 años de estudio*, IRD-Éditions, FLACSO-Ecuador, 220p.



Le Cerro Negro de Mayasquer, stratovolcan potentiellement actif qui domine le páramo à la frontière entre l'Équateur et la Colombie © Benjamin Bernard

SAPRISQUI défend une recherche transformatrice, avec l'ambition affichée de faire une différence

Qu'apportent les produits de la recherche aux situations de risque étudiées ? Les efforts de recherche sont pensés comme des contributions significatives à l'émergence de trajectoires territoriales plus résilientes, de parcours de vie plus sûrs, de réductions effectives des vulnérabilités. Le LMI SAPRISQUI fait de cette portée sociale de la recherche un vecteur clé de l'évaluation de son action : mettre en avant des contributions concrètes à l'amélioration durable des conditions de vie pour le plus grand nombre, et notamment pour les plus vulnérables. Cette implication est la marque de l'engagement d'une communauté⁷.

Le CNRS au sein d'un réseau solide de partenaires emmené par les sciences sociales

Les gestionnaires, ceux de la mairie de Quito comme ceux du Service national de gestion des risques (en charge de la politique nationale), participent tout à la fois au pilotage stratégique du LMI et aux actions de recherche. Dans le domaine académique, on retrouve des partenaires de poids, comme l'Institut de géophysique, référence pour le suivi des processus et la recherche sur les aléas telluriques en Équateur, ou le Service géologique de Colombie. Mais

c'est bien la FLACSO-Ecuador (Faculté latino-américaine de sciences sociales) qui héberge le laboratoire. L'UMIFRE IFEA a récemment transféré ses bureaux de l'antenne Quito dans les locaux de FLACSO-Ecuador, convergeant dans la mise en avant des sciences sociales au cœur du pilotage de stratégies de recherche alternatives, notamment sur les risques. Le portage est assuré par un binôme de chercheurs en sciences sociales : Andrea Carrión de FLACSO-Ecuador et Julien Rebotier, chargé de recherche CNRS au laboratoire TREE, en lien Pascale Metzger puis Jérémy Robert, tous deux membres du PRODIG.

L'intégration partenariale et scientifique pour traiter les problématiques socio-environnementales est une signature de SAPRISQUI. C'est aussi ce qui fonde l'action de la Mission pour les initiatives transverses et interdisciplinaires (MITI) du CNRS. Des unités et des ressources de CNRS Sciences humaines & sociales sont en ce sens mobilisées, comme l'illustre l'investissement de l'IFEA. Soutenu par la MITI, le programme SISCO (8OPRIME 2024) positionne une recherche doctorale au sein d'un collectif interdisciplinaire autour d'une stratégie de recherche sur les séismes et les infrastructures critiques, centrée sur les enjeux majeurs plus que sur la connaissance préalable des processus physiques. Les résultats participent à la réflexion sur la contextualisation nécessaire des stratégies de prévention au regard du suivi et de la maintenance des infrastructures. Le programme PADO

7. Rebotier J., Metzger P., Nocquet J-M., Samaniego P., Audin L., 2024, Développer une science des désastres pour réduire les risques, *Sciences de la durabilité*, Vol. 3, IRD-Éditions, pp. 102-105.



(PIB 2026) permet de cibler en pratique l'un des vecteurs de l'intégration de la recherche : les données, leurs articulation, gestion, circulation, accès, etc., malgré leur hétérogénéité et les multiples barrières à leurs usages. Appliquée au cas de Quito, cette réflexion a vocation à profiter plus largement à d'autres expériences similaires, et pas seulement dans les Suds.

À l'horizon d'une décennie, la démarche de recherche partenariale de SAPRISQUI vise la création d'un Institut des risques de référence pour la recherche comme pour la gestion. Son rôle sera de participer aux efforts de connaissance, à la prévention et à la réduction des dommages et, au-delà, au débat public autour de questions cruciales pour l'avenir d'une planète habitable.

contact&info

► Julien Rebotier,
TREE

julien.rebotier@cns.fr



Pont de la Ruta Viva, sur le río Chiche, qui relie l'aéroport à Quito, un objet de recherche du programme SISCO
© Antonin Méjean

Éducation : la recherche en action

Au sein du CNRS, les recherches sur l'éducation représentent une thématique prioritaire. Pour son contrat d'objectifs et de performance 2019-2023, le CNRS a identifié les inégalités éducatives comme l'un de ses défis sociétaux interdisciplinaires. Dans la continuité, il a mis en place le réseau thématique *Recherches autour des questions d'éducation*, porté par CNRS Sciences humaines et sociales, CNRS Biologie et CNRS Sciences informatiques. Le *contrat d'objectifs et de performance 2024-2028* intègre quant à lui l'éducation dans deux de ses défis sociétaux — « le cerveau » et « les sociétés en transition » — avec des recherches portant sur l'apprentissage et la formation tout au long de la vie, la transition numérique, les mutations du monde du travail et les inégalités éducatives. L'éducation et les inégalités éducatives sont des priorités de recherche dans lesquelles s'engagent des domaines scientifiques divers où les sciences humaines et sociales prennent toute leur place, aux côtés des sciences du vivant et des sciences de l'informatique.

Les contributions proposées dans ce dossier mettent en évidence la diversité des recherches liées à l'éducation menées dans des laboratoires de recherche rattachés à CNRS Sciences humaines & sociales, qui réunissent les sciences de l'éducation, la psychologie, les sciences cognitives, la sociologie, les sciences politiques ou encore l'anthropologie.

Camille Alban, Charles Allaigre, Grégoire Borst, Pascal Huguet et Jean-François Rouet présentent les lignes directrices du Programme prioritaire de recherche « Sciences pour l'éducation » (PPR SpÉ), inauguré le 23 juin dernier et piloté par le CNRS et l'université de Poitiers. Le PPR SpÉ soutient des recherches interdisciplinaires qui associent chercheurs, chercheuses et acteurs de terrain. L'objectif est d'améliorer les pratiques éducatives et les politiques publiques en soutenant des projets qui partent de problématiques identifiées sur le terrain et évaluent scientifiquement l'impact des solutions proposées.

Véronique Boulenger, Jennifer Krzonowski, Alice Roy et Agnès Witko donnent un aperçu des troubles spécifiques des apprentissages qui impactent l'apprentissage de la lecture (dyslexie), de l'expression écrite (dysorthographe) et des mathématiques (dyscalculie). Elles soulignent que ces troubles spécifiques de l'apprentissage ont leur origine dans des mécanismes neurobiologiques spécifiques et non pas dans un déficit intellectuel, sensoriel, social ou éducatif.

La contribution de Jérémy Danna explore les liens entre développement cognitif et développement moteur. Des recherches en neurosciences ont mis en évidence des interactions fortes entre capacités motrices et capacités cognitives ultérieures dans les premières années de vie. Ces observations soulèvent la question de la place de la motricité dans l'éducation des jeunes enfants.

Elena Soare et Anne Zribi-Hertz présentent le projet « Langues et Grammaire du Monde dans l'Espace Francophone » (LGMEF), un partenariat entre chercheurs en sciences du langage et professeurs de français dans

des unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants (UPE2A). Le projet LGMEF rassemble des informations sur les langues de l'immigration, en particulier sur leur grammaire et leurs convergences et divergences avec le français, afin que les enseignants puissent s'en servir dans leur pratique pédagogique. Désormais, les fiches langues du projet LGMEF servent de documentation aux systèmes d'IA qui peuvent analyser les difficultés dans les productions des élèves et proposer des exercices individualisés de remédiation en français en fonction de leur langue maternelle.

En partant du constat qu'il existe des inégalités éducatives importantes entre les Outre-mer français et la France métropolitaine, Isabelle Léglise résume les travaux du projet « Inégalités éducatives : langues et accès aux savoirs dans les Outre-mer » (ILASOM) qui a réuni des recherches interdisciplinaires en sciences du langage, mathématiques, sociologie et anthropologie. Ce projet vise à caractériser les freins à l'apprentissage que rencontrent les dispositifs scolaires face aux spécificités linguistiques et culturelles de ces territoires.

La contribution de Sébastien Goudeau synthétise un ensemble de travaux de psychologie sociale documentant, d'une part, les mécanismes qui ont pour effet de transformer des inégalités sociales en écarts scolaires et, d'autre part, les leviers dont disposent les enseignants pour neutraliser ces dynamiques.

Camille Floderer, Emily Lopez Puyol, Gaël Marsaud, Magali Nonjon et Ariane Richard-Bossez reviennent sur le déploiement de cinq *Cités éducatives* (CE) à Marseille. Ces dispositifs visent à améliorer la prise en charge éducative des enfants et des jeunes par une alliance renforcée des acteurs éducatifs : des parents aux associations et habitants des quartiers en passant par les services de l'État et des collectivités. L'analyse fait ressortir un nombre de verrous qui restent à lever pour inclure pleinement les publics les plus touchés par les inégalités éducatives dans les partenariats développés.

Patricia Cabredo Hofherr, DAS CNRS Sciences humaines & sociales

Trois questions aux acteurs du PPR Sciences pour l'éducation, sur les objectifs de ce programme national de recherche

Le 23 juin dernier a été inauguré le Programme prioritaire de recherche Sciences pour l'éducation piloté par le CNRS et l'université de Poitiers. Quels sont les grands enjeux de ce PPR ? Autour de quelles problématiques se structurera-t-il ? Quelle seront les retombées au sein de la société ? Camille Alban¹, Charles Allaigre², Grégoire Borst³, Pascal Huguet⁴ et Jean-François Rouet⁵ en présentent ici les principaux attendus.

En quoi la construction au niveau national d'une stratégie de recherche pour l'éducation est-elle importante ? Quels sont les acteurs et actrices à mobiliser ?

La construction d'une stratégie nationale de recherche pour l'éducation est essentielle afin de répondre aux difficultés persistantes du système éducatif français : inégalités scolaires, difficultés d'apprentissage, orientation ou encore bien-être des élèves. Aujourd'hui, les recherches dans le domaine éducatif existent, mais elles restent souvent dispersées entre plusieurs disciplines et insuffisamment reliées aux besoins concrets du terrain scolaire. Cette fragmentation limite leur impact sur les pratiques pédagogiques et les politiques éducatives.

Une stratégie nationale permettra de coordonner les recherches autour d'objectifs communs et de favoriser une approche interdisciplinaire. Les sciences de l'éducation, la sociologie, la psychologie, les sciences cognitives ou encore l'économie pourront ainsi être mobilisées de manière complémentaire pour mieux comprendre les phénomènes éducatifs et proposer des solutions efficaces.

L'enjeu principal est de développer une recherche capable d'informer utilement la transformation du système éducatif. Les projets doivent donc partir de problématiques identifiées sur le terrain et évaluer scientifiquement l'impact des solutions proposées. Cette démarche vise à renforcer les liens entre recherche et action publique tout en facilitant la diffusion des innovations éducatives.

Une telle stratégie nécessite la mobilisation de nombreux acteurs. Les chercheurs et chercheuses de différentes disciplines doivent collaborer non seulement entre eux, mais aussi avec les professionnels de l'éducation : enseignants, chefs d'établissement, inspecteurs, formateurs, conseillers pédagogiques et personnels éducatifs. Les élèves et les familles peuvent également être associés à certaines démarches. Les autorités éducatives nationales et académiques jouent un rôle essentiel pour accompagner les expérimentations et assurer leur cohérence avec les politiques publiques. Enfin, les collectivités territoriales et partenaires institutionnels peuvent contribuer à la diffusion des résultats et au déploiement des dispositifs innovants.

Quels sont les enjeux auxquels va répondre le PPR et les axes majeurs qui le structureront ? Quelles problématiques seront mises en avant ?

Le Programme prioritaire de recherche Sciences pour l'Éducation répond à plusieurs enjeux majeurs du système éducatif français. Son objectif principal est de produire des recherches capables d'améliorer concrètement les pratiques éducatives et les politiques publiques grâce à des méthodes scientifiques rigoureuses.

Le premier enjeu concerne la réduction des inégalités scolaires. Les recherches doivent permettre de mieux comprendre les mécanismes qui influencent la réussite des élèves selon l'origine sociale, le genre ou le territoire, afin de proposer des solutions favorisant l'égalité des chances.

Le programme met également l'accent sur l'inclusion des élèves à besoins particuliers. Il s'agit d'identifier des dispositifs permettant d'améliorer leur accompagnement tout en maintenant des conditions d'apprentissage favorables pour tous les élèves.

L'orientation scolaire et professionnelle constitue un autre axe important. Les projets financés dans le cadre du PPR devront analyser les biais sociaux ou psychologiques qui influencent les choix d'orientation afin de développer des dispositifs plus équitables et plus efficaces.

Le PPR s'intéresse aussi aux compétences dites du ^{xxi}e siècle, notamment les compétences numériques, l'esprit critique, l'éthique. L'objectif est d'adapter le système éducatif aux évolutions sociales et technologiques contemporaines.

Le programme s'organise autour de trois grands axes. Le premier soutient des recherches exploratoires sur des questions nouvelles. Le deuxième, plus important, finance des études à grande échelle afin de valider scientifiquement certaines hypothèses déjà documentées. Enfin, le troisième axe vise la diffusion et l'implémentation à large échelle de solutions éducatives ayant déjà démontré leur efficacité.

L'ensemble du programme repose sur une logique de collaboration entre chercheurs, chercheuses et acteurs de

1. Cheffe de projet PPR Sciences pour l'éducation à la direction de la recherche et de l'innovation de l'université de Poitiers.

2. Manager de projets au sein du Laboratoire de psychologie du développement et de l'éducation de l'enfant (LaPsyDÉ, UMR8240, CNRS / Université Paris Cité).

3. Professeur de psychologie du développement et de neurosciences cognitives de l'éducation à l'université Paris Cité et directeur du LaPsyDÉ.

4. Directeur de recherche CNRS et directeur du Laboratoire de psychologie sociale et cognitive (LAPSCO, UMR6024, CNRS / Université Clermont Auvergne).

5. Directeur de recherche CNRS au Centre de recherches sur la cognition et l'apprentissage (CeRCA, UMR7295, CNRS / Université de Poitiers).

terrain ainsi que sur une évaluation précise des impacts des dispositifs expérimentés.

Quel est le champ d'application du PPR et quelles sont les retombées attendues auprès de la société ?

Le champ d'application du Programme prioritaire de recherche Sciences pour l'Éducation couvre l'ensemble du système éducatif français, de l'école primaire à l'entrée dans l'enseignement supérieur. Les projets peuvent porter sur les apprentissages, les pratiques pédagogiques, l'orientation, la formation des enseignants, l'organisation scolaire ou encore le numérique éducatif.

Le programme repose sur une approche interdisciplinaire associant chercheurs, chercheuses et acteurs de terrain. Les recherches doivent contribuer à produire des solutions concrètes capables d'améliorer durablement le fonctionnement du système éducatif. Les projets soutenus doivent également intégrer des dispositifs d'évaluation permettant de mesurer leurs effets sur les élèves, les enseignants et les établissements scolaires.

Les retombées attendues pour la société sont nombreuses. Le programme vise d'abord une amélioration de la qualité des apprentissages et des résultats scolaires. Il cherche aussi à réduire les inégalités éducatives afin de renforcer l'égalité des chances et la cohésion sociale.

Le PPR ambitionne également d'améliorer le bien-être des élèves et des personnels éducatifs grâce à des pratiques plus adaptées aux réalités du terrain. Les recherches menées doivent favoriser le développement d'innovations pédagogiques, de ressources numériques et de nouveaux dispositifs de formation.

Une autre retombée importante concerne l'aide à la décision publique. En produisant des données scientifiques solides, le programme doit permettre aux responsables éducatifs de mettre en place des politiques fondées sur des preuves et sur l'évaluation des résultats obtenus.

Enfin, le programme participe au développement de la science ouverte grâce au partage des données, des publications et des outils produits par la recherche. Cette diffusion des connaissances vise à renforcer les liens entre recherche, éducation et société tout en facilitant l'accès aux innovations éducatives sur l'ensemble du territoire.

contact&info

► Grégoire Borst,
LaPsyDÉ
gregoire.borst@paris-
descartes.fr



Towfiq barbhuiya © Licence Unsplash

Les troubles spécifiques des apprentissages : mieux les connaître pour mieux les accompagner

Directrice de recherche CNRS en neurosciences cognitives, Véronique Boulenger s'intéresse à l'ancrage du langage dans le système sensorimoteur, ainsi qu'à la synchronisation des rythmes cérébraux sur la parole, chez des populations neurotypiques ou présentant des troubles du langage. Ingénieure d'études CNRS, Jennifer Krzonowski accompagne les équipes de recherche dans la mise en œuvre de protocoles expérimentaux visant à étudier le développement et le traitement du langage. Directrice de recherche CNRS, Alice Catherine Roy s'intéresse aux représentations du corps et de l'action ainsi qu'aux interactions entre le système moteur et les différentes composantes du langage, de la phonologie à la syntaxe, chez des populations neurotypiques et présentant un trouble du développement de la coordination. Maîtresse de conférence à l'université Lyon 1 et orthophoniste, Agnès Witko développe des travaux visant à mieux comprendre les interactions entre facteurs environnementaux et développementaux, qu'il s'agisse de caractériser le bilinguisme ou de comprendre la diversité des profils de dyslexie. Toutes quatre sont membres du laboratoire Dynamique du langage (DDL, UMR5596, CNRS / Université Lumière Lyon 2) dont les recherches explorent l'articulation entre la diversité des milliers de langues parlées à travers le monde et l'universalité de la capacité langagière humaine.

Selon le Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM-5) paru en 2013, les troubles spécifiques des apprentissages sont classés parmi les troubles du neurodéveloppement (TND). Ils concernent principalement :

- la lecture, appelé trouble spécifique des apprentissages avec déficit de la lecture ou dyslexie ;
- l'expression écrite, appelé trouble spécifique des apprentissages avec déficit de l'expression écrite, désignée par dysorthographe ;
- les mathématiques, appelé trouble spécifique des apprentissages mathématiques, connu sous le nom de dyscalculie.

Ces troubles sont souvent regroupés sous le terme « troubles dys », qui englobe également le trouble développemental du langage (TDL) ou dysphasie, le trouble développemental de la coordination (TDC) ou dyspraxie, ainsi que le trouble déficit de l'attention, avec ou sans hyperactivité (TDAH).

Selon l'Inserm¹, les troubles spécifiques des apprentissages concernent 5 à 7 % des enfants d'âge scolaire, avec 1 à 2 % de formes sévères parmi les troubles « dys », soit environ un à deux élèves par classe. Ces troubles sont primaires : ils ne découlent pas d'un déficit intellectuel, sensoriel, social ou éducatif, mais de mécanismes neurobiologiques spécifiques. Ces troubles présentent un impact durable sur la scolarité et la vie quotidienne, et persistent à l'âge adulte. 40 % des enfants avec un trouble « dys » présentent plusieurs troubles associés, par exemple TDL et TDC, TDC et TDAH, TDL et dyslexie/dysorthographe, ou encore dyslexie/dysorthographe et dyscalculie.

La dyslexie et la dysorthographe

La dyslexie développementale et la dysorthographe sont deux troubles, parmi les plus repérés, qui touchent environ un enfant sur six ou dix selon les études. Bien que leur

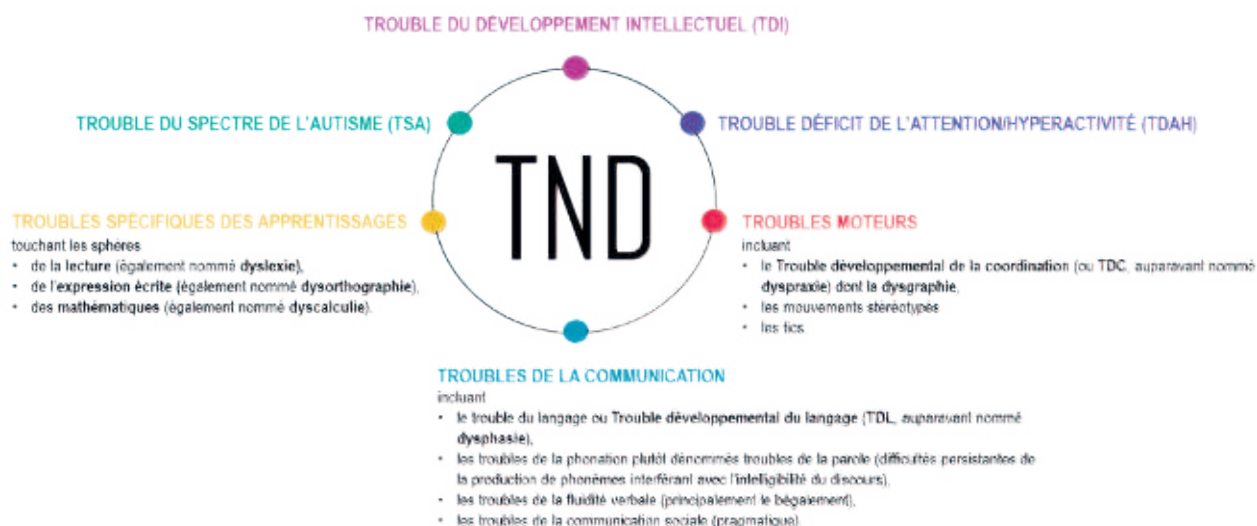


Figure 1 : Troubles du neurodéveloppement selon le DSM-5 (2013). En France, il est d'usage d'utiliser le terme « Troubles Dys », absent du DSM-5, pour regrouper les troubles suivants : TDC (dyspraxie), TDL (dysphasie), dyslexie, dysorthographe et dyscalculie (en gras sur la figure).

1. Mikaeloff Y., Chaix Y., Ramus F., Delteil F., Huron C., Billard C., Rossi S., Lanoë C. 2019, Troubles spécifiques des apprentissages. Les « dys », des troubles durables mais qui se prennent en charge.

origine exacte reste inconnue, des antécédents familiaux sont souvent observés. Ils se manifestent chez des personnes dont l'intelligence est préservée, évoluant dans un milieu socio-culturel stimulant, avec une scolarité adaptée et une exposition suffisante à la langue écrite.

La dyslexie, aussi appelée « trouble spécifique des apprentissages avec déficit de la lecture », se caractérise par des difficultés à lire de manière fluide, précise et rapide, ainsi qu'à comprendre un texte écrit. Dans les langues alphabétiques, elle se manifeste par une difficulté à intégrer les principes du code alphabétique (association des lettres/graphèmes aux sons/phonèmes) et à acquérir un lexique orthographique. Ces difficultés entraînent des erreurs de décodage, des confusions de lettres, des inversions ou des omissions, rendant la lecture laborieuse. Elle est très souvent associée à la dysorthographie, mais cette dernière peut également se manifester de manière isolée.

La dysorthographie, ou « trouble spécifique des apprentissages avec déficit de l'expression écrite », est un trouble de l'acquisition et de l'automatisation de l'orthographe. Elle impacte principalement l'exactitude en orthographe, en ponctuation et en grammaire, ainsi que la clarté de l'expression écrite. On distingue deux formes principales : la dysorthographie phonologique, où les mots écrits ne correspondent pas à la forme sonore voulue en raison de difficultés à encoder les sons du langage (phonèmes), et la dysorthographie lexicale ou de surface, où les difficultés résident dans le rappel de la forme visuelle des mots, entraînant des erreurs d'orthographe malgré une prononciation correcte. Les personnes dysorthographiques peuvent commettre des erreurs ou omissions dans la copie de mots, produire des transcriptions confuses lors de prises de notes ou de dictées, ou avoir un graphisme déformé ou illisible.

Ces troubles entraînent des difficultés persistantes à l'âge adulte dans des tâches liées à l'écrit, avec un retentissement fonctionnel important : ils peuvent freiner la progression scolaire et académique, générer une grande fatigabilité dans les activités de lecture ou d'écriture, et poser des défis dans la vie quotidienne, notamment pour comprendre des textes administratifs ou produire des documents professionnels. Pourtant, selon le Collège français d'orthophonie (CFO)², les personnes concernées conservent une compréhension orale normale, qui constitue un appui précieux pour les apprentissages.

La dyscalculie

Le « trouble spécifique des apprentissages mathématiques », ou dyscalculie, est un trouble neurologique qui affecte la capacité d'une personne à comprendre et à manipuler des nombres, des concepts et des opérations mathématiques. Il touche 3 à 7 % des individus selon les études, et 20 % des personnes dyslexiques en sont également atteintes. Comme pour la dyslexie et la dysorthographie, la dyscalculie se manifeste chez des personnes dont l'intelligence est par ailleurs préservée.

Les personnes dyscalculiques ont en général des difficultés à évaluer de petites quantités, à dénombrer, à manipuler le code arabe pour lire, écrire et comprendre le sens des nombres. Les calculs arithmétiques simples, en calcul mental et même à l'écrit, sont problématiques. Il est également difficile pour ces personnes de mémoriser ou d'apprendre des nombres, comme les numéros de téléphone ou les tables d'addition ou de multiplication. Les personnes avec une dyscalculie peuvent enfin éprouver des difficultés à distinguer les symboles +, -, x, et / ou à comprendre des concepts comme « moins que » ou « deux fois plus que ».

La dyscalculie est un trouble qui persiste à l'âge adulte et qui engendre des difficultés au quotidien, comme vérifier sa monnaie, évaluer les distances, les poids, utiliser les dates et les heures, ou encore décoder un schéma de montage de meuble.

Repenser les troubles spécifiques des apprentissages : hétérogénéité, résilience et adaptations

Pour faire évoluer les représentations sur les troubles spécifiques des apprentissages, il est essentiel d'en saisir la complexité et d'en aborder toutes les dimensions.

On observe une grande hétérogénéité clinique au sein des troubles « dys ». En effet, ils ne se manifestent pas de la même manière chez toutes les personnes concernées. Les déficits cognitifs sous-jacents, tels qu'une mémoire à court terme fragile ou une perception et une catégorisation des sons de parole altérées, et leurs manifestations comportementales, telles qu'une lecture lente et laborieuse ou des difficultés en orthographe, sont très variables d'une personne à l'autre. Ces déficits peuvent se combiner de multiples façons, expliquant la diversité des profils observés. Quelle que soit la combinaison de déficits, les troubles « dys » engendrent inévitablement un coût cognitif et une fatigue, souvent peu visibles.

Au-delà des difficultés rencontrées, il est crucial de repérer et de valoriser les forces et les ressources sur lesquelles les personnes concernées peuvent s'appuyer. Celles-ci peuvent inclure un bon niveau de vocabulaire, de solides capacités de raisonnement, une ténacité et une volonté de réussir, ainsi que des capacités de résilience face aux obstacles répétés.

Les troubles « dys » s'accompagnent souvent de répercussions émotionnelles et psychologiques importantes. Les difficultés rencontrées au quotidien, en particulier dans le milieu scolaire, ainsi que les échecs répétés affectent souvent l'estime de soi et génèrent du stress, de l'anxiété ou encore du découragement. Ces aspects trop souvent négligés, de même que la fatigue, le coût généré par les troubles et les compensations mises en place, jouent un rôle déterminant dans le bien-être et la motivation des personnes concernées.

Par ailleurs, les troubles « dys » se répercutent également sur l'entourage. Les dynamiques familiales, les interactions sociales et les opportunités offertes par la société influencent fortement la capacité à surmonter les obstacles. Un

2. Collège français d'orthophonie, 2022, [Recommandations de bonne pratique d'évaluation, de prévention et de remédiation des troubles du langage écrit chez l'enfant et l'adulte](#).

environnement bienveillant, adapté et sensibilisé favorise le développement de stratégies de compensation efficaces, contribuant à l'épanouissement personnel, scolaire et professionnel des personnes présentant un trouble « dys ».

Enfin, les besoins des personnes avec des troubles « dys » évoluent tout au long de la vie. Les aménagements qui se révèlent efficaces à une étape du parcours peuvent devenir insuffisants ou inadaptés ensuite. Ce qui fonctionnait à l'école primaire peut ainsi ne plus suffire au collège ou au lycée. Certaines compétences s'acquièrent plus tardivement, tandis que de nouveaux défis apparaissent dans le cadre scolaire, professionnel ou personnel. Une prise en charge efficace doit donc être personnalisée, flexible et évolutive, en proposant des aménagements adaptés à chaque étape de vie.

Pour résumer, une approche centrée non seulement sur les difficultés mais aussi sur les capacités, les forces et les stratégies de compensation des personnes concernées contribue à transformer durablement le développement individuel et le parcours de vie de chacun, en lui offrant les mêmes chances de réussite personnelle et sociale que ses pairs.



Illustration de la mallette de sensibilisation « Et si j'étais dys... »

« Et si j'étais dys... », une mallette de sensibilisation aux troubles dys et de l'attention

Au laboratoire Dynamique du Langage (DDL) à Lyon, laboratoire engagé dans la science ouverte sur la société et ayant une forte expertise sur le développement neurocognitif, une équipe de chercheuses, orthophoniste, ingénieure et neuropsychologue a conçu la mallette pédagogique « Et si j'étais dys ».

Cet outil pédagogique propose cinq ateliers interactifs, chacun dédié à un trouble « dys » (dyspraxie, dysphasie, dyslexie, dyscalculie et TDA/H). Pour chaque trouble, trois mises en situations sont proposées. Elles permettent d'expérimenter des situations du quotidien vécues par les personnes concernées, d'échanger autour des ressentis et de mieux comprendre ces troubles du neurodéveloppement. La mallette vise à sensibiliser un large public, professionnel ou non — enseignantes, personnels de médiathèques et de maisons des jeunes et de la culture (MJC), missions handicap, associations — souhaitant disposer de ressources pour mieux connaître les TND et accompagner les personnes touchées. Les parents y trouveront également une précieuse opportunité d'expérimenter de façon immersive les difficultés vécues par leur enfant.

La mallette, disponible à cette adresse, inclut un livret explicatif qui présente les troubles du neurodéveloppement et détaille le déroulement des ateliers pour une prise en main autonome³.

contact&info

► Jennifer Krzonowski,
DDL

Jennifer.krzonowski@cnrs.fr

3. Pour en savoir plus sur la mallette « Et si j'étais dys », voir : Boulenger V., Krzonowski J., Marcastel A., Roy A. C., Witko A. 2026, Vers une société de la connaissance et de la reconnaissance : comprendre et faire vivre les troubles du neurodéveloppement, CNRS Sciences humaines & sociales - La Lettre n°95 : 26-28.

Motricité et cognition : deux facettes d'un développement unique

Jérémy Danna est chargé de recherche CNRS au laboratoire *Cognition, Langues, Langage, Ergonomie (CLLE, UMR5263, CNRS / Université Toulouse - Jean Jaurès / Université Bordeaux Montaigne)*. Il mène des recherches en neurosciences comportementales et cognitives et en psychologie. Il s'intéresse particulièrement à l'apprentissage de l'écriture manuscrite à l'ère du numérique.

Quelles sont les interactions entre développement cognitif et développement moteur ? Voilà la question à laquelle ce court article tentera d'apporter une réponse. Mais ne vous y trompez pas, c'est bel et bien un livre qu'il faudrait écrire pour apporter une réponse plus complète à cette question qui ne date pas d'hier, posant les bases du dualisme cartésien. Et si l'on doit traiter d'ouvrage sur ce lien entre corps et esprit, alors commençons par *Le Scaphandre et le Papillon* pour reprendre la métaphore de Jean-Dominique Bauby, servant de titre à son ouvrage autobiographique exceptionnel. Exceptionnel car écrit principalement à l'aide de la seule action que son corps était capable de faire suite à un accident vasculaire qui le plongeait dans le syndrome d'enfermement : cligner son œil gauche. Le syndrome d'enfermement est un syndrome neurologique rare, amenant le patient à rester conscient avec ses facultés cognitives intactes, mais dans l'incapacité de bouger, de parler ou de manger, en raison d'une paralysie motrice complète, excepté le mouvement des paupières (et parfois des yeux). Cet exemple amènerait à conclure que ce lien entre corps et cognition n'est pas si étroit. Mais il faut savoir que dans ce cas clinique, le corps n'est pas éteint même s'il n'agit plus, le patient continue de percevoir, de ressentir, d'entendre et de voir, permettant d'être toujours en contact avec le monde extérieur, même si l'interaction est extrêmement réduite. Se demander si nos facultés cognitives peuvent se développer et subsister en l'absence de perception et d'action de notre corps conduit à une réponse sans équivoque : non, c'est impossible.

Nos actions sont déterminées par nos connaissances et nos connaissances sont déterminées par ce que nous expérimentons au travers de nos actions. Nous ne percevons ni ne comprenons le monde tel qu'il est, mais tel que nous sommes, biaisés par nos *a priori* (*priors*) issus de nos expériences passées, et qui modulent notre perception de l'environnement et de nous-même, notre manière de penser et d'agir. Ces mots introduisent le cadre conceptuel de la cognition 4E (*Embodied, Embedded, Extended, Enactive*) défendant une vision incarnée et située de nos processus cognitifs. Nos processus cognitifs sont incarnés (*Embodied*) au sens où ils émergent de l'interaction entre notre corps et l'environnement, et non de représentations totalement abstraites. Ils sont situés (*Embedded*) au sens où ils dépendent du contexte environnemental dans lequel nous agissons. Ils peuvent être étendus (*Extended*), lorsque qu'ils reposent sur des outils externes (comme le GPS qui nous guide, ou

le carnet de note qui devient notre hippocampe externe si ce n'est pas le *smartphone*...). Enfin, ils sont « enaction » (*Enactive*), au sens où nous construisons notre expérience du monde en agissant dans celui-ci.

Quel impact sur l'apprentissage ? Inscrit dans cette conception de la cognition incarnée, de nombreuses recherches ont révélé un bénéfice d'effectuer une action motrice en cours d'apprentissage, que ce soit dans le domaine du langage ou des mathématiques. Prenons l'exemple de l'apprentissage de nouveaux mots². Apprendre *att scriva* en suédois en effectuant le geste d'écrire, sans avoir besoin d'un stylo dans les mains, nous permet de mieux se souvenir de sa traduction « écrire ». Notons que cette facilitation motrice est également présente pour retenir des mots plus abstraits, en utilisant des gestes symboliques (par exemple : croiser les doigts pour apprendre le mot « chance »). Un autre exemple concerne les premiers apprentissages en numératie, dont les performances sont corrélées à la dextérité manuelle chez le jeune enfant³.

Comment évolue l'interaction entre développement moteur et cognitif chez l'enfant ?

Les interactions entre développement cognitif et moteur sont fortes dans les premières années de vie. Une revue de portée récente⁴ indique que les compétences motrices présentent des associations positives avec les capacités cognitives ultérieures dans les premières années de vie, la motricité fine ayant une valeur prédictive particulièrement forte. Une explication est que les compétences motrices précoces peuvent déclencher des cascades⁵ de changements développementaux dans les domaines cognitifs, et réciproquement.

La motricité fine et la dextérité manuelle sont les habiletés motrices qui présentent les liens les plus importants avec les résultats cognitifs ultérieurs. Ce lien entre développement manuel et développement cognitif, en particulier langagier, questionne. Les travaux menés en neurosciences, en neuropsychologie et en éthologie, rapportent des résultats étonnants ainsi que des éléments de compréhension. Les processus langagiers engagent des régions cérébrales principalement situées dans notre hémisphère gauche, également impliquées dans le contrôle de notre main droite et plus globalement dans l'exécution ou la compréhension des actions motrices chez les personnes droitières. Prenons

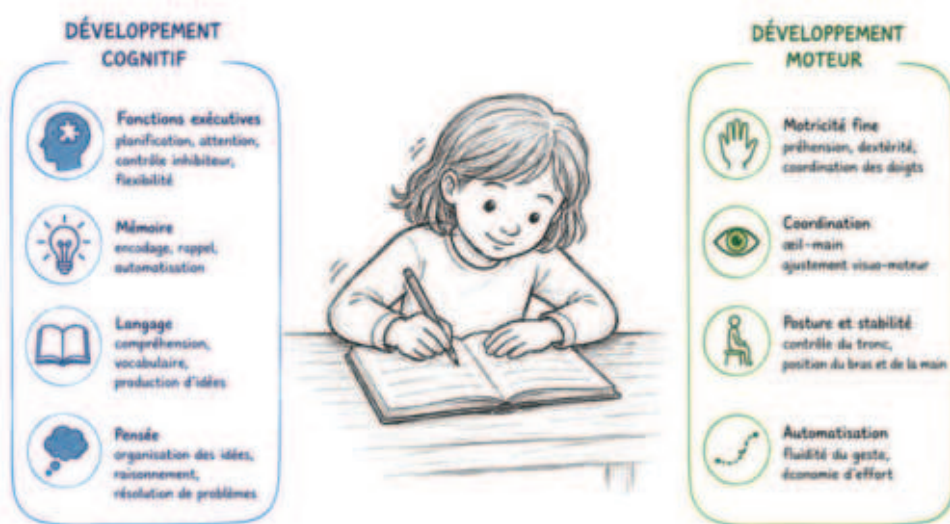
1. Bauby J-D. 1997, *Le Scaphandre et le Papillon*, Robert Laffont, 112p.

2. Pour une revue, lire : Hald L.A., de Nooijer J., van Gog T. & al. 2016, *Optimizing Word Learning via Links to Perceptual and Motoric Experience*, *Educational Psychology Review* 28:495-522.

3. Voir par exemple : Fischer U., Suggate S. P., Schmirer J., Stoeger H. 2018, *Counting on fine motor skills: links between preschool finger dexterity and numerical skills*, *Developmental Science*, 21:e12623.

4. Baduni K., Khan O. A., Modlesky C. M., Maitre N. L. 2026, *Early motor and cognitive development in typically developing children and those with or at high risk of cerebral palsy: A scoping review*, *Developmental Medicine & Child Neurology*, 68:623-635.

5. Ce concept de « cascades développementales » repose sur un cadre théorique construit pour comprendre comment les progrès dans un domaine peuvent exercer des changements profonds et durables dans d'autres domaines. Pour plus d'informations, lire Masten A. S., Cicchetti D. 2010, *Developmental cascades*, *Development and Psychopathology*, 22(3):491-495.



L'écriture manuscrite, une activité centrale pour le développement cognitif et moteur chez l'enfant.
Création assistée par intelligence artificielle

l'exemple de la célèbre aire de Broca, connue originellement pour son rôle primordial dans la communication orale. Des travaux plus récents amènent à présent à reconsidérer la spécificité de cette région clé, suite à l'attribution d'un rôle tout aussi important dans la mémoire procédurale. Il s'avère que cette région est impliquée dans la représentation de structures hiérarchiques abstraites, indépendamment du domaine langagier, musical ou moteur⁶. De manière générale, l'implication fonctionnelle de certaines régions motrices dans le traitement du langage a amené un grand nombre de chercheurs et chercheuses à soutenir une hypothèse gestuelle de l'origine du langage⁷, hypothèse selon laquelle les gestes fins de la main droite ont pu contribuer à l'émergence des capacités langagières. Ainsi, la parole serait une exaptation, c'est-à-dire une réutilisation adaptative d'une fonction préexistante, induisant ici un « recyclage neuronal⁸ » des régions cérébrales originellement dédiées à la motricité manuelle. Cette hypothèse évolutive repose sur des travaux relatant une plus grande utilisation de la main droite lorsqu'elle est à visée communicationnelle chez le primate non humain, et également chez l'enfant, même s'il est gaucher.

Apprendre à écrire à la main : une activité singulière qui renforce les interactions entre développement moteur et développement cognitif

L'écriture manuscrite est une activité culturelle, artéfactuelle même puisque fabriquée par l'être humain il y a quelques milliers d'années. L'acquisition de l'écriture exige un apprentissage long et contraignant, nécessitant des centaines d'heures de pratique. Cet apprentissage est difficile à plusieurs titres. Sur le plan moteur, écrire est un mouvement parmi les plus complexes de notre répertoire. Former les lettres et écrire des mots nécessitent de coordonner de nombreux muscles fins et distaux. Sur le plan linguistique, écrire requiert des compétences orthographiques, grammaticales, syntaxiques

et textuelles, afin de produire un écrit correct et cohérent pour communiquer. Enfin, sur le plan cognitif, écrire nécessite un contrôle important, impliquant entre autres des capacités attentionnelles, de planification, et de mémoire.

En tant qu'habileté non naturelle nécessitant une très grande quantité de pratique, et impliquant de nombreux processus cognitifs et moteurs, l'écriture manuscrite mobilise de nombreuses régions cérébrales. Son apprentissage participe donc activement au neurodéveloppement de l'enfant. Elle joue notamment un rôle primordial sur le phénomène de latéralisation cérébrale, apparue au cours de l'évolution pour optimiser l'espace disponible de notre cerveau grâce à la spécialisation et la différenciation de certaines fonctions dans chaque hémisphère. Pour preuve,

d'anciens travaux menés dans les années 1930 ont mis à jour un constat surprenant : parmi plusieurs centaines d'individus qui souffraient d'un bégaiement, trouble du langage oral, il s'avère que plus de la majorité d'entre eux étaient des gauchers contrariés, c'est-à-dire des personnes gauchères que l'on a forcées à apprendre à écrire avec la main droite au cours de leur enfance⁹. Ces résultats soulignent l'importance de respecter les prédispositions naturelles de l'enfant lors de l'apprentissage de l'écriture. Notons pour conclure que ces résultats questionnent également l'impact potentiel de l'introduction massive des claviers dans les établissements scolaires. Au-delà de l'acquisition de nouvelles compétences numériques essentielles pour préparer le citoyen de demain, quel en sont leurs effets sur le développement moteur et cognitif de l'élève ? En tant qu'habileté bimanuelle, le clavier va-t-il modifier le développement de la latéralisation manuelle chez l'enfant ? Et *quid* de son impact sur le développement langagier et cognitif ? Les études sont florissantes sur ce sujet, et les résultats préliminaires des travaux menés actuellement chez l'adulte révèlent que l'utilisation du clavier à la place du stylo a un effet délétère sur nos performances de raisonnement dans une tâche de réflexion cognitive. Voilà de quoi nous faire réfléchir...

contact&info

► Jérémy Danna,
CLLE

jeremy.danna@univ-
tlse2.fr

6. Fadiga L., Craighero L., D'Ausilio A. 2009, *Broca's Area in Language, Action, and Music*, *Annals of the New York Academy of Sciences*, 1169:448-458.

7. Pour un ouvrage, lire : Corballis M. C. 2020, *From Hand to Mouth: The Origins of Language*, Princeton University Press.

8. Cette notion de recyclage neuronal a été proposée par Stanislas Dehaene pour comprendre les mécanismes cérébraux de la lecture et de l'arithmétique (pour plus d'informations, lire Dehaene S. 2005, *Evolution of human cortical circuits for reading and arithmetic: The "neuronal recycling" hypothesis*, in S. Dehaene (Ed.), *From monkey brain to human brain*, MIT Press, pp. 133-157.

9. Pour une revue récente, lire : Kushner H. I. 2011, *Retraining the King's left hand*, *Lancet*, 377:1998-1999.

Langues et grammaires du monde dans l'espace francophone : la diversité linguistique au service de l'enseignement du français

Elena Soare s'intéresse au fonctionnement du langage humain. Ses travaux portent notamment sur la syntaxe et la morphosyntaxe des langues romanes, et sur les langues d'héritage. Anne Zribi-Hertz étudie la morphosyntaxe des langues naturelles. Ses recherches les plus récentes portent en particulier sur la morphosyntaxe des créoles à base française, spécialement l'haïtien et le martiniquais. Toutes deux sont linguistes, professeures à l'université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis et membres du laboratoire Structures formelles du langage (SFL, UMR7023, CNRS / Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis).

Le projet Langues et grammaires du monde dans l'espace francophone (LGMEF), qui fête en 2026 sa douzième année d'existence, est né au laboratoire Structures formelles du langage d'une rencontre entre un groupe de linguistes-grammairiens et des professeurs de français travaillant au sein d'unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants (UPE2A), ces classes de collège spécialisées dans l'accueil et l'intégration des élèves allophones. Les linguistes — certains rattachés au laboratoire SFL susmentionné, d'autres ailleurs¹ — souhaitaient mettre leurs compétences au service d'un public large en montant une archive documentaire sur « les langues qui nous entourent ». Les professeurs d'UPE2A, représentés par Dominique Levet, responsable de leur formation à la Direction académique de Seine-Saint-Denis, étaient, justement, preneurs d'informations sur les langues parlées par leurs élèves allophones, devenues de plus en plus nombreuses dans l'Hexagone au gré des mouvements migratoires des années 2010. Chez les enseignants, l'idée faisait lentement son chemin que la didactique du Français Langue Seconde (FLS) n'a pas pour finalité de remplacer la langue de l'élève par une autre (le français), mais d'ajouter une langue (le français) à sa compétence linguistique initiale, comme l'argumente Michel Launey² pour le contexte spécifique de l'Outre-mer. Cette nouvelle attitude didactique

repose sur l'hypothèse largement démontrée que le cerveau humain sait naturellement gérer le bi- ou plurilinguisme, et que le plurilinguisme est favorable (et non pas défavorable) au développement cognitif de l'enfant³.

Comment faire évoluer sa pratique didactique en s'appuyant sur la compétence linguistique initiale des élèves quand on est un professeur de collège francophone chargé de groupes multilingues périodiquement renouvelés ?

Le projet LGMEF s'est structuré d'emblée autour de cette problématique spécifique.

Il est clairement exclu de demander aux enseignants d'UPE2A d'« apprendre » toutes les langues de leurs élèves, très nombreuses et fluctuant d'un groupe-classe à l'autre. On devrait toutefois pouvoir leur fournir une quantité limitée d'informations utiles sur ces langues : leur nature, leur extension, leurs locuteurs, leur sonorité ou visualité, leur écriture, leur grammaire, leurs convergences et divergences avec le français — informations dont ils puissent se servir dans leur pratique pédagogique. Cette hypothèse a conduit au modèle des *fiches-langues LGMEF* que l'on trouve regroupées sur une page dédiée (Image 1).



Exemple de fiche-langue : le Pendjabi

1. Laboratoire de linguistique formelle (LLF, UMR7110, CNRS / Université Paris Cité) ; Laboratoire Dynamique du langage (DDL, UMR5596, CNRS / Université Lumière Lyon 2) ; Inalco.
2. Launey M. 2014, De la typologie linguistique à sa déclinaison didactique : pour la maîtrise du langage et de la langue française par l'aide au bilinguisme dans les Outre-mer français, in J.F. de Pietro et M. Rispaïl (dir.), *L'enseignement du français à l'heure du plurilinguisme*, Presses universitaires de Namur, 2014, pp. 65-79.
3. À ce sujet, voir : Barc R., Bialystok E. 2011, Cognitive development of bilingual children, *Language teaching* 44-1 : 36-54 ; Grosjean F. 2015, *Parler plusieurs langues : le monde des bilingues*, Albin Michel ; Parent S. 2016, *Pourquoi nos petits bilingues sont-ils plus agiles mentalement ?*, Radio Canada International.

121 langues documentées



Page Langues du site LGMEF : 121 langues documentées

Les fiches-langues sont rédigées en français par des linguistes généralistes ou spécialistes de certaines langues, parfois associés à des consultants locuteurs des langues décrites. Le nombre et la diversité des langues traitées implique de *nombreuses collaborations*, tant en France qu'à l'étranger. Les textes ont une longueur limitée à 4 pages, permettant leur impression sur les deux faces d'un feuillet A4. Mais chaque fiche a un contenu informatif relativement riche : présentation générale de la langue, éléments de phonologie, lexique, éléments de grammaire (verbe et phrase, domaine nominal), crucialement présentés dans une optique contrastive Langue/Français et illustrés par des exemples concrets de formes linguistiques. Les exemples-phrases sont rendus transparents pour tout lecteur grâce à une double traduction (glose mot-à-mot + traduction française). Le style du commentaire aspire à rester accessible à des enseignants francophones non linguistes.

Depuis le lancement du projet, les fiches-langues LGMEF ont reçu un accueil enthousiaste d'un grand nombre de professeurs et de formateurs de Français Langue Seconde qui, forts de ces nouveaux outils, ont pu ouvrir leur pratique didactique à une réflexion interactive sur le langage, les langues et leurs grammaires, ajustable à chaque groupe-classe.

Les fiches-langues LGMEF ont nourri la rédaction de l'ouvrage de Dominique Levet, Elena Soare et Anne Zribi-Hertz⁴ destiné aux professeurs de FLS, qui présente en contrepoint la grammaire du français et celles d'un panel de langues diverses, avec des suggestions d'activités pédagogiques sur le français. En 2026, les fiches-langues LGMEF sont à même de documenter des intelligences artificielles capables d'analyser des productions d'élèves et de suggérer des exercices de remédiation en français ajustés individuellement à chaque apprenant.

L'archive LGMEF ne contient pas que ces fiches-langues si appréciées des professeurs de FLS. On y trouve aussi

notamment :

- ▶ des *fiches-phonologie*, complétant la section Phonologie de certaines fiches-langues ;
- ▶ des *bibliographies*, complétant certaines fiches-langues ;
- ▶ des *versions multilingues* (transcrites, glosées, traduites et enregistrées) de l'histoire de l'âne de Nasreddine, un petit conte moyen-oriental à tradition orale ;
- ▶ des *échantillons de lexiques* transcrites et enregistrés ;
- ▶ des *formules dialoguées* (transcrites, glosées, traduites et enregistrées) ;
- ▶ un *jeu interactif* « Reconnaître les langues », librement accessible en ligne ;
- ▶ une *collection de chansons* en langues diverses, avec paroles transcrites-glosées-traduites et lien audio.

Les langues jusqu'ici documentées dans le site LGMEF se distribuent déjà sur quatre continents (Europe, Amérique, Afrique, Asie) et incluent non seulement de « grosses » langues bien identifiées de tous, mais aussi des langues à tradition orale, des « langues de France » dites « régionales », une langue signée (la LSF), certaines langues menacées d'extinction. L'approche descriptive place toutes les langues à égalité en interrogeant de la même façon la grammaire de chacune.

Le projet LGMEF veut contribuer à une rénovation de la didactique du français par la linguistique-grammaire, en encourageant les enseignants à embrasser la richesse linguistique véhiculée par leurs élèves et leurs familles. Plutôt qu'un lieu de transmission unilatéral d'un savoir (« le français ») passant de l'enseignant vers les élèves, la classe de FLS devient un laboratoire de réflexion sur les langues humaines et leurs grammaires, ciblant pour les apprenants l'acquisition d'une langue supplémentaire : le français. Au-delà des classes pour allophones, la diversité des langues et des grammaires gagnerait aussi à alimenter certains cours de français dans les classes dites « ordinaires », dont les élèves francophones sont bien souvent aussi locuteurs ou héritiers d'autres langues méritant d'être observées, et n'ont de toutes façons pas pour grammaire principale celle du français normé enseigné par l'école.

Le projet LGMEF est spécifiquement francophone puisqu'il aspire à rénover la didactique du français. Mais l'idée d'une archive documentaire entérinant la diversité linguistique environnante, et l'approche grammaticale qui caractérise ce projet, sont clairement exportables à d'autres pays et adaptables à d'autres langues d'enseignement et d'intégration.

Ressources en ligne

- ▶ [Archive LGMEF](#)
- ▶ [Bibliographie sur le bi-/plurilinguisme](#)

contact&info

▶ Elena Soare
elena.soare@univ-paris8.fr
Anne Zribi-Hertz
azhertz@orange.fr
SFL

4. Levet D., Soare E., Zribi-Hertz A. 2021, *Français et langues du monde : comparaison et apprentissage*, Hachette.

Langues et inégalités éducatives dans les Outre-mer : comment mieux apprendre en s'appuyant sur les langues et savoirs des élèves ?

Directrice de recherche CNRS au sein du laboratoire *Structure et dynamique des langues* (SEDYL, UMR8202, CNRS / Inalco / IRD), Isabelle Léglise mène des recherches sur le multilinguisme en Guyane, au Brésil et au Surinam. Ses travaux l'ont amenée à se spécialiser dans les domaines de la variation et de l'hétérogénéité linguistique en situation de contact de langues, des pratiques langagières plurilingues et hétérogènes, de la transmission des langues en situation de mobilité notamment au sein de familles transnationales, et de la prise en compte du plurilinguisme dans les domaines de l'éducation et de la santé. Elle mobilise dans ses travaux les cadres de l'anthropologie linguistique, de la sociolinguistique et de l'analyse de discours.



Grandir dans les Outre-mer © UNICEF, CC-BY

Des inégalités éducatives persistantes et alarmantes

Dans les Outre-mer français, les défis éducatifs sont plus aigus que dans l'Hexagone. Entre un élève sur quatre et un sur deux, selon les territoires, quitte le système scolaire sans diplôme, un taux deux à trois fois supérieur à la moyenne nationale. Les résultats aux examens (brevet, bac) y sont les plus bas de France et 43 % des élèves de CE1 ont des acquis insuffisants en français, contre seulement 7 % en métropole.

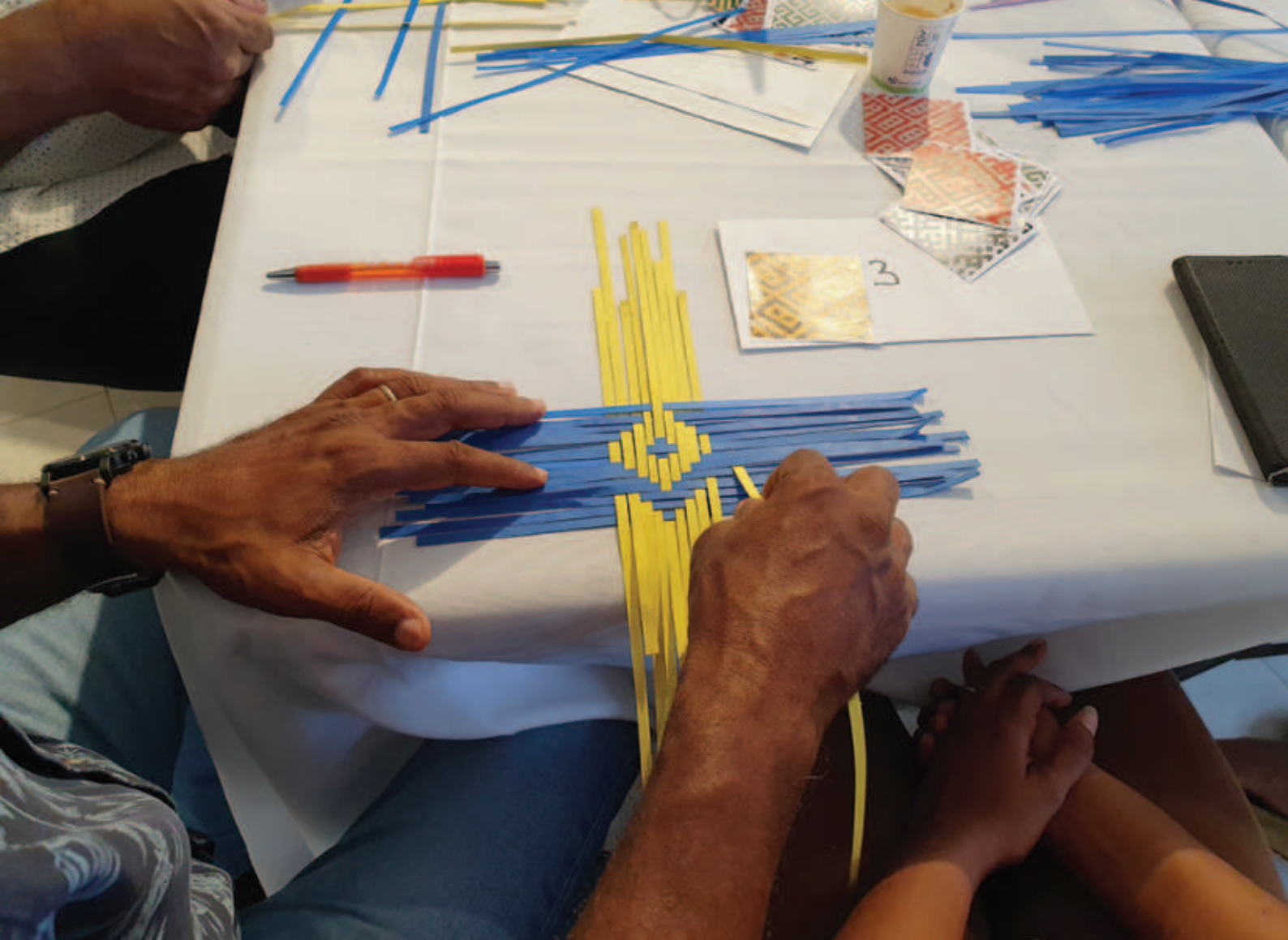
Ces constats, mis en valeur par les travaux de recherche et relayés désormais par plusieurs rapports officiels (comme par le Conseil économique social et environnemental - CESE ou par l'UNICEF), révèlent une urgence sociale et économique. Les raisons de cette situation sont multifactorielles, mais l'inadaptation des dispositifs scolaires à la spécificité linguistique et culturelle des territoires a souvent été pointée du doigt. Tous ces territoires sont multilingues et certains exhibent une grande richesse linguistique comme

Quelques chiffres

- Taux d'illettrisme : un élève sur cinq en Guyane, 40 % des élèves en difficulté en français à Mayotte (vs 11 % en métropole).
- Décrochage scolaire : 38 % des jeunes sans diplôme en Guyane (vs 53 % il y a vingt ans, mais toujours le taux le plus élevé de France).
- Chômage des jeunes : 50 % à Mayotte.

la Guyane où quarante langues sont parlées par les élèves. Pourtant, l'enseignement est dispensé soit exclusivement soit majoritairement en français, alors qu'en Guyane 70 % des enfants ne parlent pas cette langue à l'entrée à l'école¹.

1. Léglise I. 2007, Des langues, des domaines, des régions. Pratiques, variations, attitudes en Guyane, in Léglise, I. & Migge B. (eds.), *Pratiques et attitudes linguistiques en Guyane. Regards croisés*, IRD Éditions, pp 29-47.



Activité mathématique à partir d'un motif autochtone en Guyane (inspecteur langues autochtones, Didier Maurel) © Isabelle Léglise

Les dispositifs existants (comme les classes bilingues, les intervenants dans les langues locales, ou la mise en place de l'éveil aux langues) restent expérimentaux, inégaux selon les territoires, et concernent une minorité d'élèves.

Le projet ILASOM : croiser les regards pour comprendre les inégalités éducatives

Face à ces constats, le projet Inégalités éducatives : langues et accès aux savoirs dans les Outre-mer (ILASOM), a réuni des chercheurs et chercheuses en sciences du langage, sociologie, anthropologie, mathématiques et médiation scientifique dans l'objectif de comprendre les freins à l'apprentissage en s'appuyant sur :

- L'analyse des contextes locaux : chaque territoire ultramarin a son histoire, ses langues et ses défis spécifiques. Par exemple, à Wallis-et-Futuna, le wallisien et le futunien sont largement parlés, mais leur place à l'école reste limitée.
- L'étude des dispositifs existants : pourquoi certains fonctionnent (comme les classes bilingues en Polynésie) et d'autres non, ou sont abandonnés (comme les dispositifs bilingues abandonnés à Mayotte) ? Comment les étendre ?
- La collaboration avec les acteurs de terrain : enseignants, parents, rectorats et associations ont été associés aux réflexions via des séminaires organisés en Guadeloupe, à La Réunion, en Guyane et à Paris.

Les travaux scientifiques montrent que pour des élèves ne parlant pas la langue de scolarisation, ce qui est le cas de beaucoup d'élèves ultramarins, il vaut mieux suivre un cursus bilingue incluant sa propre langue qu'une filière monolingue classique. Les résultats dépassent même ceux de filières monolingues après quelques années. C'est ce qu'a montré une étude menée auprès de 700 000 élèves aux États-Unis il y a près de trente ans. En effet, le bilinguisme permet un transfert des compétences : par exemple la littératie en L1 facilite l'apprentissage de la lecture en L2. Mais le bilinguisme stimule également des compétences dites métalinguistiques (de flexibilité mentale et en résolution de problèmes). Des travaux contemporains en Polynésie montrent également que l'enseignement du tahitien, à raison de quelques heures par semaine, favorise les transferts vers le français, sans retard dans son apprentissage. En Guyane, les élèves progressent mieux en français dans les classes bilingues que ceux en filière classique, et aux Antilles, les résultats aux évaluations nationales des élèves en enseignement bilingue sont supérieurs à ceux en filière classique (Collectif ILASOM 2024¹). Toutefois, le projet ILASOM montre que ces dispositifs ne concernent que très peu d'élèves dans les territoires ultramarins : 6 % des élèves en Guyane ont accès à des dispositifs bilingues et si 35 % des élèves de maternelle bénéficient d'un accueil bilingue à Wallis et Futuna, aucun dispositif n'existe pour leur permettre d'apprendre à lire et à

1. L'article en ligne Collectif ILASOM (2024) offre un premier état des lieux général de la prise en compte des langues et cultures des élèves dans dix territoires ultramarins, avec des chiffres inédits et des retours d'expérience.

écrire dans les deux langues. Enfin, la grande majorité des élèves ultramarins, même ceux ne parlant pas français à leur arrivée à l'école, est scolarisée en classes ordinaires au sein desquelles des adaptations permettant de tenir compte de leurs spécificités font encore défaut.

Un certain nombre de freins institutionnels et idéologiques ont été identifiés, notamment le manque de reconnaissance des langues locales qui a pour conséquence l'inclusion parfois temporaire de langues dans des dispositifs expérimentaux et non pérennes, ou encore le manque de formation des enseignants aux spécificités de l'enseignement bi- ou plurilingue qui peut les amener à reproduire ce qu'ils ont eux-mêmes vécu en tant qu'élèves dans ces espaces postcoloniaux.

Des pistes pour réduire les inégalités

L'originalité du projet ILASOM est d'adopter une perspective transdisciplinaire sur l'éducation dans ces espaces, en se demandant par exemple comment enseigner la grammaire différemment quand les élèves parlent cinq langues différentes au sein de la classe, comment utiliser les langues locales pour expliquer des concepts abstraits en mathématiques, ou encore comment introduire les savoirs locaux en salle de classe sans tomber dans le folklore ?

Parmi les différentes pistes expérimentées pendant le projet, on peut mentionner :

► La comparaison des langues, qui est une activité permettant de former les enseignants et les élèves à comparer les structures du français avec celles de leur langue maternelle ou même avec celles de toutes les langues présentes dans la classe. Une thèse, financée par le CNRS et consacrée à la comparaison de langues en classe ordinaire en Guyane montre comment cette méthode développe l'habileté des élèves à réfléchir sur le fonctionnement des langues et facilite les apprentissages².

► L'inclusion des langues et savoirs autochtones en salle de classe dans les territoires concernés. Par exemple en mathématiques, des enseignants intègrent des méthodes de calcul traditionnelles (comme celles des Kanak en Nouvelle-Calédonie) pour montrer qu'il existe plusieurs façons de compter et faire des liens entre savoirs scolaires et savoirs en dehors de la classe.

Le projet montre qu'intégrer les langues et savoirs autochtones peut avoir de nombreux bénéfices : par exemple, en Nouvelle-Calédonie, l'enseignement des Éléments fondamentaux de la culture kanak - EFCK (clan, terre, igname, langue) a permis d'améliorer la confiance en soi des élèves et de réduire l'illettrisme (Collectif ILASOM). Toutefois, des risques existent tels que l'appropriation culturelle des savoirs autochtones : il faut se demander qui a le droit d'enseigner ces savoirs et systématiquement associer les communautés locales à leur transmission. Par ailleurs, les savoirs autochtones sont souvent oraux et contextuels : comment les adapter à un cadre scolaire rigide ?

Repenser la formation des enseignants

De nombreux ponts entre la recherche et la formation des enseignants ont été développés, depuis de nombreuses années sur les terrains et en particulier au travers du projet ILASOM. Beaucoup d'enseignants ultramarins ne connaissent pas les langues de leurs élèves. Si encourager le recrutement local et former les enseignants aux réalités sociolinguistiques de leur territoire est une nécessité, on peut citer des initiatives bénéfiques dans les instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (INSPÉ) de différents territoires qui ont été mises en place par des chercheurs et chercheuses ayant créé des modules obligatoires sur le plurilinguisme pour tous les futurs professeurs des écoles (par exemple 64 heures en Guyane, 24 heures en Martinique). Enfin, encourager les échanges entre territoires est une piste afin de partager les bonnes pratiques.

Penser l'école de demain

Le numéro en ligne de la revue *Contextes et Didactiques* illustre les réflexions et résultats du projet ILASOM. Il montre que les Outre-mer ont tout pour devenir des modèles d'innovation pédagogique, à condition de ne plus les considérer comme des exceptions et de faire de leur diversité une force. Les Outre-mer sont des laboratoires vivants pour penser l'école de demain. Les solutions existent : valoriser les langues des élèves et généraliser les dispositifs bilingues, intégrer les savoirs locaux et utiliser les langues et cultures autochtones comme levier pédagogique, former enfin les enseignants différemment en développant des modules sur le plurilinguisme, et en favorisant le recrutement local. Toutefois, ces changements ne sont possibles que si des volontés politiques s'expriment et allouent des moyens pour généraliser les dispositifs bilingues et former les enseignants. Cela nécessite également d'impliquer les communautés locales dans la conception des programmes et de poursuivre, main dans la main, les initiatives sur le terrain et les travaux de recherche.

Aller plus loin :

► Légise I., Muni Toke V. 2024, *Inégalités éducatives : langues et accès aux savoirs dans les Outre-mer*, *Contextes et Didactiques* 24.

► Collectif ILASOM, 2024, *Petit état des lieux de la prise en compte des langues et cultures des élèves à l'école en Outre-mer*, *Contextes et Didactiques* 24.

contact&info

► Isabelle Légise,
SEDYL

isabelle.leglise@cnrs.fr

2. Daure M. 2026 (sous la direction d'Isabelle Légise), *Pratiques (méta)langagières hétérogènes en classe ordinaire : analyse d'interactions lors de séances de comparaison de langues dans le contexte multilingue de la Guyane française*, CNRS / Inalco.

À l'école, des inégalités qui se construisent jour après jour

Frédérique Autin et Sébastien Goudeau mènent des travaux sur l'influence des contextes sur l'apprentissage et la construction des inégalités scolaires. Les écarts de réussite scolaire se lisent trop souvent comme des différences de dons. La psychologie sociale montre qu'ils se construisent ailleurs : dans l'histoire familiale des enfants, dans les situations ordinaires de la classe, et dans la façon dont chacun, élèves comme enseignants, interprète ces écarts. Tous deux sont professeurs en psychologie sociale à l'université de Poitiers et membres du Centre de recherches sur la cognition et l'apprentissage (CeRCA, UMR7295, CNRS / Université de Poitiers).



Le moment de regroupement en maternelle, un rituel ordinaire où la parole se distribue déjà de façon inégale © Pavel Danilyuk

Dans une classe de grande section, l'enseignante réunit ses élèves pour le rituel du matin et propose à chacun de raconter une sortie récente. Quelques mains se dressent sans hésiter : l'une évoque une visite au musée, une autre un après-midi à la médiathèque. À côté, deux enfants se taisent. Non qu'ils n'aient rien fait récemment, mais leurs expériences ne correspondent pas à celles que la question appelle. Cette scène, mille fois rejouée, paraît anodine. Elle dit pourtant l'essentiel : avant même d'apprendre à lire, les enfants n'arrivent pas à l'école avec le même bagage. Ce contraste n'est pas qu'une impression : Sébastien Goudeau et ses collègues ont déjà montré que, lors de ces regroupements, les enfants de milieu populaire prennent moins souvent la parole, sont moins sollicités et s'expriment moins longtemps que leurs camarades plus favorisés, sans que cela tienne à de moindres compétences en langage¹.

Cela illustre une réalité tenace : l'origine sociale demeure, en France, un fort prédicteur des résultats. Comment

l'expliquer, alors que l'école promet l'égalité des chances et que la plupart des enseignants se battent chaque jour pour la réussite de tous ? Si les causes sont multiples, Sébastien Goudeau synthétise ici des travaux de psychologie sociale qui documentent des mécanismes discrets qui, de la famille à la salle de classe, transforment les inégalités sociales de départ en inégalités scolaires.

Les écarts de réussite liés à l'origine sociale précèdent l'école et s'y prolongent. Le panel d'élèves de petite section suivi depuis 2021 par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Éducation nationale le confirme : dès trois ans, sur des épreuves de langage et de mathématiques, les enfants des familles les plus favorisées devancent nettement ceux des familles les plus modestes. Loin de se combler, cet écart de départ tend à s'élargir au fil de la scolarité.

1. Goudeau S., Sanrey C., Autin F., Stephens N. M., Markus H. R., Croizet J.-C., Cimpian A. 2023, Unequal opportunities from the start: Socioeconomic disparities in classroom participation in preschool, *Journal of Experimental Psychology: General*, 152(11) : 3135-3152.



Le rapport à l'écrit se construit très tôt dans la famille, de façon inégale selon les milieux © Rachel Claire

Avant l'école, des bagages inégaux

D'où vient cette avance initiale ? Le sociologue Bernard Lahire l'a montré dans l'ouvrage *Enfances de classe*² : selon le milieu, les enfants grandissent dans des univers très différents et n'entretiennent pas le même rapport aux livres, au langage ou aux savoirs que valorise l'école. La sociologue américaine Annette Lareau décrit, dans les familles aisées, une « cultivation concertée » : on y sollicite sans relâche la parole de l'enfant, on l'encourage à argumenter, à questionner, à négocier, ce qui le prépare à être à l'aise en contexte scolaire. Dans les milieux moins favorisés, on laisse davantage l'enfant grandir à son rythme, dans un rapport au monde tout aussi riche mais moins ajusté aux futures attentes de l'école. Il ne s'agit donc nullement d'un déficit des familles populaires. Comme l'avait analysé Pierre Bourdieu, l'école n'est pas neutre : elle reconnaît et récompense des façons de parler, d'être et de savoir plus proches de celles des milieux favorisés. Les enfants de milieu populaire ne sont pas moins capables ; ils sont moins préparés à répondre aux exigences scolaires.

Dans la classe, des situations qui creusent l'écart

L'école pourrait atténuer ces écarts de départ. Souvent, elle les amplifie, à travers des situations en apparence banales. Travailler ensemble conduit chaque élève à s'observer et à se situer par rapport aux autres. Or cette comparaison n'a rien d'anodin : Dominique Muller et Marie-Pierre Fayant ont

résumé les travaux montrant qu'apprendre qu'un camarade réussit mieux que soi menace l'image de soi, et suffit à détourner une part de l'attention. Jean-Claude Croizet et Sébastien Goudeau ont ainsi mis cet effet en évidence³ : rendre visibles les réussites pendant un exercice, en demandant aux élèves de lever la main dès qu'ils ont terminé, dégrade les performances des enfants les moins familiers des codes scolaires, persuadés d'être moins doués alors qu'ils étaient seulement moins préparés. Détail encourageant : leur expliquer cette différence de préparation suffit à en effacer l'effet.

La comparaison n'est pourtant pas une fatalité. Un élève qui se mesure à un camarade un peu meilleur, et dont il se sent proche, peut au contraire progresser, à condition de croire cette réussite à sa portée. Tout dépend, au fond, du sens que l'on prête aux écarts.

Quand l'écart se lit comme un manque d'intelligence

C'est là qu'intervient le moment décisif : l'interprétation. Faute de voir les inégalités de préparation, on attribue spontanément les écarts de performance à une qualité intérieure, les capacités ou les efforts, plutôt qu'à la situation. Cette grille de lecture s'installe étonnamment tôt : dès la maternelle, les enfants expliquent déjà les différences de réussite par la « nature » de leurs camarades⁴.

2. Lahire B. 2019, *Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants*, Seuil.

3. Goudeau S., Croizet J.-C. 2017, Hidden advantages and disadvantages of social class: How classroom settings reproduce social inequality by staging unfair comparison, *Psychological Science*, 28(2) : 162-170.

4. Renoux M., Goudeau S., Alexopoulos T., Bouquet C. A., Cimpian A. 2024, The inference bias in preschoolers' explanations for achievement differences: Replication and extension, *npj Science of Learning*, 9(1) : 10.

Car cette lecture intérieure gagne aussi les adultes, et c'est ici que le rôle de l'enseignant devient central. Les travaux récents d'Antoine Méry⁵ montrent que, pour expliquer pourquoi un élève participe peu, les enseignants invoquent d'abord des causes propres à l'enfant, son caractère ou sa motivation. Cette manière d'expliquer va de pair avec la croyance en une école juste et en une intelligence fixée une fois pour toutes. Surtout, plus on attribue l'écart à la nature de l'élève, moins on se sent prêt à changer ses pratiques pour le réduire : expliquer avec des causes internes aux élèves serait un frein à l'action.

Ces interprétations se traduisent en décisions concrètes, à l'insu de leurs auteurs. Les travaux menés avec Anatolia Batruch et Fabrizio Butera ont mis en évidence que, à niveau égal, les élèves de milieu populaire reçoivent des recommandations d'orientation moins favorable. Une même copie est jugée plus sévèrement quand on la croit produite par un enfant de milieu modeste, un biais qui s'accroît lorsque l'évaluation sert à sélectionner les meilleurs plutôt qu'à faire progresser tous les élèves⁶. Des intentions malveillantes ne sont pas forcément en jeu : ces effets opèrent silencieusement, portés par une institution tournée vers la sélection.

Le pouvoir, et les limites, de l'enseignant

Faut-il en conclure que tout est joué ? Non. L'enseignant dispose de leviers réels. Présenter l'erreur comme une étape normale de l'apprentissage, rappeler que l'intelligence se cultive et ne se constate pas, atténuer la mise en scène publique des écarts, ou encore enseigner explicitement ce que certains enfants acquièrent à la maison et d'autres non :

autant de pratiques qui profitent d'abord aux plus éloignés de l'école. On sait du reste qu'à conditions comparables, certains enseignants parviennent à faire progresser l'ensemble de leurs élèves mieux que d'autres. Cela invite à mieux comprendre les pratiques à l'œuvre chez ces enseignants, afin d'identifier les méthodes qui fonctionnent et de former l'ensemble des enseignants à ces pratiques.

Il serait toutefois injuste de tout faire reposer sur eux. Les racines de ces inégalités débordent largement la salle de classe : conditions matérielles et culturelles des familles, ségrégation entre établissements, pression à la réussite qui s'exerce de plus en plus tôt. Réduire les inégalités scolaires suppose donc une réponse d'ensemble, où les politiques éducatives et sociales comptent autant que les gestes de chaque enseignant. À cette condition, et en améliorant aussi les conditions d'exercice du métier, l'école pourra se rapprocher de la promesse qui la fonde : donner à chaque enfant les mêmes chances de réussir.

contact&info

- Sébastien Goudeau
sebastien.goudeau@univ-poitiers.fr
- Frédérique Autin
frederique.autin@univ-poitiers.fr
CeRCA

5. Méry A. 2026, *Inégalités sociales à l'école : perceptions enseignantes et leviers d'action*, Thèse de doctorat, Université de Poitiers.

6. Autin F., Batruch A., Butera F. 2019, The function of selection of assessment leads evaluators to artificially create the social class achievement gap, *Journal of Educational Psychology*, 111(4) : 717-735.



Les Cités éducatives à Marseille : l'alliance éducative à l'épreuve du terrain

Maîtresse de conférences en science politique à l'université de Montpellier Paul-Valéry et membre du laboratoire Acteurs, ressources et territoires dans le développement (ART Dev, UMR5281, CNRS / Université de Montpellier Paul-Valéry / Université Perpignan Via Domitia / CIRAD / Université de Montpellier), Camille Floderer s'intéresse notamment aux inégalités scolaires, aux politiques éducatives et de démocratisation scolaire. Sociologue de l'éducation populaire et du secteur associatif et chercheuse associée au Centre méditerranéen de sociologie, de science politique et d'histoire (MESOPOLHIS, UMR7064, CNRS / AMU / Sciences Po Aix-en-Provence), Emily Lopez Puyol étudie la territorialisation des politiques éducatives et de jeunesse et la production des inégalités au prisme des rapports sociaux. Docteur en science politique, également associé au MESOPOLHIS, Gaël Marsaud s'intéresse aux rapports entre art et politique. Magali Nonjon est professeure de science politique à Sciences Po Aix-en-Provence, rattachée au MESOPOLHIS. Une partie de ses travaux portent sur les politiques de démocratisation de l'enseignement supérieur. Maîtresse de conférences à l'université d'Aix-Marseille et membre du MESOPOLHIS, Ariane Richard-Bossez mène des recherches sur la construction des inégalités et les processus de démocratisation éducatifs. Tous cinq sont engagés dans une recherche évaluative sur les Cités Éducatives marseillaises.

Lancées en 2019 par les ministères de l'Éducation nationale et de la Cohésion des territoires, les Cités éducatives (CE) distinguent plus de 200 territoires en vue d'« intensifier les prises en charge éducatives des enfants et des jeunes, de 0 à 25 ans », en mobilisant « une grande alliance des acteurs éducatifs dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : parents, services de l'État, des collectivités, associations, habitants ».

Marseille, avec huit CE, est la ville la plus dotée nationalement. Entre 2022 et 2025, une équipe de sociologues et de politistes pour la plupart rattachés au laboratoire MESOPOLHIS a suivi le déploiement des cinq premières d'entre elles. Les résultats présentés ici s'appuient sur 109 entretiens auprès d'acteurs

institutionnels et associatifs, 85 temps d'observations ethnographiques au sein des instances de gouvernance et l'analyse de documents internes.

Un partenariat institutionnel entre ambition et tensions

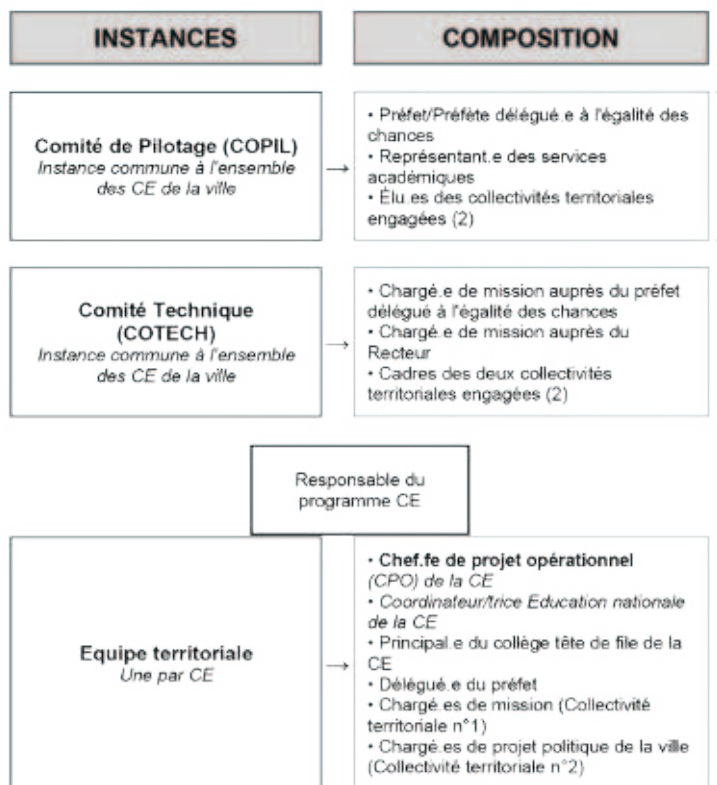
Les CE placent le partenariat au cœur de leur fonctionnement. Là où le pilotage de la plupart d'entre elles repose sur une « troïka » composée de représentants de l'État, de l'Éducation nationale et de la ville, les CE marseillaises sont co-pilotées par un quatuor comprenant également la métropole. Cette configuration superpose plusieurs échelons dont l'originalité est d'avoir des dimensions transverses à l'ensemble des CE de la ville : un comité de pilotage (Copil), un comité technique (Cotech), une responsable du programme CE transversale à l'ensemble des CE marseillaises, et des équipes projet territoriales (EPT) propres à chacune d'elles. Le partenariat y est pensé de manière particulièrement approfondie. Il recouvre le partage de la conception d'un projet commun, du suivi de sa réalisation, de son financement et de sa gouvernance.

L'enquête montre que plusieurs registres s'entrecroisent dans les relations entre acteurs aux cultures professionnelles multiples¹. Le registre interpersonnel — les liens d'interconnaissance entre acteurs — fluidifie les échanges mais nécessite du temps et se fragilise dès lors que les acteurs changent. Le registre technique — procédures, outils de gestion, tableaux de suivi — rend le travail commun possible, mais risque de devenir une fin en soi. Le registre référentiel, — les systèmes de compréhension partagée des problèmes —, est peu présent, faute de temps et d'espaces dédiés. C'est notamment le cas autour de la notion de « réussite éducative » où s'affrontent deux visions. L'une est resserrée autour des apprentissages scolaires et des acteurs de l'Éducation nationale. L'autre, issue de l'éducation



Carte de l'alliance éducative © ANCT

1. Mérini C. 1998, Le partenariat éducatif en France : à la croisée des chemins entre « ajustements » et « possibles », *Cahiers de la recherche en éducation*, 5, n°1.



Chacune de ces instances est ici présentée dans sa composition restreinte. Pour nombre de réunions des membres partenaires sont cependant invités à siéger (CAF, ARS...)

Schéma du fonctionnement des CE marseillaises (équipe MESOPOLHIS)

populaire et portée notamment par la politique de la ville et certaines associations, prône une approche éducative plus globale de l'enfant, ouverte à une pluralité d'acteurs. L'absence de définition commune génère des frictions dès qu'il faut décider collectivement des actions à financer.

À cette fragilité s'ajoute un fort *turn-over*. Depuis 2019, la quasi-totalité des membres du Copil et du Cotech a été renouvelée, quatre personnes différentes ont occupé le poste de responsable du programme, et plusieurs équipes territoriales ont été largement recomposées. Ce renouvellement constant fragilise la mémoire du dispositif et contraint les nouveaux arrivants à reconstruire des réseaux d'interconnaissance et à se réapproprier des procédures complexes.

Des associations inégales face au partenariat

Dans les CE, les associations portent les projets sur le terrain et entretiennent un lien privilégié avec les habitants. Mais ce statut de « partenaire essentiel », affiché dans les textes, masque la diversité des positions qu'elles occupent.

L'analyse des financements octroyés en 2024 est ici éclairante. 185 structures ont déposé au moins une demande dans l'une des CE marseillaises. Les acteurs de terrain ancrés localement représentent 58 % des structures, mais seulement 32 % des financements. Les opérateurs territorialisés —

plus professionnalisés, disposant de salariés, comme les centres sociaux — constituent 25 % des demandes, mais captent 44 % des budgets. Les structures d'envergure nationale — grosses associations d'éducation populaire par exemple — forment 17 % des dossiers et recueillent 24 % des financements. Ce déséquilibre tient en partie aux critères implicites de sélection : ancienneté, partenariats institutionnels solides, capacité à cofinancer. L'injonction à l'innovation pénalise par ailleurs les petites structures qui construisent leur action dans la durée, sur la base de relations de confiance avec les habitants.

La charge administrative creuse encore cet écart. « On passe notre temps à monter les projets. On n'est plus en lien avec les habitants, on n'est plus en lien avec les jeunes », résume une directrice de centre social. Pour les associations fonctionnant sur du bénévolat, cette charge peut devenir rédhibitoire et tend à reposer sur l'engagement gratuit de leurs membres. Le dispositif multiplie également les instances de participation — comités, équipes territoriales, groupes de travail, rencontres bilatérales —, dont le coût en temps de présence n'est pas le même selon les structures. Les grandes associations peuvent y déléguer du personnel, quand les petites, où « une personne fait tout », s'y épuisent. Se rejoue ainsi au sein des CE une relation de subordination entre le secteur associatif qui intervient dans les quartiers populaires et les institutions qui pilotent l'action publique².

Familles, enfants et jeunes : des publics au second plan

Les textes officiels des CE placent les familles et les jeunes au cœur du dispositif. Pourtant, l'enquête montre que la question des publics est régulièrement reléguée derrière les préoccupations partenariales entre institutions. Si le programme entend mobiliser les parents, il sélectionne en pratique ceux qui maîtrisent déjà les codes institutionnels. Les familles les plus éloignées de l'école — celles que les CE entendent précisément mobiliser — restent les plus difficiles à toucher. Lorsque certaines tentent de porter elles-mêmes des projets, elles se heurtent souvent aux barrières implicites du dispositif. L'exigence de formalisation administrative des actions, en particulier lorsqu'elle implique de l'écrit, opère par exemple un tri selon le niveau de qualification scolaire des porteuses. C'est ainsi qu'un collectif de mères, pourtant à l'origine d'un projet reconnu et financé, a vu certaines de ses membres exclues au profit des seules membres de l'association partenaire habilitées à le porter — reléguant une partie de ces mères à l'espace public du quartier plutôt qu'à l'espace scolaire. Ce faisant, le programme fabrique ses propres « bons publics » : des figures de parents exemplaires, mobilisables, conformes, qui servent à légitimer le dispositif sans remettre en question ses hiérarchies.

Au-delà des familles, la question de la place effective des jeunes dans le dispositif reste largement ouverte. Le nombre réel de bénéficiaires touchés par les actions des CE constitue un véritable angle mort statistique, faute de données disponibles en dehors des déclarations faites en amont des actions lors des demandes de financement. L'enquête n'a

2. Chevallier T. 2022, Dans les quartiers populaires, la décentralisation par les associations. Enquête sur les instruments de partenariat et leurs conséquences politiques, *Droit et Gestion des collectivités territoriales*, « 50 ans de décentralisation : une mise en perspective ».

pas non plus permis d'identifier d'espaces systématiquement organisés pour recueillir la parole des jeunes dans les instances de gouvernance. Ainsi, si les jeunes sont les destinataires déclarés du programme, ils en sont rarement ses acteurs.

Conclusion

Le cas marseillais offre un observatoire privilégié des tensions qui traversent les politiques éducatives territorialisées en France, et ce que l'enquête du MESOPOLHIS donne à voir dépasse largement ces singularités locales.

Ces logiques partenariales se retrouvent en effet dans d'autres programmes récents, comme *Les Territoires éducatifs ruraux* ou *Notre école, faisons-la ensemble*, qui ont donc toutes les chances de les reproduire, voire de les amplifier.

Aussi, la question qui se pose *in fine* n'est pas celle de la bonne volonté des acteurs — elle est manifeste à tous les niveaux — mais celle des conditions structurelles dans lesquelles ils opèrent. Une politique éducative qui place le partenariat au cœur de son fonctionnement sans interroger les hiérarchies qu'il reconduit risque de mobiliser beaucoup d'énergie institutionnelle pour produire peu d'effets sur les inégalités qu'elle entend réduire.

Pour aller plus loin :

- Floderer C., Lopez Puyol E., Nonjon M., Les associations de proximité dans l'action publique éducative territorialisée : entre mise en désirabilité et assignation aux publics imaginés. Une étude de cas du programme des Cités éducatives, dans Faure L., Parizet R. (dir.), *La fabrique des pauvres. Le gouvernement associatif des vulnérables*, à paraître.
- Richard-Bossez A., Rubi S. 2025, La territorialisation des politiques éducatives en France : l'exemple des cités éducatives, *Revue Internationale d'Éducation de Sèvres*, 98 :115-125.

contact&info

- Ariane Richard-Bossez,
MESOPOLHIS
ariane.richard-bossez@
univ-amu.fr

CNRS Sciences humaines & sociales

la lettre

- Directeur de la publication Fabrice Boudjaaba
- Responsable éditoriale Armelle Leclerc armelle.leclerc@cnrs.fr
- Conception graphique Zoë Cheron
- Crédits images Bandeau
© Hervé THERY / CREDA / CNRS Images
- Pour consulter la lettre en ligne
<https://www.inshs.cnrs.fr/fr/cnrs-sciences-humaines-sociales-la-lettre>
- S'abonner / se désabonner
- Pour accéder aux autres actualités de l'institut
<https://www.inshs.cnrs.fr/fr/news-list>
- CNRS Sciences humaines & sociales sur BlueSky @CNRSshs

CNRS Sciences humaines & sociales
• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •

ISSN : 2272-0243



SCIENCES HUMAINES
& SOCIALES